

alternatives

non violentes

1978



B D I C

MALVILLE

LARZAC

GANDHI et GUEVARA

Entretien avec S. C. KOLM

Défense Populaire Non Nucléaire

80 P 6112

6 f.

revue bimestrielle

27

A.N.V. augmente . . .

Nos tarifs d'abonnement n'ont pas changé depuis septembre 1975 : dans le contexte actuel, c'est un record ! Même l'augmentation que nous sommes obligés aujourd'hui de faire (de 30 à 35 F) reste de très loin inférieure (15 %) à la hausse du coût de la vie depuis 2 ans et demi. Nous tenons beaucoup à cette modération des tarifs (pas pour faire plaisir à Barre, mais pour qu'ANV reste vraiment à la portée de tous). Mais il n'y a pas de miracle : cette modération n'est et ne restera possible que si la formule « abonnement de soutien » (60 F) est considérée comme la formule normale pour tous ceux qui en ont les moyens. **D'avance merci.**

ATTENTION : ANV change d'adresse

Dès maintenant, adressez tout ce qui concerne les abonnements, les réabonnements, les changements d'adresse, les commandes de numéros isolés à :

ANV, BP 28, 69341 LYON Cédex 2

Tout ce qui concerne la rédaction (articles, communiqués, échanges de presse, lettres de lecteurs, etc...) est à adresser à :

**C. Mellon, 6 quai Claude-Bernard,
69007 LYON**

Avis aux diffuseurs d'ANV

Le numéro 24-25 s'est tellement bien vendu que nous en manquons pour répondre aux commandes qui affluent toujours. Si vous avez des invendus, vous êtes priés de les renvoyer le plus rapidement possible. Merci.

alternatives non violentes

ABONNEMENTS

France : 35 F - Etranger : 40 F - De soutien : 60 F.
Belgique : 240 FB - Suisse : 20 FS - Par avion nous consulter

Chèques, mandats C.C.P. 2915-21 Lyon.
Adresse : B.P. 28 - 69341 LYON Cédex 2

Comité de Rédaction : Christian DELORME, Georges DIDIER,
Christian MELLON.

Directeur de Publication : Georges DIDIER.

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1978 - Commission Paritaire n° 54.826
Imp. Reynaud, 10, rue du Soleil, Saint-Etienne

L'abonnement (1 an) vaut pour six numéros. Précisez toujours à partir de quel n° vous désirez commencer.

Restent disponibles :

- N° 18 (Désobéissance civile - Outspan - Chavez)
- N° 19 (Amérique du Sud)
- N° 20-21 Une non-violence politique
- N° 22 Police - Justice - Prisons.
- N° 23 La gauche et la force de frappe.
- N° 26 Non-violence aux Etats-Unis

Tous ces numéros peuvent aussi être commandés pour 5 F.

Numéro en projet (mai) : Blocs militaires. - Coexistence pacifique ? Relations internationales.

EDITORIAL

Mars 78 : les voici donc ces législatives, cette échéance magique qui représentait depuis quelques années un espoir de changement, mais aussi le prétexte à ne pas intensifier les luttes sociales et populaires : il ne fallait pas « compromettre les chances de succès » ! Quelle désillusion... Certes le contenu du « programme commun » n'avait jamais suscité un enthousiasme exagéré chez ceux qui luttent contre la militarisation, contre le nucléaire, pour le Larzac, pour le droit de vivre et travailler au pays, pour une autre défense, etc... En avril 76, on pouvait lire par exemple, dans notre numéro 15-16, sous la plume collective du MAN : « Essayant de réaliser un compromis entre des solutions politiques réformistes et des solutions sociales qui exigent le maintien d'une croissance analogue à la croissance capitaliste, le programme commun ne propose guère que le passage à un capitalisme d'Etat... » (1). Malgré cette insatisfaction profonde devant le contenu de ce programme, on pouvait au moins lui reconnaître le mérite d'être « commun », et de favoriser ainsi une dynamique d'uni-

té populaire porteuse de changements plus radicaux. Or, non seulement cet aspect positif est mort depuis le 23 septembre 77, mais le contenu lui-même est encore moins satisfaisant qu'avant : ralliement du PC, puis du PS, au maintien de l'arme nucléaire.

La tentation est forte de jouer alors la politique du pire et d'oublier que ces partis de gauche, même désunis, même vivant à droite l'un et l'autre, sont malheureusement les seuls qui puissent, à court terme, nous débarrasser de la droite : ce n'est tout de même pas rien. Il n'est pas contradictoire d'attendre au moins d'eux ce petit service-là et de travailler, dès maintenant, au rassemblement et au renforcement d'une autre force (car la politique est aussi affaire de force, pas seulement d'« idées justes ») en cherchant la convergence de ceux pour qui socialisme, autogestion, non violence, défense populaire, droit de vivre au pays, etc., n'expriment pas des utopies ou des slogans mais des objectifs concrets, réalisables, réalistes.

Une chose est en tous cas certaine, quel que soit le résultat des élections : les luttes

devront continuer (2). Mais ne tombons pas, à propos du mot « luttes » dans la même mythification que d'autres sur le mot « élections ». Ce numéro voudrait aider à éviter ce double écueil : car il faut à la fois entendre les analyses de S.C. Kolm sur le système électoral comme « duperie » fondamentale, et les leçons que Jacques Semelin propose de tirer de Malville 77. Il ne suffit pas de « lutter » pour gagner, même quand la cause est juste, et l'indignation fondée. Encore faut-il se donner les conditions de réussir. Article qui pourra paraître sévère à certains ; mais, 6 mois après la mort de Vital Michalon, a-t-on le droit d'en rester à un silence prudent sur les causes de l'échec ? Ou même de s'en tenir à une autocritique en demi-teintes ? N'est-il pas plus sain, pour l'avenir même de la lutte antinucléaire, de voir en face les insuffisances, les erreurs, les illusions, afin de poursuivre plus efficacement ? Il est un peu facile d'ironiser

(2) Peut-être une exception pour le Larzac, si du moins on ajoute foi aux promesses très claires faites par Charles Hernu (mais oui !) en mars 77 et réaffirmées par F. Mitterrand en novembre à Saint-Afrique : « Etendre le camp du Larzac paraît absurde, dangereux et inutile. Donc, il ne faut pas le faire ». Cité dans Gardarem lo Larzac, n° 28, décembre 77.

(1) Une non-violence politique, p. 48.

sur le « sommet de la gauche » de septembre si l'on n'a pas la lucidité de reconnaître que le « sommet des luttes » des 30-31 juillet a lui aussi déçu beaucoup d'espoirs et désorienté beaucoup de militants.

Quinze jours après Malville, c'était le Larzac : on en a moins parlé, car il n'y a pas eu d'affrontements, et puis, l'habitude... Au journalisme, il faut du chaud et du neuf. Mais pour une réflexion de fond sur la non-violence, le Larzac reste un lieu privilégié aujourd'hui en France. C'est pourquoi Hervé Ott, permanent du Cun, a organisé pour ANV un débat sur le rôle de la non-violence au Larzac : sujet vite débordé d'ailleurs, grâce à la diversité des participants, ce qui donne un échange fort vif, soulevant de nombreux problèmes de fond sur lesquels il faudrait revenir un jour...

L'année qui vient de s'écouler aura été marquée aussi par le long débat sur la force de frappe. Successivement trois numéros d'ANV avaient eu à l'aborder : le 20-21 au moment où se dessinait le virage du PS, le 23 entièrement consacré à ce sujet, au moment du rapport Kanapa et du lancement de la campagne « Questions à la gauche » et le 24-25 à propos d'un ouvrage fondamental de Franco Fornari. Ce numéro lui

fait encore une large place, avec un « historique » du ralliement et des débats qu'il a suscités, et avec la transcription d'une Table ronde très intéressante tenue à Paris en conclusion du Forum « Pour une défense populaire non nucléaire ». Espérons que le double ralliement-reniement PC-PS ne fera pas souffler un vent de défaitisme sur ceux qui ne se résignent pas au « génocide programmé », et qu'il y aura d'autres occasions de reparler de cette lutte.

Ce numéro entièrement centré sur des problèmes « chauds » n'oublie cependant pas l'aspect « recherche fondamentale » qui fait la spécificité de la revue : un théoricien non-violent américain nous propose un parallèle Gandhi - Guevara qui est une manière d'alimenter sur des analyses historiques le débat violence / non-violence qui traverse tant de nos luttes en ce moment.

Au moment où se lance un nouveau journal non-violent (Non violence politique, mensuel du MAN) et où nous constatons une stagnation du nombre d'abonnés (beaucoup de nouveaux, mais beaucoup de non-renouvellements), nous sommes obligés de nous interroger sur la spécificité d'ANV. Pour cela, les lettres nombreuses qui ont accompagné, cet

été, les renouvellements d'abonnements, ont été précieuses, même si nous ne pouvons suivre tous les conseils qu'elles comportent ! Citons simplement, pour conclure, celle d'une lectrice qui résume bien l'ensemble des autres : « Votre canard me permet une chose indispensable et précieuse : penser. Une fois tous les deux mois, il me donne l'occasion de réfléchir, de me demander pourquoi je fais tout ça... (3) Un peu de profondeur une fois tous les deux mois, quand on passe son temps à courir à droite et à gauche (surtout à gauche) ce n'est pas du luxe... Ne devenez pas un canard d'information, il y en a déjà, et c'est impossible pour un bimestriel. Restez un canard de réflexion, qui est peut-être en dehors de l'actualité immédiate, mais permet justement de réfléchir, de repenser les problèmes, pour pouvoir ensuite, en fonction des informations transmises chaque jour ou chaque semaine par vos confrères, s'engager en sachant ce qu'on fait. »

Si ANV réussit à remplir ce rôle, ce n'est pas si mal. A vous de le dire.

Christian MELLON.

(3) Le début de la lettre était le tableau (impressionnant) des activités militantes de cette abonnée.

Les leçons de **MALVILLE**

Il ne s'agit pas ici de refaire l'histoire. Il s'agit, le plus sereinement possible, de comprendre, analyser, proposer. Car s'il est difficile de nier aujourd'hui que la manifestation des 30 et 31 juillet à Creys-Malville ait été une manifestation ratée, il importe d'en tirer les leçons.

Son seul aspect positif — disons-le tout de suite — fut le nombre important des manifestants. Mobilisation assez massive et populaire : « élus locaux au coude à coude avec des paysans du Dauphiné, des militants venus au prix de longs voyages des confins de l'Hexagone et des étrangers d'au moins cinq pays ». (**Le Monde**, 2 août).

Outre le nombre, certains diront que le déroulement dramatique de la marche du Dimanche a créé un choc, mis en scène par les média et que l'opinion publique a ainsi perçu toute la gravité de la course au nucléaire. Méfions-nous toutefois de ces prises de conscience brutales, qui naissent de l'horreur du sang innocent : elles sont fragiles et durent rarement. Elles traumatisent plus qu'elles ne libèrent.

Ce qui reste, en revanche, après le 31 juillet, c'est une nausée persistante,

celle qui commençait à vous prendre à la gorge le soir même des événements, en entendant le ministre Bonnet relater sa version des faits. Ou bien, c'est une forme d'hébétéude, une volonté quasi inconsciente de ne plus se souvenir, de « tourner la page », de tirer un trait, sans oser faire le bilan.

C'est enfin, pour certains, la tentative de la violence : la non-violence aurait été « mise en échec », comme le titrait **Le Monde** du 2 août. Violences isolées ou organisées exprimant un militantisme « autonome », celui qui s'enracine dans un désespoir bien explicable, mais ne se préoccupe guère de la conséquence inévitable : l'escalade de la répression.

Comment expliquer des réactions psychologiques et politiques aussi différentes ? Seules les tragédies humaines, quand on les a vécues ou subies, suscitent de tels comportements divergents et irrationnels ; et cette manifestation a bel et bien ressemblé à une tragédie de l'absurde.

Le tragique de cette manifestation, ce n'est pas seulement la mort de Vital Michalon, et la mutilation de Michel Granjean, c'est l'ensemble de

ces journées et celles qui les ont précédées. Tragédie déclanchée d'abord par le déchaînement xénophobe du Préfet Jannin « qui a échoué en un jour ce qu'avait réussi pendant un mois le préfet Grimaud en 1968 » selon les termes de Louis Besson, député socialiste de Chambéry (**Le Monde** du 7-8 août). « C'est la guerre », écrivait un médecin de l'hôpital de Bourgoin-Jallieu en faisant l'ordonnance d'un blessé de Faverges. Mais tragédie facilitée aussi par la sous-organisation du rassemblement qui faisait errer une foule désorientée dans cette campagne coupée de bois et de marais. Et comme pour couronner le tout, une pluie diluvienne, anormale en cette pleine saison estivale.

Il faut s'attarder sur le facteur essentiel de cette tragédie : **la violence étourdissante de l'Etat**. Car le pouvoir n'a pas lésiné sur les moyens répressifs : on a su bien vite que plus les manifestants se seraient rapprochés du site de la centrale, et plus la violence serait devenue **militaire**.

Comment expliquer cette détermination de l'Etat, voulue au plus haut niveau (le ministre Bonnet est resté en communication régulière avec l'Elysée) et qui est aussi le fait de

tous les Etats européens, comme en témoignent les autres manifestations en Suisse ou en Allemagne ?

Certainement parce que les enjeux liés au développement de l'énergie nucléaire sont considérables. L'électro-nucléaire est programmé depuis 1971 par des groupes industriels et bancaires afin de réaliser des profits énormes (1). Mais, par delà ces perspectives lucratives d'envergure internationale, l'Etat, en tant que tel, y trouve largement son compte. Et cet intérêt politique pour le tout nucléaire est aussi déterminant, sinon d'avantage, que l'intérêt strictement financier. Car l'avenir d'une société nucléaire conforte la puissance de l'Etat, renforce son autoritarisme, rend irréversible son centralisme. Et on peut se demander si, avec l'avènement du tout nucléaire — civil et militaire —, ce n'est pas le véritable règne de l'Etat qui commence.

N'assiste-t-on pas aujourd'hui à la naissance d'une société dont les structures énergétiques et militaires (et donc l'organisation économique et sociale qui en découlent) sont si rigides qu'elles deviennent une reproduction vivante de l'Etat lui-même ?

De ce point de vue, lutter contre le nucléaire, c'est exactement lutter contre l'Etat. Et tout individu qui s'oppose au nucléaire devient, potentiellement ou explicitement, un ennemi de l'Etat. C'est, selon nous, ce qui explique fondamentalement la fermeté de la répression dans les dernières manifestations anti-nucléaires. Certes, toutes les luttes populaires, un jour ou l'autre, en viennent à s'opposer à

(1) Voir le livre récent de Yves Lenoir, **L'escroquerie nucléaire.**

l'Etat, puisque l'Etat s'est progressivement immiscé dans les aspects les plus divers de la vie quotidienne des citoyens et des collectivités. Toutefois, il est des domaines où il tolère parfois que ses décisions soient quelque peu contestées. En ce cas, il fait preuve de souplesse et aménage un compromis avec ses opposants. Mais avec le nucléaire, point de compromis possible : c'est un choix de tout ou rien sur lequel l'Etat ne veut pas — ne semble pas pouvoir — reculer. C'est pourquoi la lutte antinucléaire, comme d'autres luttes populaires actuelles, conduit à un affrontement direct avec l'Etat.

Cette analyse implique que le choix de la stratégie non-violente est nécessaire dans la lutte antinucléaire. Car l'Etat est une représentation parfaite — complète — de la violence institutionnelle. Il a en effet la particularité de rassembler en lui-même toutes les formes de la violence : l'autoritarisme, le centralisme, mais aussi le gigantisme de ses administrations, l'anonymat de ses décisions, la possibilité de bafouer ses propres lois, le mépris de toute réelle consultation populaire. Non seulement il incarne la violence établie, mais il est en mesure de produire la violence, puisqu'il est fondé sur le monopole du recours à la violence physique pour rétablir le Droit, son Droit.

C'est pourquoi les luttes antinucléaires — comme du reste les luttes contre la militarisation — sont directement des luttes contre la violence. Elles ne peuvent donc recourir à la violence dans leurs actions sous peine de se contredire elles-mêmes : on ne peut contester l'Etat-violence en reproduisant ce qu'il produit. Sinon, loin de remettre l'Etat en cause, on

lui donne l'occasion de se justifier devant l'opinion publique.

La non-violence s'impose donc comme une nécessité à la fois **stratégique** et **politique** au combat antinucléaire.

Mais la non-violence ce n'est pas le simple refus de la violence : c'est une méthode de lutte, dont l'efficacité dépend du respect de certaines conditions. C'est pourquoi il importe d'analyser sous cet angle les événements de Malville 77 et de chercher à en dégager quelques perspectives pour la lutte antinucléaire.

L'avant Malville 77

La coordination de l'informel

Depuis quelques mois se réunissait dans la région de Malville ou dans les grandes villes avoisiantes, la coordination des Comités Malville. Les personnes habitant la région y étaient peu nombreuses, d'autant plus que la coordination se déroulait parfois dans des villes comme Grenoble ou Lyon. Au cours de ces réunions, si quelques personnes parlaient au nom de leur comité, la plupart ne représentaient qu'elles-mêmes. Par ailleurs, les différents points de l'ordre du jour ne faisaient jamais l'objet d'un vote. Et celui ou celle qui parlait le plus fort et en dernier avait de grandes chances d'emporter la décision. Décisions qui d'ailleurs se trouvaient bien souvent remises en cause à la rencontre suivante, parce que les comptes rendus des réunions étaient rares, inexistantes ou mal diffusés. Aussi une minorité ou même une personne pouvait

contester le travail de la dernière séance et le débat recommençait. L'impression générale de l'observateur était celle de l'incohérence et du piétinement, c'est-à-dire d'une perte de temps gravement dommageable pour la lutte.

Kaïm Nissim, qui est l'un des rares responsables de cette coordination à s'être exprimé publiquement après le rassemblement, écrit à ce sujet : « Nous avons eu un fonctionnement hétéroclite, brouillon, nous avons misé sur l'amour entre nous, sur la spontanéité ; nous avons terriblement manqué d'organisation ». (GO-CNV n° 173, 1^{er} septembre).

Le refus de l'organisation

Effectivement, si la coordination est restée « brouillonne », c'est parce qu'il y régnait une méfiance extrême vis-à-vis de toute forme d'organisation. Ceux qui appartenaient à une organisation, qu'elle soit un parti politique, un syndicat ou un mouvement, étaient généralement mal perçus ou soupçonnés d'intentions peu honnêtes. En fait, pour la majorité des personnes qui participaient à ces réunions, l'organisation ne pouvait signifier qu'une volonté de « prise de pouvoir » qu'ils refusaient autant pour autrui que pour eux-mêmes.

Cette attitude se traduisait d'une part dans le déroulement des réunions précédemment décrit, et d'autre part dans la manière dont s'est préparé et « organisé » le rassemblement des 30 et 31 juillet. Pour ne prendre qu'un exemple sur ce dernier point, l'usage des mégaphones, selon certains, devait être proscrit, dans la mesure où il entraînerait un « abus de pouvoir » sur les autres manifestants.

L'entrée en scène de l'extrême gauche

Une des différences majeures entre l'été 76 et l'été 77, dans la lutte contre Super Phoenix, est l'intervention de l'extrême gauche. Entrée en scène non seulement à Malville, mais dans l'ensemble du mouvement antinucléaire français.

On aurait pu s'attendre à ce que cet afflux de nouveaux militants donne au mouvement écologique et antinucléaire plus de consistance organisationnelle, ce qui aurait pu être positif. Ceci ne s'est pourtant pas produit, et la première conséquence de l'immixtion des militants gauchistes dans la coordination fut la remise en cause de la stratégie non-violente qui avait été jusqu'alors un consensus au sein des Comités Malville. Cet accord sur le choix de la non-violence avait permis l'organisation du rassemblement de Juillet 76, manifestation, certes, assez improvisée, mais, de l'avis général, relativement réussie.

Aussi le débat violence non-violence s'est engagé dans la coordination au point de ne plus pouvoir aboutir, c'est-à-dire qu'il s'est enlisé. Pour certains, la manifestation de Brockdorf était un exemple que les écologistes français devaient suivre. Pour d'autres, le débat violence/non-violence était devenu un faux débat, et il ne fallait exclure personne.

Pendant au moins deux mois, ces discussions traversèrent la coordination. On s'enfonçait aussi dans les détails : fallait-il utiliser des cisailles, des casques ? Fallait-il emporter du matériel « défensif » ? Le mois de juillet approchait bien vite et rien n'était clair.

On s'entendait finalement sur la solution d'un « rassemblement paci-

fique n'excluant pas les actions offensives ». Qu'est-ce que cela pouvait véritablement signifier ? En fait, c'était les termes d'un compromis qui n'était même pas viable, « violents » et « non-violents » n'étaient pas arrivés à élaborer une stratégie commune. Toutes les interprétations étaient permises. Et pour une fois, le préfet Jannin ne manqua pas de bon sens quand il déclara : « On me parle d'un rassemblement pacifique et offensif : j'aimerais qu'on m'explique ! »

Le rebondissement du débat dans la presse écologique

Les choses n'auraient pas encore été trop graves si ce débat s'était cantonné dans la coordination. Mais la presse écologiste, sans doute dans un souci d'honnêteté et de démocratie a répercuté le contenu de ces discussions stériles, et ainsi a nui au mouvement écologique et à son audience dans l'opinion. Non que le débat violence/non-violence ne soit pas important — c'est un vrai débat — mais il fut abordé, du point de vue journalistique, fort maladroitement. Plus, on vit certains articles appelant explicitement à « l'assaut du site », à « le reprendre », à « le détruire ». On donna quelques recettes pour faire soi-même son « matériel défensif ».

L'effet immédiat de ces ambiguïtés est que certaines organisations qui auraient pu s'associer d'une manière ou d'une autre au rassemblement, n'ont pu que s'en désolidariser : c'est ce que fit la CFDT, justifiant cette position par le contenu d'un numéro de **Super Pholix** qui préconisait ouvertement la violence.

Parallèlement, il naissait une peur inavouée, une angoisse qui s'ampli-

fiait à mesure que l'on se rapprochait du jour de la manifestation. En on entendait dire: « si ça va être ça, Malville, alors moi je n'irai pas ». Climat d'anxiété, qui n'était donc pas du seul fait du pouvoir politique, mais aussi d'une certaine inconscience des organisateurs.

Ceux-ci, semble-t-il, ont senti la gravité du problème qui était ainsi posé: Plus l'incertitude grandissait, plus il devenait probable que les 100 000 personnes souhaitées ne seraient pas au rendez-vous.

En ce sens, la lettre de Brice Lalonde adressée à la Coordination Malville, début Juillet, soulevait un vrai problème. Cette lettre, du reste fort critiquée, a occasionné la première rencontre entre quelques responsables de la coordination et les organisations impliquées dans la préparation du rassemblement. A cette réunion, les organisations présentes, le MAN, le PSU, les Amis de la Terre, ont souhaité que le caractère non-violent de la manifestation s'affirme plus nettement afin que cessent les bruits alarmistes. De leur côté, les responsables de la coordination assurèrent que des « services de protection » seraient mis en place pour assurer l'intégrité physique des personnes ».

Ainsi, au dernier moment, le caractère non-violent de la manifestation était à nouveau affirmé, mais seulement pour rassurer l'opinion et les militants, non pour déterminer des objectifs conformes à une stratégie non-violente. D'ailleurs le pli était pris: le Pouvoir avait désormais assez de matière pour susciter et développer un climat de psychose.

Un objectif flou

Il reste que le facteur essentiel de l'échec de la manifestation est l'imprécision de son objectif.

Certes les organisateurs avaient un objectif ambitieux. Kaïm, déjà cité, explique: « L'idée du rassemblement offensif non-violent est sorti de nos têtes en Février (...). Tous les gens voulaient faire mieux que se rassembler, écouter des discours, faire poids politiquement; ils voulaient en plus le plaisir de casser quelque chose (offensif) mais sans se faire taper dessus (non-violent). Un peu comme on a fait le 4 juillet 76 ». (GO-CNV, n° 173, 1^{er} sept.). On doit ainsi noter le souci des organisateurs de sortir des schémas traditionnels des rassemblements où l'assistance est passive, spectatrice, comme cela aurait été le cas des rassemblements du Larzac en 73 et 74. De ce point de vue, ils voulaient innover, réussir un acte collectif de rupture dans la conception même d'une manifestation. Malheureusement, on doit relever une contradiction importante dans les propos de Kaïm, tenus aussi par d'autres. Comment peut-on, en effet, affirmer à la fois que l'on va « casser quelque chose » (ce qui ne peut que provoquer la répression du Pouvoir) et proposer la non-violence, pour réussir à « ne pas se faire taper dessus »? Il est un peu irresponsable de ne prendre conscience de cette contradiction qu'après...

Tout semble indiquer dans cette affaire que, loin d'innover une conception originale de manifestation, les organisateurs ont toujours raisonné d'après le schéma antérieur des premières manifestations antinucléaires, celles de Why!, de Fessenheim, de Braud-Saint-Louis, où les manifes-

tants avaient pu occuper le site, les travaux n'étant pas très avancés et les abords du site mal protégés. D'une part, ces manifestations avaient encore un caractère régional. D'autre part, le pouvoir ne marquait pas encore sa volonté de durcir sa position face au mouvement antinucléaire.

Mais à la veille de cet été 77, apparaissait une différence majeure avec ces premières manifestations: la détermination de l'Etat, après l'expérience de Brockdorf en Allemagne et même de Malville 76, de défendre les sites des centrales par tous les moyens y compris militaires. Il fallait donc changer d'objectif, puisqu'il était clair que l'objectif de « reprendre le site » était parfaitement utopique. Avant la manifestation, on s'en rendit d'ailleurs plus ou moins compte, car dans les dernières semaines, le mot d'ordre s'était transformé en « aller le plus loin possible vers la centrale »; ce qui, dans des dernières heures, ne fut plus que « pénétrer dans la zone interdite ». Mais toutes ces directives successives n'étaient en aucune manière des objectifs, parce que leur imprécision favorisait les interprétations les plus fantaisistes.

Cédric, un autre responsable de la coordination, affirma après coup: « Sans doute a-t-on placé la barre trop haut » (**Politique Hebdo**, n° 280). Il semble ainsi admettre que l'objectif primitif fixé à la manifestation était impossible. Toutefois, si cette barre se trouvait « placée trop haut » pour certains, pour d'autres, elle ne se trouvait nulle part. L'incertitude était totale à la veille de la manifestation.

Malville 77

Toutes les insuffisances, les ambiguïtés, les contradictions de cette préparation se sont révélées pendant la deuxième journée du rassemblement.

Dans les derniers jours, la coordination, qui s'était répartie en commissions, a fourni un réel travail, notamment pour ce qui concerne la popularisation de la lutte de Malville. Mais les principaux problèmes demeuraient : le débat violence/non-violence n'était pas tranché, la représentativité des uns et des autres était contestée, l'improvisation dans l'organisation matérielle de rassemblement était dramatique.

Une représentativité impossible

Le samedi après-midi, des carrefours avaient été prévus sur différents thèmes : le nucléaire civil, la force de frappe, les autoréductions... En fait, les quelques carrefours qui eurent lieu furent presque immédiatement détournés du thème prévu. En effet, la préoccupation immédiate des intervenants dans les discussions — ce qui était compréhensible devant l'incertitude générale — était : « que fait-on demain ? ». A cela, point de réponse précise, sinon des déclarations de principe pour ou contre la non-violence. Peu de membres de la coordination étaient présents à ces carrefours pour expliquer leurs intentions, accaparés qu'ils étaient par les tâches matérielles. Triste absence des « locaux » de la région. Mais, dans l'ensemble, la majorité des participants se prononçait pour une stratégie non-violente, sans d'ailleurs vraiment dire comment la mettre en œuvre.

Quelques-uns remettaient totalement en cause le travail entrepris, qu'il soit bon ou mauvais, par la coordination. Ils disaient : « Le nucléaire nous concerne tous, et nous déciderons tous ensemble ce que nous ferons demain ». Et effectivement, le samedi soir, dans chaque campement, on vota pour fixer le déroulement des marches.

On ne peut s'empêcher de s'interroger sur la valeur et la signification de tels votes effectués par plusieurs milliers de manifestants ignorant tout de la stratégie du pouvoir le lendemain, et les difficultés du contexte géographique de la région. Comment peut-on comprendre que l'on en soit arrivé là ? Comment peut-on croire qu'une quelconque « autogestion » puisse être respectée dans de telles conditions ? Ou bien doit-on admettre que les organisateurs du rassemblement se sont sentis tellement débordés par l'entreprise, qu'ils se sont, plus ou moins consciemment, prêtés à cette caricature de démocratie afin « d'assumer collectivement la décision prise » ?

D'ailleurs la solution pour laquelle avaient opté les 4 rassemblements de Poleyrieux, Montalieu, Morestel, Courtenay ne fut pas respectée : au lieu de « faire une marche convergente sur le site », la coordination, réunie dans la nuit, décidait de réaliser une convergence des 4 marches à Poleyrieux, à l'intérieur de la zone interdite. Décision qui ne fut pas non plus respectée, puisque la marche de Poleyrieux marcha vers le site.

La conclusion de tout cela est bien que toute forme de représentativité — dans un sens ou dans un autre — s'est avérée impossible.

Une organisation inexistante

Le lendemain, tant bien que mal, les marches s'ébranlèrent à des heures différentes. Peu de liaisons entre elles par talkies-walkies. Peu de services de protection réellement constitués, sauf lorsque les organisations présentes (en particulier le MAN, le PSU, le MERA), prirent l'initiative d'en improviser un. Peu de mégaphones pour informer l'ensemble des manifestants de l'évolution des opérations, ce qui laissait planer le doute, l'angoisse, et faisait que la majorité des marcheurs « suivait », sans trop comprendre ce qui se passait. On obtenait ainsi exactement l'inverse de ce qu'on avait souhaité !

En revanche, certains groupes qui s'étaient préparés à l'affrontement avec les forces de police se glissaient progressivement à la tête des marches. Après la jonction des 4 marches aux abords de la colline de Faverge, le peu d'organisation et de service de protection qui avait réussi à fonctionner s'est trouvé totalement démantelé. De ce tableau dramatique, **Le Monde**, sous la plume de son envoyé spécial, Marc Ambroise-Rendu, conclut quelques jours après le 31 juillet : « Il est vrai que la non-violence ne s'improvise pas. S'il y avait peu de « casseurs » à Malville, il n'y avait également que fort peu de non-violents capables de contrôler la manifestation. Des organisateurs ont été pour le moins imprudents, connaissant le caractère du préfet de l'Isère, d'annoncer qu'ils tenteraient de démolir l'enceinte du chantier (...). La non-violence est une attitude d'esprit, mais elle est aussi une technique. Les écologistes sont encore loin de la posséder. » (**Le Monde**, 3 août 77).

La souricière du Préfet

Indépendamment de ces carences, il demeure que le pouvoir, par préfet interposé, a usé d'une tactique des plus abjectes pour réprimer les manifestants. Car il ne fait aucun doute que le préfet a tendu une souricière aux marcheurs et prémédité tout ce qui allait se passer. Le village de Faverge était un endroit parfaitement approprié pour prendre les manifestants en tenaille et les coincer sans repli possible. C'est la raison pour laquelle les barrages policiers de la zone interdite se sont levés au passage des différentes marches au grand étonnement des manifestants. Le préfet a ainsi littéralement conduit les marches à Faverge, sans d'ailleurs que les organisateurs se soient rendus compte du danger. On doit appeler cela une opération militaire, conduite dans une atmosphère de guerre civile.

L'usage des grenades offensives, la poursuite des manifestants dans les villages et les fermes, les arrestations hors des lieux de l'affrontement, les perquisitions pour ne rien trouver, les fausses informations données à la presse : autant d'éléments permettant de dénoncer cette répression aveugle, brutale, meurtrière. Il y a une telle démesure entre les intentions des manifestants les plus déterminés et les moyens répressifs utilisés que l'on reste abasourdi devant ce déferlement de violence.

Les leçons de Malville

Ce rappel des événements, pourtant bien rapide, pose une question de fond : **quelles peuvent être les conditions de préparation et d'orga-**

nisation d'une manifestation non-violente de masse ?

1) En premier lieu, l'annonce sans ambiguïté que la manifestation sera non-violente est déterminante. Etre parfaitement clair devant l'opinion sur la forme que doit prendre cette manifestation, c'est déjà faire un pas pour qu'elle le devienne.

A ce stade, tout réside dans l'information et dans la manière dont cette information est perçue. Même l'attitude du pouvoir peut dépendre de l'attitude des organisateurs de la manifestation. **Car la manière d'annoncer et de préparer la manifestation détermine, pour une large part, les rapports de force des organisateurs vis-à-vis du pouvoir politique ;** et ceci a des répercussions sur l'éventualité d'un affrontement physique le jour de la manifestation. Plus les organisateurs laissent entrevoir les difficultés qu'ils auraient à contrôler la violence, ou laissent croire qu'ils ne la rejettent pas, et plus le pouvoir se trouve par avance justifié dans son intervention répressive.

Quand on nous dit : « Nous ne sommes pas violents par nature, mais c'est le pouvoir qui nous contraint à la violence — nous sommes bien obligés de nous défendre », ce raisonnement est parfaitement faux. Car la violence du Pouvoir peut parfois être un effet indirect du manque de préparation des organisateurs et de leur manque de cohésion dans la recherche d'une stratégie non-violente.

2) Il est nécessaire et important de prévoir des groupes de protections des personnes dans la manifestation elle-même. Leur rôle est double :

— neutraliser les éventuels provocateurs,

— assurer un repli sans panique en cas de charges policières.

Le déroulement de la 2^e manifestation de Gösgen début juillet est fort éclairant sur ce point.

Dans la mesure où le rôle de ces groupes est essentiel à la réussite de l'action, les personnes qui les constituent doivent se connaître, et pouvoir être distinguées facilement. Si ce qu'on appelle traditionnellement le « service d'ordre » doit être très nombreux — plusieurs centaines — sa mise en place ne peut se faire que par coopération et collaboration entre différentes organisations (comme ce fut par exemple le cas cette année au rassemblement du Larzac).

Réunir ces deux conditions, c'est déjà assurer la moitié de la réussite de l'action.

3) Toutefois ces précautions sont inutiles si l'objectif de la manifestation n'est pas compatible avec la non-violence ! Il faut que cet objectif soit **clair, possible, limité.**

Clair, pour qu'il soit perçu et compris de tous.

Possible, sans qu'il suscite une réaction trop forte du pouvoir.

Limité c'est-à-dire qu'il soit repérable dans le temps et dans l'espace, correspondant à une nouvelle étape dans une stratégie de lutte de longue haleine. L'objectif idéal peut donc se définir, en gros, comme ce qu'il est réaliste d'obtenir et de réussir, dans une période précise, en fonction du rapport de forces politique avec le pouvoir.

4) L'organisation matérielle est déterminante pour le bon fonctionnement de la manifestation, tout particulièrement en ce qui concerne les **réseaux de communications** : il faut que la manifestation puisse se comporter et réagir comme un organisme vivant, ce qui suppose qu'elle ait, comme toute structure vivante, des liaisons régulières entre toutes ses parties.

Un grand nombre de mégaphones (les principaux organes sensoriels de la manifestation) doit permettre d'informer la totalité des manifestants de l'évolution de la situation, des décisions prises ; ils sont donc un facteur essentiel de cohésion de la manifestation, pour éviter un « suivisme » toujours regrettable.

Mais pour qu'il y ait réelle répercussion des informations et des décisions, il faut qu'un groupe de mégaphones se trouve à proximité d'un talky-walky, relié à l'ensemble des points clefs de la manifestation (la tête, la queue, les côtés).

Ce réseau de talkies-walkies (véritables « système nerveux » de la manifestation) permet une communication constante entre tous les responsables placés en différents lieux. Il assure l'unité organique de l'action.

Le dernier rassemblement du Larzac a montré combien ce matériel technique est utile. Son usage, loin d'être une prise de pouvoir, est au contraire un service : avec un tel dispositif, un problème survenant en un point précis de la manifestation est immédiatement répercuté dans toute la manifestation.

5) Il est nécessaire que soit désigné un collectif de responsables connus

de tous, apte à prendre en cours d'action une décision rapide devant une situation imprévue. L'expérience montre qu'il est impossible de débattre avec l'ensemble des manifestants de la tactique à adopter. Même pour ceux qui ont participé à la 2^e marche internationale non-violente contre la militarisation (qui n'a pourtant pas réuni 50 000 personnes !) une telle critique s'est faite jour (voir l'article de Jean-Louis Soulié, GO-CNV, 20 juillet).

On est donc amené, dans de telles circonstances, à faire confiance à ceux qui ont conçu et organisé l'action. C'est après, dans le bilan de l'action, que le débat collectif peut reprendre.

6) Le dernier élément — non le moindre — est l'attitude des manifestants eux-mêmes. Là encore, l'expérience montre qu'il ne sert à rien d'affirmer la non-violence, si l'attitude, le vocabulaire, l'équipement des manifestants peuvent laisser croire aux membres des forces de police qu'ils risquent quelque chose dans leur personne physique. Quand nous disons « l'expérience montre », ce n'est pas un effet de style. Car il importe de savoir tirer d'un échec des leçons pour la suite ; c'est heureusement ce qui se passe dans certains cas : ainsi la première manifestation de Gösgen, en Suisse, fin juin, ne ressemblait en rien à la seconde, au même endroit, début juillet...

Dans les manifestations allemandes, on retrouve cet effort de non-violence, de non-provocation en tout cas. Ainsi, à la veille de la manifestation de Kalkar, Claire Brière notait dans **Libération** : « Les antinucléaires allemands ont été traversés par les mêmes débats que ceux qui ont précédé Mal-

ville : violence et non-violence. (...) Mais cette fois-ci, à Kalkar, les divisions sont atténuées entre « violents » et « non-violents », en raison de l'expérience même acquise dans les affrontements de Brockdorf et Gröndhe. L'objectif de la manifestation : le champ d'un paysan, Maas, antinucléaire, et dont les terres jouxtent la centrale. Pas de mot d'ordre de reprise du site, impossible d'ailleurs. La manifestation revendique simplement le droit de protester devant un site nucléaire (...). Les antinucléaires allemands vont peut-être décider d'interdire le port de toute arme, y compris le port du casque, considéré par les autorités comme un signe de la volonté d'être violent. » (**Libération**, 19-9-77).

Ces dispositions ne sont que préventives ; mais elles peuvent être accompagnées d'une attitude « offensive » : l'essai de fraternisation avec les forces de police. Sans en attendre de grands résultats, on sait que c'est une tactique corrosive à l'égard du « moral » des forces de répression que d'essayer une démarche d'**explicitation**. Bien des exemples, ne serait-ce que la manifestation de Malville 76, laissent à penser que ce travail pourrait donner des résultats surprenants s'il était plus systématiquement, et surtout plus collectivement, entrepris... (2).

(2) Sur cet exemple de « démoralisation » à Malville en 1976, voir A.N.V. 20-21, pp. 13 et 14.

Perspectives

Ces propositions, tirées de diverses expériences, restent générales. Il faut maintenant voir comment les appliquer à l'avenir, dans la lutte antinucléaire. Au-delà de l'affirmation de principe « le combat écologique ne peut aboutir que par une stratégie non-violente », il faut proposer, concrètement, quelques lignes directrices.

1. L'impossible affrontement « frontal »

La manifestation de Malville 77 aura au moins permis — à quel prix ! — de comprendre qu'un affrontement direct sur le terrain avec le pouvoir est voué à l'échec. Il faut reconnaître que les manifestations de Whyll ou de Fessenheim font partie d'une période révolue du mouvement antinucléaire, celle où l'Etat n'était pas encore préparé à riposter et n'avait pas mis en place les dispositifs de protection des sites. Aujourd'hui, force est de constater que le pouvoir affiche sa détermination à défendre les sites des centrales, y compris **militairement**, s'il le faut : voir la circulaire Demeter affectant l'armée à la protection des centrales.

Les sites sont devenus de véritables camps retranchés ; à Kalkar, on ne peut qu'être effaré devant l'ampleur du dispositif : fossé rempli d'eau, barrières électrifiées, chiens, miradors de surveillance, etc...

Il faut admettre une bonne fois que la « reprise du site » est une pure utopie et que ce n'est pas sur ce terrain qu'il faut affronter le pouvoir. Espérons que Malville 77 aura marqué ce

tournant de la lutte antinucléaire. Certes, on pourra toujours organiser de grandes manifestations à proximité des sites (comme précisément à Kalkar), mais elles ne seront qu'un élément dans une stratégie globale.

Malville 77 aura été la résurgence de la vieille théorie de l'affrontement frontal, telle que le trotskysme a pu l'exprimer sur le plan militaire... Sous un vocabulaire non-violent, c'était peut-être le même schéma sous-jacent. On peut donc risquer cette hypothèse que l'idéologie de Malville 77 a exprimé une **conception militariste de la non-violence** ; indépendamment de ses carences dans l'organisation, c'était probablement là sa plus forte contradiction.

Seul un rapport de forces politique...

Dans ces conditions, la seule manière de gagner contre le nucléaire est de construire progressivement un rapport de forces politique s'appuyant sur l'ensemble des forces populaires du pays.

C'est dire qu'il s'agit d'élargir au maximum le consensus populaire d'opposition au nucléaire. Ceux qui « mènent » la lutte antinucléaire doivent affirmer nettement le caractère non-violent de leur stratégie : sinon, la solidarité et la sympathie de l'ensemble de la population ne leur seront pas fermement acquises. Se lancer dans des opérations de sabotage de biens publics ou d'attaque contre des personnes, ce serait donner l'occasion au pouvoir et aux médias, de retourner la population contre nous. Il n'y a pas besoin de faire un dessin là-dessus : l'affaire Baader est toute proche, avec son exploitation orchestrée, honteuse mais tellement efficace...

Laisser le contrôle de la lutte aux populations concernées

Même si le nucléaire est un problème de choix de société, qui nous concerne tous, les premiers à en faire les frais sont ceux à qui on impose une centrale chez eux. Il est donc important que les « locaux » gardent un contrôle décisif sur l'organisation et le déroulement d'une manifestation dans leur région, même lorsqu'il s'agit d'une manifestation d'ampleur internationale. C'est d'abord une question de bon sens : ils sont les mieux placés pour apprécier les éléments géographiques, psychologiques, politiques de leur région. Ensuite parce que, une fois la manifestation terminée, ce sont eux qui auront à « gérer » la réussite ou l'échec de l'action. Bien sûr, il faut qu'il y ait débat entre eux et les autres organisateurs ; mais il est important pour la lutte elle-même, qu'ils gardent le dernier mot sur les aspects locaux de cette lutte : L'exemple du Larzac ne peut que renforcer ce point de vue.

Une stratégie de harcèlement

Pour l'immédiat, on peut proposer :

— des actions visant à **ralentir la construction des centrales** : obstructions diverses aux transports de matériels ; et surtout contacts avec les travailleurs du nucléaire (ceux d'EDF et ceux des entreprises impliquées dans les chantiers). Ces contacts sont nécessaires lorsque des actions d'obstruction sont prévues, afin d'expliquer aux travailleurs qu'elles ne sont pas dirigées contre eux ; mais il faut aller plus loin : soutenir les revendications des travailleurs du nucléaire sur les conditions de travail, la durée du tra-

vail, les problèmes de sécurité, de santé, etc... c'est à la fois marquer notre solidarité avec leurs luttes et contribuer à ralentir le programme de construction.

— des actions visant à **neutraliser le fonctionnement** de certaines centrales.

Sans pylones, une centrale ne sert à rien : EDF doit donc acheter de nombreux terrains pour implanter les pylônes pour les lignes qui raccorderont les centrales au réseau. Il y a là tout un champ d'actions possibles, pour empêcher, ou seulement retarder l'achat de tous ces terrains. Même sur le plan juridique, des actions contre ces expropriations peuvent avoir un effet retardateur.

Relancer la désobéissance civile

Petite question naïve : qu'est-ce qui fait le plus peur à EDF, 50 000 manifestants sur le site de Malville ou 50 000 consommateurs d'électricité s'organisant pour pratiquer collectivement l'autoréduction de leurs factures ? Répondre à cette question, ce n'est pas opposer ces deux types d'action, ni dire que la seconde doit totalement remplacer la première. C'est simplement indiquer la voie dans laquelle devrait s'engager résolument la recherche d'un rapport de forces de type non-violent. Car il s'agit bien là d'un rapport de forces à créer et non d'une simple protestation ou de l'expression d'une révolte...

Dire cela, ce n'est résoudre aucune des questions difficiles que pose, dans les faits, l'organisation d'une telle action de désobéissance civile : les débuts de l'action d'autoréduction de 15 % montrent bien que ce n'est pas

simple de l'organiser et de la vulgariser ; EDF possède en effet un moyen de rétorsion immédiat qui n'existe pas dans le cas du refus de l'impôt 3 % Larzac : l'arrêt de la fourniture de courant aux transgresseurs. Malgré cette difficulté, plus de 70 groupes d'autoréducteurs se sont déjà constitués dans toutes les régions de France (3).

Il faut avoir présent à l'esprit que la lutte antinucléaire est une lutte qui a toutes chances (malheureusement) de durer longtemps : or la désobéissance civile est le type même d'action adaptée à des luttes de longue durée ; le tout est de ne pas se décourager plus vite que l'adversaire !

Lorsque le Larzac sera gagné, rien n'empêche d'ailleurs de songer à une réorganisation du refus de l'impôt sur un objectif comme le nucléaire civil...

Proposer des alternatives

Le grand argument d'EDF c'est qu'il est impossible de se passer du nucléaire. Devant cet argument, 2 réponses sont nécessaires et complémentaires :

— poser le problème **politique** : quel est donc ce type de société qui a un **besoin** vital du nucléaire ? quel type de croissance cela suppose ? Comment, par qui et **pour qui** sont déterminés ces « besoins » ?

— ne pas se dérober devant le débat **technique**, car même s'il est nécessaire de proposer un « type de société » (par exemple socialiste autogestionnaire, écologique et non-

(3) Coordination : 3, rue Danton, 31400 Toulouse.

violent, pourquoi pas ?) qui pourrait se passer du nucléaire, il reste que c'est **le plus vite possible** qu'il faut arrêter le programme nucléaire, alors qu'une telle société, de l'aveu même de ceux qui luttent pour elle, mettra du temps à s'instaurer. Il est donc essentiel de pouvoir proposer des **alternatives** au nucléaire. De même que la lutte contre la militarisation se heurte sans cesse à l'objection de l'homme de la rue : « on n'a que l'armée pour nous défendre », et qu'il importe donc de proposer une alternative à la défense armée, de même la lutte anti-nucléaire ne pourra se développer si elle argumente seulement sur les **dangers** du nucléaire ; elle doit être liée à la recherche d'une nouvelle politique énergétique suffisamment crédible ; travail qui, bien évidemment, suppose une collaboration étroite des militants antinucléaires avec des économistes, des syndicalistes, des techniciens des énergies nouvelles, des forces politiques opposées au nucléaire.

Dans cette perspective, il ne faut pas négliger la valeur pédagogique, vis-à-vis de l'opinion publique, de quelques réalisations concrètes, même limitées. Si le mouvement d'autoréduction prend de l'ampleur, il serait notamment important que les sommes refusées à EDF alimentent quelques projets visibles dans le domaine des énergies nouvelles.

Organiser la lutte antinucléaire

Il faut enfin que le mouvement antinucléaire **s'organise**, autour d'une stratégie non-violente et en s'appuyant sur les réalités locales des divers groupes et comités en lutte contre l'implantation d'une centrale chez eux.

Une telle proposition soulève de grosses difficultés qui tiennent à la diversité des courants antinucléaires, aux divers risques de « récupération », ou à certaines aversions presque viscérales contre l'idée même d'organisation. Malgré ces difficultés, il faut absolument aller dans ce sens. Sinon le mouvement antinucléaire risque de se diversifier au point de s'éparpiller et de s'effriter dans des initiatives sporadiques, épisodiques et incoordonnées.

Sans une stratégie non-violente commune, sur un programme d'action précis, nous n'arrêterons pas le nucléaire.

Jacques SEMELIN,

(Mouvement pour une Alternative Non-violente).

Quelle non-violence sur le **LARZAC ?**

TABLE RONDE

Avec :

Albert AUSTRUY, agent de Lycée, responsable à l'U.L. CFDT de Millau.

Pierre BONNEFOUS, aumônier MRJC dans le Sud-Aveyron,

Pierre BURGUIERE, paysan à la ferme de l'Hôpital du Larzac,

Jean CHARDARD, pasteur à Millau, syndiqué CFDT,

Raymond MARTIN, photographe à Millau,

François MATHEY, paysan à la ferme de Saint-Sauveur du Larzac,

Hervé OTT, permanent au CUN du Larzac,

Pierre BURGUIERE

La non-violence, d'abord, c'est ce qui a fait l'unité des paysans concernés par l'extension. Le « serment des 103 » l'affirme en même temps qu'il fixe l'objectif de la lutte : que pas un agriculteur soit chassé. Au départ, la non-violence, pour nous, c'était chercher des actions qui respectent les personnes physiques. Il s'agissait simplement de ne pas « faire violence » à d'autres ; en même temps, il s'agissait aussi de ne prendre aucun risque de subir nous-mêmes une violence... Mais rapidement, grâce à divers contacts et grâce au « vécu » de notre lutte, on a accepté et recherché des actions de désobéissance civile, acceptant de prendre les risques de l'illégalité. Ce sont ces actions qui nous ont amenés au point où nous en sommes aujourd'hui.

Très vite, on s'est aperçu que pour se battre contre l'armée, on n'avait pas d'autre possibilité que la non-violence : sinon, la répression aurait été immédiate et très forte contre nous.

François MATHEY

Ce n'est pas diminuer le choix non-violent des paysans que de souligner qu'il a été favorisé par le « milieu » géographique, culturel, social, du Larzac : grandes étendues peu contaminées par les dégradations contemporaines, élevage des brebis, etc... Le mouton est le symbole de la bête douce, non-agressive, etc. Personnellement, je suis agriculteur, mais pas « non-violent ». J'ai pourtant constaté, en participant à des actions non-violentes, que même sans une conviction profonde de non-violence, elles ont eu une efficacité : non seulement elles ne nous ont pas fait perdre de terrain, mais le bilan en est positif.

Sur le Larzac, il n'y a pas forcément des convaincus de la non-violence à tout prix. Mais il y a des gens participant collectivement à des actions non-violentes et qui ne se retrouvent pas perdants.

Raymond MARTIN

Il est certain que toutes les actions non-violentes menées par les paysans ont été assez payantes. Le

seul regret que j'ai c'est qu'il n'y ait pas eu de stratégie d'ensemble à long terme. Car ces actions pleines d'imagination ont permis de retarder les projets des militaires, mais elles n'ont pas encore permis de les stopper totalement... Il y a eu certains moments de la lutte où une stratégie mieux menée de notre part aurait pu nous donner la victoire. Je pense par exemple que lors de la montée des tracteurs sur Paris, il aurait fallu pousser beaucoup plus loin...

Albert AUSTRUY

Les réflexions de François me confirment dans mon analyse : si la non-violence a trouvé sur le Larzac des conditions particulièrement favorables, on ne peut donc pas comparer l'efficacité de la non-violence sur le Larzac à son efficacité dans une entreprise ; car le contexte n'est pas du tout le même. Tout ce que subit un travailleur (exactions, répression, etc.) fomente en lui une révolte ; cela ne se trouve sur le Larzac que par accident, pourrait-on dire, à cause de l'affaire du camp. En soi, le « cadre » du Larzac atténue ou démonte même la violence que le travailleur subit dans son entreprise... Cela explique d'ailleurs que l'attitude du pouvoir n'est pas la même dans les deux cas. Comparons avec Lip, par exemple : je viens de lire dans leur journal qu'un commandant de C.R.S. a dit qu'il faudrait en tuer un pour se débarrasser des Lip.

Hervé OTT

Là-dessus je puis témoigner personnellement que j'ai entendu à Cavaliès des militaires déclarer exactement : « Tant qu'on en aura pas envoyé quatre ou cinq à l'hôpital, ils nous feront chier ! ».

Puisqu'on parle de Lip, le parallèle ne s'arrête pas là : comment luttent les Lip, sinon avec une tactique non-violente ? Dire cela ce serait faire de la « récupération » s'il s'agissait d'annexer les Lip malgré eux à une idéologie ou à un mouvement non-violent. Pas du tout : il s'agit seulement de constater que, sans le mot et sans idéologie, les Lip luttent comme les paysans du Larzac, de manière **tactiquement** non-violente. On peut donc dire que la non-violence des paysans du

Larzac est particulière à leur lutte ; mais on ne peut pas exclure a priori la possibilité pour des ouvriers d'employer la non-violence comme arme.

Albert AUSTRUY

Oui, mais il faut faire remarquer que la lutte des Lip, même si elle est exemplaire, se situe dans un contexte très différent de celui des luttes ouvrières traditionnelles. Dans les luttes ouvrières, ça se finit souvent par des affrontements, des barricades, des pavés sur le coin de la gueule... C'est une vérité historique.

Pierre BURGUIERE

Ce n'est pas propre aux luttes ouvrières de se finir par des barricades ! Les luttes paysannes tout autant : pensons au Midi viticole... des morts à Montredon, des blessés en Loire-Atlantique. Il y a donc certainement des différences fondamentales entre les luttes paysannes et les luttes à l'usine, mais ces différences ne sont pas la violence ou la non-violence. Je crois qu'on peut plutôt poursuivre la comparaison entre notre lutte et celle des Lip en montrant que dans les deux cas il y a une forte action de désobéissance civile : on se met dans l'illégalité s'il le faut, et on appelle les autres à en faire autant. C'est très important car c'est vraiment un pas de plus dans la lutte.

Nous avons discuté pas mal avec les gars de Lip : ils nous ont raconté comment ils avaient préparé divers projectiles pour recevoir les flics (des billes, etc.) et qu'au moment voulu ils ne les ont pas utilisés... Je ne sais pas si c'est la contagion de l'« esprit larzac », mais je crois que la lutte du Larzac permet de poser un certain nombre de problèmes très concrets sur les moyens efficaces dans les luttes, et cela même pour les luttes à l'usine.

Albert AUSTRUY

Une différence importante entre le Larzac et les luttes ouvrières, c'est la question du **temps**. Bourges a affirmé que l'armée a du temps devant elle et que, progressivement, elle s'installera et prendra le terrain

qu'elle veut. Le pouvoir patronal, lui, n'a pas le temps : il ne peut pas supporter qu'une lutte se prolonge, qu'on occupe une usine, qu'on détruise le profit d'une entreprise, etc... Le pouvoir politique, lui, est appuyé sur sa puissance, ce qui lui permet de laisser durer. Il n'a pas intérêt à utiliser sa violence et ceci favorise la non-violence.

Pierre BONNEFOUS

L'armée est comme un patron qui a du temps devant lui, mais aussi les finances assurées ! Sa tactique est donc différente de celle d'un patron pressé de retrouver ses profits. Dans une entreprise, celui qui a le pognon n'en lâchera jamais si un rapport de forces n'est pas créé qui l'oblige à en lâcher. Il lui faut donc casser ce rapport de forces rapidement, par tous les moyens en son pouvoir : si ça traîne, c'est la faillite... Sur le Larzac, les militaires, au début, ont voulu faire la même chose, mais depuis, ils ont changé de stratégie : ils misent sur le temps et l'argent...

Raymond MARTIN

La lutte non-violente est étroitement liée à la popularisation : il faut qu'une certaine sympathie puisse se porter sur les gens en lutte contre une agression. C'est ce qui s'est passé sur le Larzac, et chez Lip aussi : ils sont arrivés à rendre la lutte sympathique, et c'est sûrement ce qui cause le plus de problèmes au pouvoir. Alors que dans les luttes syndicales, on a plutôt le sentiment de deux pouvoirs qui se heurtent ; la « sympathie » pour la lutte du Larzac a été plus large, s'étendant à des tas de gens qui ne se situent pas précisément dans le terrain politique ou syndical, une sorte de sympathie populaire. Et je crois que chez Lip, c'est pareil.

Pierre BURGUIERE

Une bonne illustration de ce que tu viens de dire c'est qu'aujourd'hui, dans l'Aveyron, on ne trouve aucune formation politique qui se dise en faveur de l'extension du camp du Larzac. A cause de la forme de lutte des paysans du Larzac, des gens de tous bords se sentent



LA FOULE DANS LE CAMP MILITAIRE (Août 77)

(photo D. Mellon)

concernés. Bien sûr, nous avons besoin du soutien des syndicats, des forces politiques, etc... Mais heureusement, nous avons aussi le soutien et la sympathie d'un grand nombre de gens qui ne sont affiliés à rien.

A ce sujet, il faut répondre à un reproche qu'on nous fait souvent: nous ne serions pas assez clairs dans nos choix politiques. Personnellement, je n'ai pas honte de le dire, j'étais à droite; et si aujourd'hui je suis à gauche, c'est parce que j'ai fait une analyse politique de la situation. Cette analyse, j'ai pu la faire parce que je suis sur le terrain, parce que j'ai découvert dans la lutte un certain nombre de choses. Mais une foule de gens qui suivent le problème de plus loin que nous n'ont pas eu la possibilité de faire ce chemin et restent avec leurs idées tout en continuant à soutenir le Larzac. Et je n'accepte pas de me couper de ces gens-là pour faire plaisir à d'autres. Je sais bien que ça pose des problèmes...

Raymond MARTIN

Il y a un « marais » qui ne peut préciser ses choix que lorsqu'il est confronté à un problème précis. Lorsqu'il se trouve opposé au pouvoir dans une lutte qui lui paraît juste, ou « sympathique », ou qui le concerne de près, ce marais peut évoluer vers des choix politiques clairs. Il ne s'agit donc pas de rejeter qui que ce soit, pas plus ce marais que les bataillons de syndicalistes et de militants pour qui le Larzac est devenu un enjeu de leur propre lutte. La politisation est lente, mais elle se fait précisément quand on s'aperçoit que le pouvoir qu'on a soutenu aux élections s'oppose aux luttes que l'on soutient par ailleurs, au Larzac ou à Lip...

Aux dernières législatives (1973), c'est une question politique qui a marqué la première scission entre les paysans de La Cavalerie et les autres. L'ensemble des

paysans voulait prendre position publiquement pour la gauche, alors que ceux de La Cavalerie ne voulaient pas, étant très liés à un notable centriste du coin, M. Julien. Je pense d'autre part que l'adhésion de l'ensemble des paysans à la lutte non-violente a été pour eux une manière d'éviter la politisation, dans la mesure où cette lutte ne les engageait avec aucun parti directement.

Jean CHARDARD

Devant un problème comme celui du Larzac, on aurait pu s'attendre à l'une des deux solutions classiques dans ce genre d'affaires :

— la solution corporatiste, consistant à négocier directement avec le pouvoir, considérant que le problème est d'abord un problème de paysans à régler entre le pouvoir et les paysans. C'est la solution qui s'esquissait dans les négociations avec le sous-préfet. Cette solution a échoué.

— la solution politique classique. C'est celle qui fut tentée par les organisations de gauche sur Millau : P.C., P.S. et P.S.U., avec les syndicats et divers mouvements (syndicat du Cadre de Vie, JEC, JOC, etc.). Elles ont essayé de former une sorte de cartel pour présenter une réponse politique à l'affaire du Larzac. Là aussi, ce fut un échec à cause notamment des exigences du P.C. qui voulait que toutes les organisations membres du cartel s'alignent sur le programme commun.

Ces deux solutions ont pour elles une certaine cohérence. Malgré leur échec, elles restent des recours possibles auxquels pensent toujours certains, soit sur le plateau, soit à Millau...

Or, il se trouve que, contre toute attente vraisemblable, c'est une autre voie qui a été prise. Et c'est sur cette voie que je propose qu'on discute ; car, pour moi, ce n'est pas une voie neuve (la non-violence), c'est la redécouverte d'une vieille sagesse du mouvement ouvrier : l'anarcho-syndicalisme. Le Larzac illustre ce vieux refus du mouvement ouvrier de s'en remettre aux solutions élaborées par la classe politique, qu'elle soit de droite ou de gauche. L'anarcho-syndicalisme, c'était la conscience, dans la classe ouvrière, qu'elle devait faire

sa révolution elle-même. Il s'agit d'imposer notre libération à l'Etat, en lui montrant que la force réside aussi dans le peuple.

C'est cela que manifeste le Larzac : l'autocréation d'une réponse politique, l'autogestion de la lutte. En ce qui concerne les Millavois, il me paraît évident qu'ils inventent une réponse politique au problème du Larzac, politique au vrai sens du terme : volonté du peuple de prendre son destin en main. C'est une théorie et une pratique politiques qui ont des racines profondes et qui ont leur sens dans la société industrielle telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Les agriculteurs du plateau interprètent leur propre lutte sous la forme idéologique de la non-violence. Cette non-violence, on doit lui reconnaître un effet positif évident : elle a permis aux paysans de se souder malgré leurs diversités, leurs individualismes, etc... Cela ne s'est pas fait par une sorte de volonté calculée de quelques-uns : cela s'est fait tout naturellement. On ne peut pas nier l'importance de la non-violence sur le Larzac si on la prend en ce sens.

Mais à un autre niveau, il faut bien s'interroger sur l'origine de la non-violence **en tant que doctrine**. Quels sont les idéologues qui transmettent cette doctrine ? Ce sont des cercles bien particuliers qui n'ont pratiquement pas de racines dans l'expérience du monde ouvrier ; ce sont des mouvements idéologiques d'origine cléricale. Dans la France d'aujourd'hui, la non-violence est devenue l'idéologie officielle de l'Eglise catholique et de l'Eglise réformée. C'est le discours par lequel les « clercs » essaient de donner l'impression qu'ils agissent dans la politique sans en accepter les lois qui sont dures ; alors que la politique, comme disait Mao, n'est pas un dîner de gala...

Pour le moment, il ne faut pas donner à la droite le plaisir de nous diviser sur la question de la non-violence. Mais quand la lutte sera terminée, il faudra approfondir le débat sur la question suivante : la non-violence sur le Larzac n'aura-t-elle pas donné la possibilité à un discours cléricale de trouver un semblant d'existence ? Et cela en annexant une expérience originale qui n'appartient à aucun groupe précis, même pas à ceux qui se réclament du socialisme autogestionnaire. Car l'autogestion des luttes c'est la vérité de l'action collective

des gens à la base quand ils refusent la réponse des politiciens et qu'ils s'efforcent de contrer l'Etat lorsqu'il outrepatte son droit.

Pierre BURGUIERE

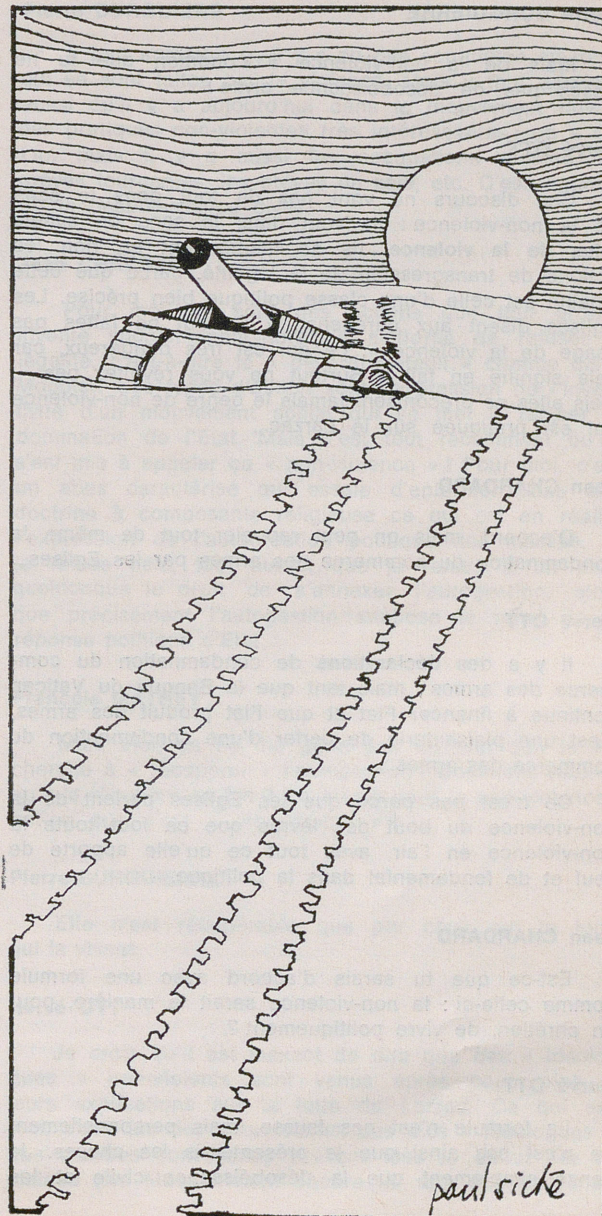
Je ne suis pas du tout d'accord avec ce que tu viens de dire. C'est vrai qu'on peut entendre certains pouvoirs **parler** de non-violence, mais ce n'est que de la « récupération » : quand on commence à **agir** de manière non-violente, en entrant dans la désobéissance civile, les pouvoirs, les Eglises ne nous considèrent plus du tout comme non-violents, mais comme **violents** ! Or, la désobéissance civile est un des fondements de la non-violence. Si on n'a pas le courage de ces actes-là, la non-violence n'est plus que passivité, et à la limite lâcheté. Pour moi, il n'y a pas d'idéologie de la non-violence ; je ne peux pas dire « je suis non-violent ». J'essaie de vivre une certaine forme de non-violence qui correspond à la lutte du Larzac. Mais je ne suis pas d'un tempérament à vivre comme ça toute ma vie. Par contre, je pense que la non-violence comprend une certaine réflexion politique et spirituelle. On peut penser ce qu'on veut du christianisme, mais si la lutte du Larzac tient le coup depuis sept ans, c'est aussi parce que les gens sont chrétiens et qu'ils ont fait une certaine réflexion politique et spirituelle. On peut du tout que l'Eglise « récupère » à son profit la non-violence du Larzac. Quand on commence à discuter avec l'évêque par exemple, on est vite traité d'utopistes...

Hervé OTT

Pour aller dans le même sens, je dirai qu'il n'y a rien de plus attaché à la légalité que les organisations officielles comme les Eglises : elles savent bien que c'est tout leur pouvoir qui est remis en cause à travers des pratiques de désobéissance civile.

Jean CHARDARD

Mais enfin, on constate bien qu'en ce moment les discours épiscopaux et le discours de l'Eglise réformée sont dans la ligne de la non-violence !



Pierre BURGUIERRE

Mais de la non-violence à condition que tu ne fasses pas de désobéissance civile !

Hervé OTT

Ces discours ne vont pas du tout dans le sens de la non-violence : ils vont dans le sens du simple **refus de la violence**. Ils ne cautionnent en rien les actions de transgression de la légalité, parce que cette légalité est celle d'une classe politique bien précise. Les Eglises disent aux chrétiens : « Surtout ne faites pas usage de la violence », ce qui est très dangereux, car cela signifie en fait « Surtout ne vous révoltez pas ». Mais elles ne préconisent jamais le genre de non-violence qui est pratiquée sur le Larzac...

Jean CHARDARD

D'accord, mais on peut rappeler tout de même la condamnation du commerce des armes par les Eglises...

Hervé OTT

Il y a des **déclarations** de condamnation du commerce des armes ; mais tant que la Banque du Vatican continue à financer Fiat et que Fiat produit des armes, c'est une plaisanterie de parler d'une condamnation du commerce des armes...

Ce n'est pas parce que les Eglises parlent de la non-violence du bout des lèvres que ça fout toute la non-violence en l'air, avec tout ce qu'elle apporte de neuf et de fondamental dans la politique.

Jean CHARDARD

Est-ce que tu serais d'accord avec une formule comme celle-ci : la non-violence serait la manière, pour un chrétien, de vivre politiquement ?

Hervé OTT

La formule n'est pas fautive, mais personnellement ce n'est pas ainsi que je présenterais les choses. Je pense simplement que la désobéissance civile et les

autres formes de lutte non-violentes sont des moyens efficaces pour lutter pour la justice : à l'heure actuelle, les puissants de ce monde, ceux qui détiennent le pouvoir et n'ont pour but que d'exploiter le plus grand nombre, font usage de violences multiples, économiques, idéologiques, militaires, etc. Je refuse donc de les combattre sur leur terrain ; de plus, je cherche une méthode d'action qui permette la cohérence entre les moyens utilisés et la fin poursuivie. Il se trouve que ces moyens, pour moi, sont en conformité avec l'évangile. Tant mieux, mais je conçois tout à fait une non-violence qui ne soit pas fondée sur l'évangile.

Pierre BURGUIERRE

Il y a bien des gens qui ne sont pas chrétiens et qui sont des non-violents convaincus ! C'est une simple question de justice...

Jean CHARDARD

Mais alors, est-ce que le curé de La Cavalerie est chrétien ?

Pierre BURGUIERRE

Va lui demander...

François MATHEY

Il n'est pas nécessaire d'avoir une démarche spirituelle ou idéologique pour avoir une **pratique** non-violente, dans une action ponctuelle...

Jean CHARDARD

Mais qu'est-ce qu'on peut appeler « pratique non-violente » ? Tout ce qu'on présente comme action « spécifique » de la non-violence a sa racine dans des actions concrètes bien antérieures aux « idéologues » non-violents -

François MATHEY

C'est évident : les idéologues non-violents ne sont pas indispensables à la pratique non-violente. Le non-violent typique, ça n'existe pas : il y a des gens qui

luttent dans des situations telles que la non-violence leur semble bonne, et même nécessaire pour rassembler des gens qui ne se seraient jamais unis autrement. Sur le Larzac, c'est ce qui s'est vérifié...

LE CUN DU LARZAC

Centre de recherches et de rencontres pour une autre défense.

Une construction illégale

Construire dans le périmètre d'extension, c'est s'opposer physiquement à cette extension, c'est participer à l'effort d'occupation du plateau qui renforce la position des paysans face à l'armée.

Un centre de réflexion

A partir de l'exemple de la résistance populaire sur le Larzac et d'autres faits historiques, il faut promouvoir une recherche sur ce que pourrait être une autre défense.

Un centre de session et d'accueil

Le Cun est un lieu de formation et de rencontres. Documentation abondante. Organisation de sessions pour tous, individus ou groupes, « civils et militaires ! ».

Un bulletin

Envoyé à toute personne qui en fait la demande.

Mais aussi...

Un gros besoin d'argent !

Pour cette construction ambitieuse, une Société Civile Immobilière a été créée. On peut prendre des parts de 200 F.

Le CUN, La Blaquèrerie, 12230 LA CAVALERIE

Pierre BURGUIERE

Il faut admettre qu'il y a eu des conquêtes ouvrières qui se sont faites par la violence. Mais il faut admettre aussi qu'il y a aujourd'hui dans le mouvement ouvrier des pratiques non-violentes très intéressantes : on a cité Lip, mais il y a aussi les occupations d'usine, les grèves tournantes, les grèves du zèle, etc. C'est vraiment de la désobéissance civile.

Jean CHARDARD

Pour moi, ce sont des actions que tout groupe invente spontanément lorsqu'il s'efforce de refuser la légalité, c'est-à-dire le « désordre établi » comme disait Mounier. Ces types d'action sont l'expression de l'inventivité d'un mouvement social qui se met à refuser la domination de l'Etat. Mais c'est tout récemment qu'on s'est mis à appeler ça « non-violence » ! Pour moi, c'est un abus caractérisé qui essaie d'enfermer dans une doctrine à composante religieuse ce qui est en réalité l'expression de l'autocréation politique des masses. Et je refuse cela, tout autant que je refuse à un parti quelconque le droit de s'annexer l'autogestion, alors que précisément l'autogestion suppose le refus de la réponse politique d'Etat...

François MATHEY

Mais moi, ça ne me gêne pas du tout que le PS cherche à « récupérer » l'autogestion ! Comment veux-tu qu'il la récupère **en fait** ? De même pour la non-violence : est-ce que c'est « récupérable » ?

Pierre BURGUIERE

Elle n'est récupérable que par ceux qui la font, qui la vivent.

Hervé OTT

Je crois qu'il est inexact de dire que des « idéologues » non-violents sont venus après coup plaquer leurs explications sur la lutte du Larzac. Ce qui est vrai, c'est que des non-violents, pas plus « idéologues » que d'autres sont venus presque dès le début sur le plateau (les Maos étaient encore là) dire aux paysans :

« Vous avez la possibilité de résister avec une technique de lutte qui ne vous fasse pas tomber dans le piège de la violence, le piège où vous attend l'armée ».

Pierre BONNEFOUS

Beaucoup de gens sont venus sur le Larzac avec des schémas tout faits. L'expérience a montré qu'ils se sont cassés la gueule lorsqu'ils se sont adressés aux paysans en disant : « Si vous acceptez les idées que nous avons, peut-être qu'on pourrait marcher dans votre action ». D'autres sont venus en essayant de comprendre la mentalité des paysans telle qu'elle était et qui, de fait, est imprégnée par toute une histoire religieuse chrétienne. Et le seul groupe qui a pu faire assez vite l'unité des paysans sur une méthode d'action, c'est un groupe qui n'est pas une organisation nationale, qui ne pèse pas lourd, qui représente autre chose que les courants politiques habituels, autre chose même que les Eglises.

Raymond MARTIN

Je pense que tu vas trop loin ; le choix a été beaucoup plus « terre à terre » que ça. Au moment où Lanza del Vasto est venu, il y a eu une veillée où des Maos étaient présents. Moi, je n'avais aucune notion de non-violence ; on a appris que les Maos avaient préparé des bombes, des cocktails Molotov, etc... On a passé la nuit à discuter avec un de leurs leaders. Et c'est uniquement par logique et avec des arguments de bon sens qu'on l'a convaincu de renoncer à ses bombes. On lui a expliqué qu'il ferait beaucoup plus de mal que de bien à la cause qu'il voulait défendre.

Jean CHARDARD

Oui, d'ailleurs les ouvriers ont opposé le même genre d'arguments aux méthodes proposées par les Maos. C'est dans la logique du mouvement ouvrier que de refuser ce type d'actions. Tous ceux qui mènent une lutte ont cette réaction logique de s'opposer à ceux qui, par leur impatience, peuvent tout faire perdre. Disant cela, je ne veux pas condamner les gauchistes car ils sont aussi le sel de la terre, et dans certaines occasions c'est eux qui peuvent avoir raison. Il n'y a donc pas là de sensibilité non-violente particulière. C'est une question de logique.

La position des paysans du Larzac luttant dans l'esprit de la non-violence est parfaitement respectable ; il ne me viendrait pas à l'esprit de suspecter leur bonne foi ni de leur dire qu'ils ont tort. Je dis cela non pas pour conclure ce débat sur une note d'unanimité, mais à cause de ce qui s'est passé au récent meeting organisé par le comité millavois et les paysans du Larzac. Les paysans du Larzac ont annoncé publiquement qu'ils allaient faire des labours sur les terres d'une ferme achetée par l'armée et que le produit de cette récolte irait à une caisse de solidarité avec les grèves de Millau. Je trouve cela vraiment très bon ; quand on pense à ce qu'étaient il y a dix ans les rapports entre ouvriers et paysans, il y a là vraiment une créativité très importante. Des actes comme celui-là rendent bien secondaires les différences idéologiques.

Hervé OTT

Je regrette que tu mettes cela seulement sur le compte d'une « créativité ». Car cette créativité, d'où vient-elle ? D'où vient ce choix **politique** fait par les paysans ? A mon avis, c'est la non-violence qui a joué un rôle pédagogique et qui a permis la lente évolution qui aboutit à un geste comme celui-là. Plus que de la créativité, c'est une solidarité politique entre les paysans et les ouvriers de Millau. C'est important de le souligner. Pour moi, ça fait partie de ce que la non-violence réussit sur le Larzac, puisque c'est cette pédagogie-là, et non une autre, qui a fait que les paysans en sont arrivés là.

Pierre BURGUIERE

Et une fois encore, c'est frappant de remarquer que c'est encore un geste d'illégalité que de moissonner et labourer ces terres... Ça montre bien que la lutte continue.

Larzac - Décembre 1977.

Le ralliement de la gauche

à L'ARME NUCLÉAIRE

(suite... et fin)

Ainsi donc les deux « grands » partis de gauche sont d'accord pour accepter en héritage la force de frappe. Passant allégrement par-dessus l'opinion majoritaire de leurs électeurs respectifs, voire même de leurs militants, ils ont l'un et l'autre changé leur position officielle, le PC en mai 77 par le « rapport Kanapa » et le P.S. ce 8 janvier 78 par le vote de sa Convention nationale sur la défense.

Cela en dit long sur la démocratie interne de ces deux partis ; cela laisse rêveur, à un mois des élections, sur un système électoral qui, sur un point aussi fondamental que la force de frappe, ne permet pas à l'opinion *majoritaire* parmi les électeurs de gauche, d'imposer leur volonté sur ce point ; cela rend encore plus nécessaire le renforcement d'un courant antinucléaire dans la gauche, tel qu'il se dessine autour du front auto-gestionnaire.

Ce virage, que l'on peut qualifier de « reniement », n'est pas une surprise. Il y a un an, dans ANV 20-21 (pp. 46-51), dans un article qui proposait une « autocritique » des mouvements anti-force de frappe, j'écrivais : « Il ne fait maintenant aucun doute que ce point du Programme commun (la renonciation à l'arme nucléaire) ne sera pas appliqué si la gauche prend le pouvoir en 1978 ». On pouvait donc croire que l'année 77 marquerait simplement l'officialisation lente et sans bavures de

cette position. En fait, il y a eu des luttes, des débats qui permettent malgré tout d'espérer pour l'avenir. Il vaut la peine de les raconter. Mais il faut aussi remonter quelque peu en arrière pour tenter de comprendre les raisons de ce double ralliement - reniement.

Les positions de départ

Au sein du P.C. l'opposition à la force de frappe était ancienne et radicale. Dans les années 50, l'appel de Stockholm pour l'interdiction des armes nucléaires avait mobilisé les militants du Mouvement de la Paix, organisation proche du P.C. Depuis, l'opposition à la force de frappe faisait partie des thèmes ordinaires du discours communiste contre le gaullisme. Mais, dans l'action concrète, le P.C. et le Mouvement de la Paix étaient depuis longtemps absents.

Au sein du P.S. la position contre la force de frappe résultait de la conjonction de deux sensibilités traditionnelles : une sensibilité « pacifiste » et une orientation atlantiste inavouée qui faisait qu'on s'en remettait au « parapluie » américain. Le tout réuni dans une absence totale de réflexion politique sur la défense et d'intérêt pour les questions militaires. Le « non à la force de frappe » allait de soi, sans qu'il soit besoin de le justifier

autrement qu'avec les arguments classiques, humanitaires, financiers (ça coûte cher), techniques (la « bombinette »), etc... Cependant, dès la création du PS, des hommes puis des courants se mirent au travail pour renverser cette tendance, Hernu et Chevènement notamment. C'est ainsi que lors de la signature du Programme commun de 72 le PS avait une position plus « molle » que le PC. Celui-ci voulait la « destruction » de la force de frappe et c'est le PS qui imposa l'expression « renonciation ».

Le lent grignotement des « pro-nucléaires »

L'indigence de la réflexion sur les questions de défense au sein du PS ne pouvait pas durer, d'autant plus que les « responsabilités du pouvoir » s'approchaient. Le malheur est que cette réflexion nécessaire ait été entreprise seulement par ceux qui au sein du parti étaient favorables à la force de frappe. Il aurait fallu que, dès 1972, les anti-nucléaires sentent le danger et fassent un effort équivalent afin de présenter des contre-propositions. Mais comment aurait-ce été possible à partir de positions atlantistes ou uniquement pacifistes? Seule une position politique clairement autogestionnaire pouvait permettre le développement d'une opposition *politique* et techniquement crédible à la force de frappe ; or, ce courant n'entra au PS de manière significative que fin 74. Les pro-nucléaires avaient déjà bien entamé les positions traditionnelles et d'ailleurs les autogestionnaires ne les contrèrent pas beaucoup : certains d'entre eux commençaient un lent ralliement à la force de frappe (Rocard), les autres ne s'intéressaient pas à cette question.

Le résultat c'est que lorsque le PS, en ses instances nationales, commença à poser publiquement ce problème, lors d'une réunion du Comité directeur du PS les 6 et 7 novembre 1976, les trois rapports argumentaient tous les droits en faveur du ralliement : Hernu, Chevènement et Pontillon, à partir de positions politiques différentes concluaient dans le même sens, et aucun anti-nucléaire n'était prêt à contrer cette offensive. Le fruit était mûr : il semblait qu'il n'y avait plus qu'à le cueillir. Dès la fin novembre, alors qu'aucun débat n'avait encore

eu lieu dans le parti, Gilles Martinet écrivait dans le *Nouvel Observateur* que le Oui du PS à la bombe pouvait « déjà être considéré comme définitif ». En fait, le ralliement allait prendre plus de temps et se faire moins facilement que prévu...

Début de mobilisation des anti-nucléaires

C'est le hasard d'une rencontre, mi-décembre 1976, entre des membres du MAN, du MIR et du MIDPL qui lance la dynamique d'une campagne contre le ralliement des partis de gauche à l'arme nucléaire. Ce qui au départ paraissait devoir être un simple baroud d'honneur (pour qu'il ne soit pas dit que personne n'a protesté !) devient peu à peu une campagne d'un impact certain. Un texte est rédigé qui deviendra, modifié et amendé, « *Questions à la Gauche sur la défense nucléaire* ». L'originalité de ce texte est précisément d'aborder *politiquement* le problème et non en termes de principes généraux et généreux. Une première diffusion permet de collecter les signatures de quelques « personnalités » et mouvements. A cette occasion la conviction s'affirme de plus en plus clairement qu'il y a place à gauche pour un courant antinucléaire autogestionnaire.

Le grand virage du P.C.

Le mercredi 11 mai, le Comité central du P.C. approuve le rapport Kanapa qui prévoit la « maintenance de l'arme nucléaire », formule qui est immédiatement interprétée par G. Marchais comme n'étant pas seulement le maintien en l'état actuel de la force nucléaire, mais la possibilité d'inclure « les progrès scientifiques et techniques » qui l'amélioreront. Ce ralliement, qui n'a été précédé d'aucun débat dans les cellules, est assorti de quelques propositions destinées à mieux le faire valoir : renonciation à la stratégie anti-cités, engagement à ne pas frapper les premiers, propositions de faire prendre la décision d'emploi par un collectif... Dès les semaines suivantes, ces « aménagements » seront passés sous silence, tant il est

évident qu'ils font perdre à la dissuasion française le peu de crédibilité technique qu'elle pourrait avoir : l'abandon de la stratégie anti-cités suppose en effet que l'on adopte une stratégie « anti-forces », ce qui n'est possible qu'à ceux qui ont une précision très grande dans les tirs et la possibilité de traverser les défenses ennemies.

Sur les raisons de ce brusque revirement, on ne peut que formuler des hypothèses. A la différence du PS, en effet, il n'y avait pratiquement pas eu de signes avant-coureurs : seulement quelques déclarations embarrassées de Louis Baillot et de Jean Ellenstein. Mais 15 jours avant le rapport Kanapa, le PC avait eu encore l'occasion de réaffirmer sa position traditionnelle. Alors pourquoi ?

On peut avancer une hypothèse « électoraliste » : le PC chercherait à grignoter quelques voix sur les gaullistes et sur une partie de la droite nationaliste. Hypothèse peu vraisemblable car le ralliement à la force de frappe peut lui en faire perdre autant, sinon davantage. Un sondage effectué avant le ralliement officiel montre que 66 % des électeurs PC sont contre la force de frappe, et seulement 15 % pour. On peut penser aussi que le PC, sentant que le PS allait se rallier à la force de frappe, a préféré prendre les devants pour se donner ensuite le beau rôle de celui qui a eu raison avant l'autre... On peut aussi interpréter ce revirement à la lumière de considérations internationales : la distanciation timide d'avec Moscou, le rapprochement avec des positions eurocommunistes à l'italienne supposent un accent plus net sur « l'indépendance nationale » plutôt que sur « l'internationalisme prolétarien »... Toutes ces hypothèses sont peut-être justes en même temps, mais pas déterminantes. En fait c'est un problème politique de fond qui est posé : la renonciation à l'arme nucléaire, à partir du moment où l'on vise les responsabilités du pouvoir (et non plus une position d'opposant permanent qui peut se contenter de « dénoncer ») suppose que l'on s'engage fermement dans le sens d'une *défense populaire*. Un tel choix aurait des conséquences politiques (notamment en ce qui concerne le contrôle populaire, la démocratisation des décisions, l'autogestion des techniques de défense) en totale contradiction avec le projet

de société dont le PC reste porteur malgré son vocabulaire récemment et timidement autogestionnaire.

Questions à la gauche

A la fin du mois de mai, le texte « questions à la gauche » est publié dans plusieurs journaux (voir ANV 23 sur « la gauche et la force de frappe ») et commence à être largement diffusé. Bientôt s'y joint une pétition qui recueillera 15 000 signatures sans bénéficier d'aucun soutien des médias. Parallèlement, une affiche entend poser la question au PS puisque sa position n'a pas encore officiellement changé : « Est-on encore socialiste quand on accepte l'arme nucléaire ? ». Le débat est alimenté par des Libres opinions dans *Le Monde* : *L'imposture nucléaire de la gauche*, par Jean-Marie Muller le 23 juin ; *Pour une défense populaire non nucléaire*, par Alain Joxe, le 22 juin. Des dossiers sont publiés par *Hebdo TC*, *Tribune Socialiste*, *Politique-Hebdo*. L'ensemble des arguments à opposer au ralliement de la gauche est rassemblé dans une petite brochure de J.M. Muller, *L'Héritage* qui s'enlève comme des petits pains.

Au sein du PS le débat commence à s'animer : Patrick Viveret, rédacteur en chef de la revue *Faire* publie dans *Le Matin* du 26 mai un article très net contre l'armement nucléaire ; intéressante convergence, l'essentiel de son argumentation est de même nature que celle de « Questions à la gauche » : « Le choix d'un certain type de technologie n'est pas neutre. A l'heure où l'on commence à comprendre que l'option du développement nucléaire à outrance sur le plan civil entraîne un renforcement de la centralisation et du contrôle social, il serait contradictoire que la gauche accepte sans broncher un système de défense qui par nature est aux antipodes de toute décentralisation et de toute démocratisation possible. »

En juin, au Congrès de Nantes, les antinucléaires parviennent à éviter que le ralliement ne se fasse à la sauvette et sans débat ; ils obtiennent qu'une Convention Nationale spécialement réunie

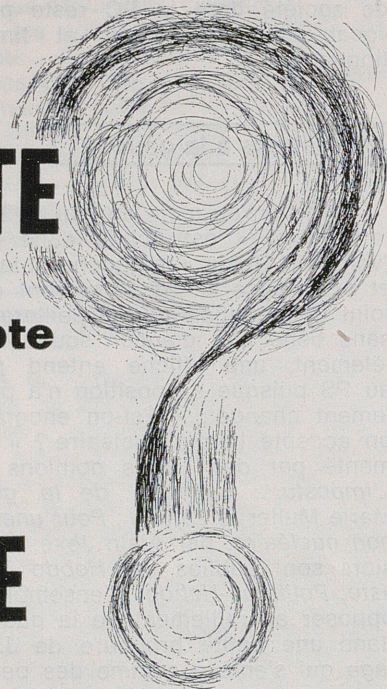
est-on encore

SOCIALISTE

quand on accepte

L'ARME

NUCLÉAIRE



NON A LA FORCE DE FRAPPE

SIGNEZ LA PETITION CONTRE L'ARME NUCLEAIRE

MAN
B.P. 94
75020 PARIS

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON VIOLENTE

Soutenez financièrement cette campagne : C.C.P. Jacques SEMELIN 32731-62 A La Source

On peut toujours se procurer cette affiche au MAN, 68, rue Mercière, 69002 LYON. Prix : 5 F les 10 ; 35 F les 100 (port compris).

tranche de cette question en Décembre. Malheureusement, entre temps, se déroulent les négociations sur l'actualisation du Programme Commun dont les résultats vont réduire considérablement la marge de manœuvre des antinucléaires au sein du PS.

L'accord des quinze

Courant juillet, les 15 négociateurs chargés de préparer une réactualisation du Programme commun parviennent à un accord en 4 points sur la défense nucléaire :

- on réaffirme le *principe* d'une renonciation à la force de frappe,
- on prendra des initiatives en vue d'un désarmement international,
- en attendant, la force de frappe française est maintenue en état,
- la décision finale appartiendra aux Français.

Merveille d'ambiguïté ! le point 3 est interprété par le PC : « maintenu en état de fonctionner » ce qui suppose des développements techniques et scientifiques, notamment dans le domaine des matériels de détection où nous sommes aujourd'hui dépendants des systèmes US...

Quant au point 4, il est interprété par Mitterrand comme annonçant un référendum, alors que pour Marchais (qui craint qu'un référendum manifeste clairement à quel point sa « base » refuse le choix Kanapa) cela signifie simplement que les Français, du fait même qu'ils auront voté en majorité pour les candidats du programme supposé Commun, se seront déclarés pour la force de frappe ! Comme conception du « vote bloqué » on ne fait guère mieux (1)...

De toute manière la rupture de l'union de la gauche allait rendre cet accord sans objet. Pas tout à fait, cependant ; car il continuera à peser lourdement sur la liberté du débat interne au PS, dans la mesure où les antinucléaires se sentiront obligés,

(1) Voir sur ce point toute la critique du système électoral faite par S.C. Kolm dans l'interview que nous publions ici et dans son livre, **Les élections sont-elles la démocratie ?**

pour ne pas ajouter un obstacle de plus à une éventuelle réconciliation, de mouler leurs propositions dans des formules compatibles avec l'accord des 15 !...

Lancement du Front autogestionnaire

Il était clair, dès lors, que le PS allait lui aussi se rallier, fut-ce avec des réticences et des restrictions verbales, à l'héritage nucléaire de la droite. Pour un certain nombre de non-violents et d'écologistes qui, tout en faisant une analyse politique, avaient jusqu'ici été réticents à s'engager dans le jeu électoral, ce fut la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Non, décidément, il fallait offrir une alternative, au sein de la gauche, à ceux qui ne se sentiraient représentés ni par le PC ni par le PS sur un certain nombre d'options fondamentales. Un forum du MAN sur le Larzac, un article de Jean-Marie Muller dans GO-CNV (2), la convergence avec des propositions du PSU, l'insatisfaction de certains écologistes devant l'opération *Ecologie 78*, tout cela, en quelques semaines (août-septembre) donna corps au Front Autogestionnaire. Certes les militants et les électeurs qui se retrouvent dans le Front Autogestionnaires ont avec la gauche PC-PS bien d'autres désaccords que le nucléaire (civil ou militaire) ; mais en ce qui concerne la composante non-violente du Front (le M.A.N.), on peut déjà dire que, sans le ralliement à la force de frappe, elle n'aurait pas concrétisé ces désaccords jusqu'à présenter une alternative électorale (3). Il paraissait soudain impensable que le refus de la force de frappe, qui est majoritaire parmi les électeurs de gauche (4) ne puisse même pas s'exprimer.

(2) Vers un front commun pour le socialisme autogestionnaire, GO-CNV n° 175, 15-9-1977.

(3) Pas seulement électorale d'ailleurs : constitué à l'occasion des législatives, le front autogestionnaire entend poursuivre sa lutte par la suite (quel que soit le résultat des élections) pour la convergence des socialistes, autogestionnaires, écologistes non-violents...

(4) Pourquoi préciser « électeurs de gauche » ? Disons simplement ceux pour qui, au deuxième tour, la préférence va **malgré tout** (et ne fut-ce que d'un cheveu) à la gauche plutôt qu'à la droite...

Lors de l'ouverture du tristement célèbre « sommet de la gauche » à Paris, le 15 septembre, des militants du MAN vont manifester leur protestation contre ce mépris des appareils pour les opinions : « Les actualisateurs du Programme Commun font la sourde oreille aux revendications du mouvement anti-nucléaire... La France anti-nucléaire est absente des discussions de réactualisation. Ainsi les partis de gauche emboîtent dangereusement le pas à la politique militaire et énergétique de la droite... Une société socialiste est incompatible avec le nucléaire. »

Pour une défense populaire non-nucléaire

La grande force des opposants à la dissuasion a été de refuser le débat sur le terrain où on les attendait. En gros, les appareils et les media imaginaient déjà le classique affrontement du « réaliste » et de l'« idéaliste » : le non à la force de frappe serait une position sympathique, généreuse, appuyée sur de nobles sentiments auxquels on rend hommage au passage (si, si, il en faut !) avant de « parler de choses sérieuses »... C'est au contraire en *réalistes* que les antinucléaires ont posé leurs questions, mettant en cause la crédibilité même de la dissuasion, sa cohérence possible avec le socialisme, etc...

C'est pourquoi il est apparu très vite qu'il n'était pas possible de dire non à la force de frappe sans dire *oui à une autre défense*, une défense populaire. Certes, le débat n'est pas très avancé sur les formes que devrait prendre cette défense (et notamment sur les possibilités d'une défense non-violente, encore trop mal connue). Mais la convergence des opposants à la force de frappe était suffisante pour que puisse être organisé, fin Novembre, un Forum « pour une défense populaire non nucléaire » : membres du PSU, du MAN, du PS,

du Mouvement de la Paix (5), du MDPL (6), d'IDS et de divers autres mouvements purent échanger leurs points de vue sur cette question. Il s'acheva par une « Table Ronde » dont la plupart des interventions est publiée ici-même.

La Convention nationale du PS

Pendant ce temps, le débat se développait au sein du P.S. Autour de Patrick Viveret, Charles Josselin, Louis Besson, se regroupaient ceux qui voulaient faire échec au ralliement. Cette contre-offensive mit en difficulté les plus pro-nucléaires du parti : le CERES notamment décida de ne pas soumettre au vote sa contribution et de soutenir la motion majoritaire beaucoup moins nette. Cette motion prévoit que les bombardiers Mirage IV ne seront pas remplacés et que, dans un avenir non précisé, les missiles du plateau d'Albion seront abandonnés aussi. Seuls restent donc les sous-marins nucléaires et l'arme atomique tactique (missiles Pluton), ce qui représente tout de même 90 % de la force de frappe, et la seule partie qui, techniquement, ait un avenir.

Les antinucléaires ne présentèrent pas une motion concurrente, mais un amendement à la motion majoritaire. Cet amendement n'était pas le *non* au ralliement que l'on aurait pu attendre. On trouvera plus bas, dans la dernière des interventions de Viveret au Forum de novembre, les raisons qu'ils donnent pour expliquer cette position ambiguë. L'amendement précise notamment que « le troisième élément de la force nucléaire stratégique (les sous-marins nucléaires) sera maintenu en état pendant une période de transition. Au cours de cette période, le Gouvernement de la gauche, par

(5) Le Mouvement de la Paix a été profondément divisé par le virage du PC : les débats de son Conseil national (1-2 octobre) n'ont pas permis de trancher entre ceux qui voulaient soutenir la nouvelle position Kanapa et les militants profondément attachés à leur lutte de 30 ans contre l'arme nucléaire. La résolution finale se borne à constater ce désaccord. Ces débats sont publiés dans le n° 292 de la revue de ce mouvement, **Combat pour la paix** (5 F), 35, rue de Clichy, 75009 Paris.

(6) Le MDPL, anciennement Mouvement contre l'armement atomique, animé notamment par Claude Bourdet, vient de faire paraître un dossier complet sur cette question : 6 F plus port. B.P. 2135, 34026 Montpellier.

la constitution d'une force de mobilisation populaire, la réorientation de notre armée conventionnelle et la mobilisation de l'opinion internationale créera les conditions d'une autre politique de défense enfin conforme à notre projet de société. Dès qu'une réelle alternative aura ainsi été créée, le gouvernement la soumettra au vote démocratique des Français, après avoir organisé un débat national où ses propres choix en faveur de la renonciation à l'armement nucléaire auront été clairement affirmés. »

Prévue pour les 10-11 décembre, la Convention fut repoussée au 7-8 janvier, officiellement en raison d'une grève SNCF. En fait, il semble bien que la base ait tellement soutenu l'amendement Viveret que le Secrétariat National du PS ait eu besoin de temps pour mettre au point quelques mesures de contre-offensive : long article de Mitterrand dans *Le Monde* (14-15 déc.) affirmant, entre autres, qu'il était irresponsable de proposer d'aller plus loin que la motion dans le sens du désarmement... Publication, début janvier, du « Programme commun », PS incluant, sur la défense, les propositions de l'accord des 15...

C'est donc le 8 janvier 78 que se déroule le dernier acte : la Convention adopte la motion (68,20 % des mandats) l'amendement ne recueille que 29,06 %. Mais, modeste consolation, les anti-force de frappe parvinrent à faire voter que la notion de dissuasion est en crise depuis que la prolifération nucléaire accroît les risques d'une conflagration incontrôlable. Mais le PS refuse, par un autre vote, de reconnaître que le système de défense nucléaire est contradictoire avec un projet de société socialiste autogestionnaire...

Est-ce la fin du combat interne ? Quelques militants ont quitté le PS à cause du début du virage ; certains s'apprentent à le faire, maintenant que le vote du 8 janvier a officialisé le ralliement. D'autres pensent qu'ils ont marqué des points dans ce débat, et que s'ils parviennent à maintenir un rapport de forces important jusqu'au jour où, selon les termes de la motion votée, « la décision finale appartiendra aux Français », il est encore possible de peser pour que leur parti fasse campagne pour le Non...

Christian Mellon.

POUR UNE DÉFENSE POPULAIRE NON NUCLÉAIRE

Les 26 et 27 novembre s'est tenu à Paris un Forum « Pour une défense populaire non nucléaire » (voir l'article précédent). Dans la dynamique lancée par la campagne « Questions à la gauche », il est apparu aux signataires de ce premier texte qu'il fallait aller plus loin : « Nous avons pleinement conscience que nous ne pouvons nous en tenir à dénoncer les contradictions et les impasses vers lesquelles nous conduit le choix d'une stratégie fondée sur une dissuasion nucléaire parfaitement illusoire. Pour que cette dénonciation elle-même soit tout à fait crédible, elle doit être assortie de propositions qui permettent de concevoir, d'organiser et de mettre en œuvre une véritable défense capable d'exercer à l'extérieur une dissuasion efficace. Il est indispensable que, sans plus attendre, tous ceux qui ne se résignent pas devant la course actuelle aux armements et qui cherchent à lutter contre la militarisation de notre société et de notre économie engagent une réflexion approfondie sur les possibilités d'une nouvelle défense. »

Cet appel était signé : J. de Bollardière, Claude Bourdet, Louis Besson, Bernard Boudouresques, René Dumont, Roger Garaudy, Henri Laborit, Claude Gault, Georges Montaron, Alain Joxe, Jean-Marie Muller, Michel Mousel, Paul Virilio.

Organisé concrètement par des militants PSU et MAN, ce forum rassembla environ 200 personnes. 4 groupes de travail fonctionnèrent le samedi :

- Comment renoncer à l'arme nucléaire ?*
- Contrôle populaire et politique de défense.*
- Défense populaire et politique internationale.*
- Défense populaire armée ou non-violente ?*

L'essentiel des débats et des conclusions furent reprises dans une Table ronde de conclusion dont voici de très larges extraits.

PAS DE COMPLEMENTARITE POSSIBLE ENTRE DEFENSE POPULAIRE ET DISSUASION NUCLEAIRE

Patrick VIVERET

Y a-t-il un rapport possible entre dissuasion nucléaire et défense populaire ? A l'intérieur de la gauche, certains affirment que ces deux types de défense pourraient se compléter mutuellement. Je vois trois raisons de récuser cette thèse :

■ De l'aveu même des partisans de la dissuasion nucléaire « orthodoxe » (le général Buis par exemple), il y a contradiction entre ces deux types de défense. La logique même de la dissuasion nucléaire à la française exclut tout « complément ». En effet la dissuasion « du faible au fort » (qui n'est autre que la dissuasion terroriste : retenez-moi ou je fais un malheur) suppose non seulement la stratégie anti-cités, la première frappe, le caractère personnel de la décision, mais aussi que l'on ne prenne **aucun autre moyen de défense** qui laisserait croire à l'adversaire que l'on n'a pas confiance dans sa propre dissuasion. La logique même de la dissuasion à la française fait qu'il n'y a pas de véritables forces conventionnelles et qu'il n'y a pas non plus de véritable politique de protection en cas de guerre atomique : faire des abris anti-atomiques, ce serait démontrer que nous ne croyons pas vraiment à la valeur de notre dissuasion.

■ La structure même de l'arme nucléaire suppose la personnalisation, la spécialisation et la centralisation, alors que la perspective autogestionnaire prônera au contraire dans le domaine de la défense la démocratisation, la popularisation et la décentralisation. La structure de l'armement nucléaire lui interdit de défendre les objectifs politiques qui sont par ailleurs défendus non seulement par les socialistes autogestionnaires, mais même par des socialistes tout court, voire par des démocrates.

■ A partir du moment où vous prétendez être défendu par l'arme nucléaire, il est bien difficile d'expliquer à la population qu'elle doit quand même se mobiliser (et de manière beaucoup plus importante qu'actuellement !) pour défendre un certain nombre d'objectifs. Car la

défense populaire prétend ne pas poser seulement le problème de la défense d'un territoire comme la défense classique, mais aussi le problème de la défense d'un système de société. Il faut un degré de mobilisation relativement fort pour que les gens aient non seulement envie d'œuvrer à la réalisation d'un modèle de société mais aussi d'œuvrer à sa défense contre d'éventuelles attaques. Dans cette perspective, la dissuasion nucléaire est une **démobilisation** par rapport à la question même de la défense.

Il est donc nécessaire de refuser la thèse d'une complémentarité entre défense populaire et dissuasion nucléaire. Mais s'engager dans la recherche d'une alternative suppose que l'on ait le courage de poser des questions difficiles :

— la défense populaire, est-ce suffisant ? Quand on pense « défense populaire », on imagine des modèles armés de type « guerrilla ». Mais les guerrillas qui ont réussi ne doivent-elles pas leur succès à l'appui de moyens militaires de type plus classique (Vietnam) ?

— Si la défense populaire ne repose pas sur un très fort degré de consensus à l'intérieur d'un pays, ne risque-t-elle pas d'alimenter une guerre civile sur le plan militaire ? C'est une question dramatique.

— Un gouvernement de gauche qui entamerait une politique de défense populaire ne risque-t-il pas de mettre en place les structures militaires et le consensus idéologique qui pourraient, par la suite, être utilisés par la droite pour accentuer la militarisation de la société ?

Quand on est — ce qui est mon cas — partisan de l'alternative « défense populaire », il est nécessaire de poser ces questions.

Jean-Marie MULLER

Pour bien poser le problème de la défense, il faut d'abord ne pas le poser en termes militaires. Malheureusement, c'est souvent en ces termes-là que le problème nous est présenté. Or la manière de présenter un problème est déjà une option sur la manière de le résoudre... Il faut **démilitariser le concept de défense** : souligner d'abord que le problème de notre défense est d'abord un

problème **politique** et non un problème de technique militaire. C'est évident quand on réfléchit sur le problème global de **course aux armements** : elle n'est pas alimentée par des nécessités de défense mais par des exigences d'une certaine croissance industrielle. Accompagnant le développement du complexe militaro-industriel, il y a une idéologie militaro-industrielle. Ceux qui font l'apologie de la dissuasion nucléaire sont littéralement aliénés par cette idéologie.

Toute politique de défense doit être avant tout la défense d'une politique. C'est ce primat donné au politique qui nous amène à récuser fondamentalement la dissuasion nucléaire et à opter pour la défense populaire. Car les instruments de défense ne sont pas neutres : si nous choisissons l'instrument nucléaire, nous serons, **que nous le voulions ou non**, victimes des contraintes sociales, économiques, politiques de cet instrument. La dissuasion nucléaire, une fois qu'on en a adopté la logique, ne tolère aucun aménagement, aucun « complément ». On a vu par exemple comment le rapport Kanapa avait tenté d'« aménager » la dissuasion nucléaire, en essayant de gommer ses aspects les plus inacceptables : refus de la stratégie anti-cités, engagement à ne pas frapper les premiers, institution d'un collectif de décision. Or, très vite, le P.C. a dû démentir ces propositions car elles faisaient perdre toute crédibilité technique à la force française de dissuasion.

La dissuasion nucléaire est conforme à la logique capitaliste : notre problème, c'est donc de savoir comment la gauche, si elle gagne en 78, se situera par rapport à **l'héritage nucléaire** que la droite lui laissera. Or nous sommes tous ici réunis par cette conviction qu'il n'est pas possible de gérer d'une manière socialiste l'héritage nucléaire de la droite. Une exigence fondamentale du socialisme, au même titre que la socialisation des moyens de production, c'est la **socialisation des moyens de défense**.

Un contre-sens total sur le débat que nous avons là serait de le présenter comme le débat classique de l'idéalisme contre le réalisme. Car c'est précisément par **réalisme politique** que nous récusons l'héritage nucléaire de la droite. On peut **nationaliser** les industries nucléaires (civiles et militaires) mais on ne peut pas les **socialiser**.

La « défense populaire » est maintenant débattue dans l'ensemble des courants de la gauche ; mais on la présente parfois comme un élément qui trouverait sa place dans un système plus vaste, intégrant la dissuasion nucléaire. Certains vont même jusqu'à dire que c'est la dissuasion nucléaire qui doit devenir populaire en ce sens que c'est le peuple lui-même qui devra brandir la menace du feu nucléaire au-dessus des populations civiles de l'ennemi supposé ! Ces thèses essaient de concilier des dynamiques inconciliables. Car si la dynamique de la défense populaire vise à restituer au peuple le contrôle et la maîtrise des finalités et des moyens de sa défense, inversement la dynamique de la dissuasion nucléaire repose sur le pouvoir discrétionnaire de l'Etat. L'instrument nucléaire, loin de garantir la souveraineté du peuple, **garantit la souveraineté de l'Etat sur le peuple.**

Il faut bien situer la défense populaire par rapport aux agressions potentielles auxquelles devrait faire face un gouvernement de gauche. Or ces agressions ne sont pas d'abord de nature militaire, mais de nature idéologique, économique, politique. Elles tendraient à déstabiliser le régime qui tenterait d'engager une transition effective vers le socialisme autogestionnaire. Il s'agit donc de préparer une **résistance** populaire, une défense civile en vue de ce premier temps de l'affrontement.

LA FORCE DE FRAPPE : UN MASQUE

Michel MOUSEL

Certains justifient le recours au nucléaire en invoquant la nécessité, pour un pays qui cherche à adopter une voie politique originale, de préserver son indépendance. Une des raisons majeures pour lesquelles nous sommes opposés à la force de frappe, c'est précisément parce que nous voulons l'indépendance, la possibilité de construire un autre type de société, alors que **la force de frappe, c'est la dépendance.**

D'un point de vue purement militaire, la notion d'indépendance grâce à la force nucléaire est en effet parfaitement factice. Ne serait-ce que parce que, pour une puissance secondaire telle que la France, choisir la dissuasion nucléaire c'est nécessairement s'engager dans une course à la technologie, à l'information, au renseignement, à la sécurité et au contrôle, qui ne peut qu'amener le pays à se placer dans la dépendance des puissances principales qui sont plus avancées que lui dans ces domaines. Mais aussi parce que se défendre en recourant à une défense nucléaire nationale ou se défendre en s'abritant derrière le parapluie nucléaire d'une superpuissance ne constitue pas vraiment une alternative : c'est faire un même choix (la nuance étant dictée par les types d'alliances politiques et d'alliances de classe que l'on a fait).

C'est bien pourquoi d'ailleurs nous sommes un peu préoccupés quand nous constatons que l'amendement présenté à la résolution du Parti socialiste par les camarades socialistes ici présents, récuse certes le choix nucléaire mais maintient l'option atlantique qui semble, à l'heure actuelle, celle de la majorité du PS. Une telle démarche ne change pas fondamentalement la nature du problème dans la mesure où l'arme nucléaire n'est pas, dans notre pays, une arme tournée vers l'intérieur. Elle n'a pas, militairement, la crédibilité que prétendent lui prêter nos grands stratèges qui s'adonnent sur ce thème à de purs exercices de style : dès lors qu'elle n'a pas de crédibilité militaire, elle ne peut avoir de fonction qu'interne. Et cette fonction est d'assurer, au nom d'un consensus national nécessaire, un certain type de consensus social et politique, parfaitement opposé à une lutte de classe prolongée permettant la construction du socialisme. Fonction idéologique, psychologique, sociologique qui conduit, comme le remarquait J.-M. Muller, à une impréparation complète face aux menaces auxquelles nous risquons d'être confrontés.

De ce point de vue, le virage du PCF, en ce qui concerne la force de frappe est très révélateur d'une certaine incapacité à répondre à la question majeure : « qu'est-ce que ça donne sur le plan international ? ». Car il ne suffit pas d'avoir d'une part des affiches proclamant « **Fabriquons français** », d'autre part des fusées Pluton, pour résoudre le problème de la dépendance

économique de notre pays. Le PCF a fait descendre le rideau de la force de frappe pour voiler la difficulté essentielle qui se situe, de ce point de vue, sur le terrain économique. Dénoncer le « mythe de la force de frappe » c'est dénoncer le fait qu'il sert à masquer la réalité des problèmes. Sans même aborder le problème économique, il est clair que, d'un point de vue strictement militaire, la force de frappe a masqué l'incapacité à définir une véritable défense correspondant à la situation politique de lutte de classe dans laquelle nous nous trouverons. Que la force de frappe existe ou non d'ailleurs ne change rien : nous n'avons pas, aujourd'hui, de système de défense correspondant à la situation politique dans laquelle nous serons.

Alors, je préfère qu'on lève l'écran, qu'on pulvérise les mythes et qu'on regarde la réalité en face. Le problème n'est pas pour nous de choisir entre la dissuasion nucléaire telle qu'elle est aujourd'hui et la défense classique telle qu'elle se présente aujourd'hui ; mais d'élaborer un autre système de défense — ce qui nous permet de nous poser le problème de la défense populaire et d'amorcer le débat, le travail collectif sur ce problème.

Notre problème aujourd'hui est moins de savoir comment on va se débarrasser de la force de frappe et dans combien de temps (2, 3, 4, 5 ans) que de savoir si nous nous donnons la possibilité de résister à la fois à une éventuelle subversion interne et à une éventuelle subversion externe.

A cet égard, les vraies questions ne sont pas simplement d'ordre militaire : c'est la question de la politique économique à suivre notamment vis-à-vis de l'extérieur : c'est la question de l'aménagement du territoire (laisser se créer des déserts sur le territoire, se développer le gigantisme urbain ou la concentration des unités de production : voilà, en terme de défense, des questions essentielles) ; c'est la question de savoir si l'on va jouer ou non la carte de la disparition du « ghetto militaire », de savoir si l'on va appliquer ou non à toutes les activités, y compris militaires, les formes de contrôle civil qui seront promues : c'est la question des moyens à se donner, à bref délai, pour élaborer une doctrine de défense, démocratiquement discutée, qui soit cohérente avec le type de dynamique sociale et politique que nous souhaitons impulser.

Un nouveau-né dans la presse non-violente
NON VIOLENCE POLITIQUE

Preuve que le courant non-violent se porte bien et étend son audience tout en la diversifiant : un nouveau titre fait son apparition dans la presse non-violente en ce début d'année 78. Par son titre (« Non-Violence politique ») et son sous-titre (mensuel du mouvement pour une alternative non-violente) il annonce clairement la couleur : tout mouvement a son journal, et il était parfaitement normal que le MAN, après trois ans et demi d'existence, se donne enfin un organe d'expression à la mesure de son audience.

Cerains penseront peut-être : il y avait déjà **Combat non-violent** (fusionné depuis juin 77 avec **La Gueule ouverte**) et **Alternatives non-violentes**. Pourquoi créer un troisième journal ? Si on y regarde de plus près on s'aperçoit qu'il n'y a ni concurrence ni double (triple !) emploi :

■ **La Gueule ouverte - Combat non-violent** est un hebdomadaire qui peut donner très rapidement les informations, les annonces, etc... Ce rythme de parution et son tirage important en font un outil précieux pour la communication entre les luttes et pour les informations sur tout ce qui nous intéresse. Cependant, comme il se définit lui-même « hebdomadaire d'écologie politique et de désobéissance civile » dont le rôle est d'être « une caisse de résonance de toutes les luttes menées à la base », ce n'est pas lui faire un procès d'intention que de reconnaître que son rôle ne peut pas être celui qui semble aujourd'hui nécessaire aux promoteurs de « Non-Violence politique » : « Confronter au fil des mois, l'événement à la théorie de l'action non-violente », et analyser l'actualité pour « construire les éléments de transition vers le socialisme autogestionnaire ». Ni par son tirage, ni par son orientation, le nouveau-né ne devrait donc mordre sur les lecteurs de GO-CNV.

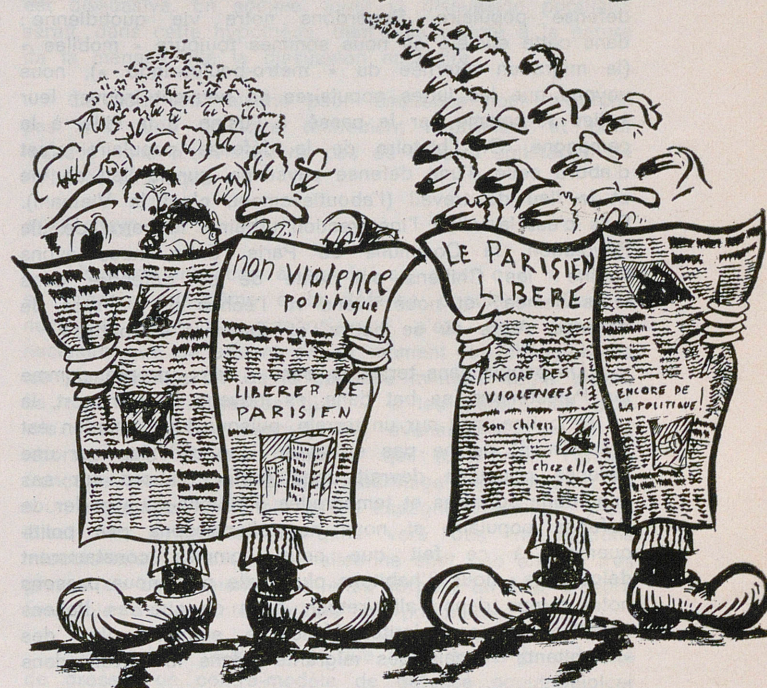
■ Par rapport à **Alternatives non-violentes**, pas de double emploi non plus puisque le rôle d'ANV est (et sera désormais de plus en plus) la recherche dite « fondamentale », la constitution de « dossiers » sur une question, un pays, une lutte, la publication de « documents » pas nécessairement d'actualité. Tant que le besoin se fera sentir d'un outil de réflexion, de formation et de confrontation chez ceux qui cherchent dans la voie des non-violences, ANV aura sa place. Souhaitons donc bon vent au nouveau venu.

4.00 F

non-violence

MENSUEL DU MOUVEMENT
POUR UNE ALTERNATIVE
NON-VIOLENTE MAN

Politique



A FRANCHEMENT PARLER ,
LA NON-VIOLENCE NOUS INTERESSE !

NON-VIOLENCE POLITIQUE, 20, rue du Dévidet, 45200
Montargis.

Abonnement : un an : 40 F. Soutien : à partir de 80 F.
CCP : MAN 71 85 A, La Source. Le numéro (mensuel) : 4 F.

LE TEMPS ET LE LIEU

Paul VIRILIO

Il n'y a pas de « doctrine » de défense populaire. Il y a des époques, des « situations » de défense populaire. Une question se pose à nous, d'une manière moins criante que pour les Palestiniens, c'est la question du « théâtre », de l'unité de lieu et de temps de la défense populaire. Regardons notre vie quotidienne : dans cette société où nous sommes toujours « mobiles » (la migration alternée du « métro-boulot-dodo »), nous voyons que les luttes populaires ne peuvent trouver leur « lieu », comme par le passé, à l'usine, à la ville, à la campagne. Or l'histoire de la défense populaire c'est d'abord celle d'une défense paysanne, sur le lieu de vie et le lieu de travail (l'aboutissement, c'est le Vietnam). Puis c'est la ville : l'insurrection urbaine, la barricade : la Révolution, la Commune de Paris. Enfin, nous avons l'usine : les Chiliens ont tenté de se défendre dans leurs usines ; et nous avons vu l'échec de ce type de défense. Alors où se battre, et comment se battre ?

Un peuple sans territoire, sans « lieu » propre, comme les Palestiniens, se bat dans les moyens de transport, là où ça bouge, non sur un terrain, puisque leur situation est précisément de ne pas en avoir. Une réflexion sur une défense populaire devrait donc porter d'abord sur ses conditions spatiales et temporelles. Pouvons-nous parler de défense populaire si nous ne réfléchissons pas politiquement à ce fait que nous sommes constamment **délocalisés** : nous n'habitons plus nulle part, nous passons notre temps dans l'aller-retour, dans ce que les Italiens appellent la pendularité. Nous ne sommes plus des « habitants » mais des migrants : dans le travail, dans le loisir...

Réfléchir à des modes d'action sans réfléchir au lieu et au temps de cette action, c'est perdre son temps. C'est peut-être ce qui explique nombre d'échecs de tentatives populaires depuis une vingtaine d'années...

Patrick VIVERET

Je crois qu'il est important de prévoir la démocratisation de l'armée. Mais je crois aussi qu'on n'a pas

défini une politique de défense quand on a défini une politique de démocratisation. Depuis quelques années, on assiste à une militarisation générale des sociétés autour du concept de sécurité totale. Or il y a un danger, paradoxalement, dans les propositions que nous pouvons faire pour une défense populaire, c'est qu'elles peuvent préparer les conditions d'un accroissement de la militarisation. On ne peut pas préparer une expérience de gauche dans l'idée qu'elle sera éternelle : toute tentative se définit aussi en prévoyant ce qui se passera en cas de retour de la droite au pouvoir. Que deviendraient les structures militaires « populaires » qui, par hypothèse, auraient été mises en place par un gouvernement de gauche, le jour où elles seraient utilisées par un pouvoir de droite ? Dans cette espèce de course de vitesse entre la « civilisation de l'armée » et la « militarisation de la société », la seule manière d'assurer la victoire de la première, c'est à la fois le processus de démocratisation interne à l'armée et le processus de **contrôle** de la population sur la chose militaire elle-même. Ainsi, si la droite revenait au pouvoir, les « contre-feux » seraient déjà en place, institutionnellement.

LA MENACE ET LA SECURITE

(Une question de la salle pose le problème de la nouvelle et confuse conception de la « menace » qui sous-tend la politique militaire du pouvoir actuel.)

Paul VIRILIO

Il y a quelques années, on a assisté à un tour de passe-passe : la disparition de la notion d'ennemi, et son remplacement par la notion de **menace**. Cette « menace » reste indéterminée, ce qui veut dire qu'elle peut être déterminée par n'importe quel type de pouvoir. L'ennemi résultait d'un **choix** politique : on le « déclarait » ennemi. Bien sûr, lui-même se déclarait ennemi dans la mesure où il nous envahissait, mais il y avait quelqu'un en face : un pouvoir, un peuple... Il y avait conflit de personnes et donc conflit politique. A partir du moment où on dissout l'ennemi dans une « menace » vague, on arrive à une idéologie de la « santé publique ». On étend au corps social l'analyse qui est déjà confuse sur

le corps de l'individu pour savoir quand est-ce qu'on est malade et quand en bonne santé... Pour moi, la notion de « menace tous azimuts » est une **dépolitisation** du problème de la défense.

Patrick VIVERET

Sur le problème des **menaces**, la confusion est née de la thèse de la « défense tous azimuts », de la façon dont le PCF a repris cette thèse et de la façon dont certains camarades du PS — notamment au CERES — ont établi une sorte d'équation entre défense du socialisme, défense de l'indépendance nationale et possession de l'arme nucléaire, en opérant une espèce de « placage » néo-gaulliste, élaboré au nom de la défense tous azimuts, sur une politique socialiste de la défense.

Or il n'y a pas de défense tous azimuts possible. Le gaullisme lui-même l'a tout de suite abandonnée au profit de la thèse de la sanctuarisation... Sanctuarisation de la France uniquement d'abord puis, avec Giscard d'Estaing et le général Méry, « sanctuarisation élargie », c'est-à-dire intégration pure et simple de la France dans le dispositif atlantique. La défense tous azimuts — sur tous les terrains et tous les fronts à la fois — est, militairement, une absurdité. La politique de défense commence le jour où l'on définit telle ou telle priorité. Or — Pierre Naville le remarquait dans un récent débat publié par « Tribune socialiste » —, la nature de la menace qui pourrait venir de l'URSS n'est pas la même que celle qui pourrait émaner de l'impérialisme américain : la nature des réponses à apporter est donc, dans l'un ou l'autre cas, différente. Une expérience de transition au socialisme en France bloquerait certes l'espace politique ouvert au jeu des intérêts impérialistes ; elle créerait donc des tensions et, de la part des États-Unis en l'occurrence, une volonté politique de déstabiliser la zone où se déroulerait cette expérience : mais il est fortement invraisemblable — ne serait-ce que pour des raisons géographiques, que cette menace se situe au niveau militaire.

Je rejoins également Pierre Naville quand il estime que la seule véritable menace militaire, pour autant qu'elle existe, se situerait du côté soviétique. Mais, même dans cette hypothèse qui est un peu pour moi une hypothèse

d'école, la nature de cette menace ne se situe pas sur le plan nucléaire. Y compris si elle va jusqu'au bout sur le terrain militaire, la menace soviétique reste dans la logique d'une déstabilisation de l'espace européen destinée à éviter une contagion des socialismes démocratiques sur les pays de l'Est. Et, en termes de défense, une telle menace n'est traitable que sur le plan d'une défense populaire capable de causer à l'envahisseur éventuel tant de difficultés que sa seule perspective est dissuasive. En somme, jouer la dissuasion populaire serait, dans cette hypothèse, bien plus adapté à la nature de la menace que la dissuasion nucléaire.

Ce sont les raisons pour lesquelles nous n'optons pas pour une politique totalement neutraliste et pour laquelle nous n'envisageons pas de rupture unilatérale de l'alliance atlantique.

Alain JOXE

Une des menaces à considérer, c'est que la droite se prépare elle-même à la défense populaire ! Car le nucléaire c'est un masque : ce n'est pas dans le nucléaire que se situent en ce moment les changements les plus significatifs de la politique militaire de la droite, ce n'est pas là dessus qu'il y a les débats les plus vifs. Le nucléaire masque des événements comme la réforme des régions militaires qui transforme l'armée française en un système de quadrillage régional dont on a un modèle en Colombie ou en Espagne franquiste. C'est aussi une orientation marquée vers des interventions néocoloniales à l'extérieur : elles ne sont pas encore très graves en ce moment mais elles forgent un état d'esprit favorable à des interventions anti-populaires.

Contre tout cela, il faut que nous ayons la capacité de dresser un contre-modèle de défense populaire, car c'est là que se situe le vrai débat militaire et politique.

QUELLE DEFENSE POPULAIRE ?

Michel MOUSEL

Dans une perspective lointaine, il n'y a pas de différence fondamentale entre le problème de la défense et le problème de l'autogestion généralisée de l'ensemble

de la société. On peut même imaginer que, dans ce cadre de l'autogestion généralisée de la société et de la défense qui lui correspond, on doit aller dans le sens d'une défense de caractère non-violent. Mais, dans l'immédiat, nous devons bien envisager un affrontement violent entre une gauche décidée à engager un certain nombre de transformations sociales importantes et une droite, une bourgeoisie nationale ou internationale qui, pouvant jouer sur plusieurs niveaux, disposera encore à la fois du choix du moment et du choix des armes pour attaquer.

Comment répondre à cette question sans être en contradiction avec l'objectif qu'à terme nous poursuivons ? Car nous savons — l'Histoire nous l'enseigne — que si nous répondons « la fin justifie les moyens, le gouvernement de gauche devra utiliser n'importe quel moyen pour faire face au risque de subversion interne ou externe », nous détruirons inévitablement l'objectif que nous voulons atteindre.

Nous devons à cet égard écarter deux types de mythes : celui de la neutralisation de l'armée, et celui de la destruction de l'armée à brève échéance. Mythes dangereux qui ne posent pas les problèmes qu'il faudra affronter. Le plus grand risque que nous courons, c'est celui de donner au corps militaire, à l'encadrement militaire moyen qui s'interroge sur notre projet et sur ses propres fonctions, l'impression que nous ne sommes même pas capables de poser le problème de la défense de ce que nous faisons. Passer aux yeux des militaires pour des « rigolos », c'est le meilleur moyen de créer une espèce de réaction de type fascisant à l'intérieur de l'armée.

Là se pose le problème du contrôle civil sur l'appareil militaire. Il s'agit notamment de balayer cette situation de « non droit » qui est celle de l'armée. La reconnaissance du droit syndical, du droit d'association, d'information, d'expression à l'intérieur de l'armée en est une condition essentielle. Elle implique que le contingent soit présent dans toutes les unités sans exception. Elle implique aussi que les changements institutionnels qui seront effectués concernent aussi les activités militaires. Cette **banalisation** de l'ensemble du corps militaire est une question urgente qui se posera dès le lendemain d'une victoire de la gauche.

Jean-Marie MULLER

Je ne suis pas d'accord avec ce que vient de dire Michel Mousel sur la nécessité d'un affrontement violent. Et je pense qu'il vaut mieux marquer ce désaccord pour ne pas donner à notre débat une façade d'unanimité qu'il ne prétend pas avoir. Ce forum a d'ailleurs comporté un carrefour sur « Défense populaire armée ou non-violente ? ».

Devant ce problème, nous, militants non-violents, ne voulons pas prendre une position idéologique ou dogmatique. Notre approche est purement pragmatique : nous ne pouvons accepter l'affirmation que nos adversaires nous imposeraient le terrain de la violence. Car c'est précisément une raison majeure pour refuser de nous situer sur le terrain où veut nous attirer l'adversaire. L'adversaire veut nous imposer le terrain de la violence parce qu'il lui convient, à lui. Saul Alinsky disait à propos de la situation des Noirs américains : « Il est politiquement insensé de dire que le pouvoir est au bout du fusil lorsque ce sont les adversaires qui possèdent tous les fusils ». Et quand on disait à Allende : il faut armer le prolétariat, il répliquait : « Mais combien de prolétariats faudra-t-il pour faire face aux armes de la bourgeoisie ? »

C'est au contraire en adoptant une stratégie de résistance non armée que l'on peut prendre à contrepied tout l'appareil de répression et d'agression de l'adversaire. Sur le terrain de la violence, nous n'avons pas la supériorité des armes, nous risquons de ne jamais l'avoir ; je pense donc que ce n'est pas de l'idéalisme, mais du réalisme que de proposer une résistance fondée sur la non-collaboration, la désobéissance de masse.

Olivier VIAL

Comment intégrer dans notre recherche d'une défense populaire certaines actions populaires qui existent aujourd'hui et qui sont déjà porteuses de solutions pour une défense populaire ? En plus des luttes sur les lieux de travail, qui sont déjà une forme de défense sociale, il y a des luttes plus directement dirigées contre l'appareil militaire ; je pense notamment à celle du Larzac et aux diverses luttes qui, à partir de là, se sont vulgarisées.

L'impôt est au pouvoir des gens qui le paient. Nous devons garder une maîtrise sur l'impôt. Sachant qu'une grande partie de cet impôt finance des dépenses militaires, il y a depuis sept ans plusieurs milliers de personnes qui refusent une partie de cet impôt : c'est une forme d'action populaire non armée. L'appartenance à l'armée de réserve est une manière de participer à la défense telle qu'elle est aujourd'hui : avec sa composante nucléaire, etc... Refuser cette appartenance en renvoyant ses papiers militaires, c'est aussi une forme de lutte populaire possible dès aujourd'hui.

L'opinion publique est complètement conditionnée ; elle se croit « défendue » par une armée, un système de défense dont nous dirons, pour aller plus vite, qu'il est inefficace et dangereux. Mais il y a aussi dans l'opinion publique des gens qui sont prêts à croire cela : nous ne sommes pas les seuls à être lucides ! Seulement dans la mesure où aucune alternative n'est proposée à cette défense inefficace, les gens continueront longtemps à se croire défendus par elle. Il faut donc mettre en avant ce qu'on peut tirer de l'expérience actuelle d'un certain nombre de luttes populaires qui existent. Si elles sont minoritaires, elles ont pourtant déjà agacé le gouvernement en place ; et si elles ne sont pas plus majoritaires, c'est aussi parce qu'elles n'ont pas reçu d'écho dans les partis politiques et les organisations de masse.

L'AMENDEMENT DES ANTI-NUCLEAIRES (1)

Un membre du P.S. dans la salle

Dans notre parti, on est très capable d'avoir des positions générales sur l'autogestion ; mais quand il s'agit d'arriver à des décisions affaiblissant concrètement le pouvoir d'Etat on a tendance à dire : attention, posons les questions autrement... Je suis en désaccord avec l'amendement des camarades ici présents puisqu'il comporte

(1) Voir l'article précédent.

une série de raisons pour la renonciation à la force de frappe et s'achève sur la proposition d'en garder quand même une partie pendant un certain temps. Les signataires de l'amendement avancent pour justifier cette position des arguments qui sont un peu inquiétants :

■ L'opinion publique serait pour la force de frappe en France. Quand la gauche veut « s'adapter à l'opinion publique », elle prend les éléments les plus « modérés » et dit : attention, si on veut gagner les élections, il ne faut pas se couper d'eux. C'est d'ailleurs ce qui lui permet de perdre les élections parce que l'électorat de droite reste à droite et une partie de l'électorat de gauche, écœuré, va cueillir des pâquerettes.

■ Le constat d'accord avec le P.C. s'est fait en juillet sur la formule du « maintien en état ». On ne pourrait donc pas la remettre en cause. Mais pourquoi donc cet argument serait valable pour les questions militaires et ne le serait pas sur les nationalisations ? Sur les nationalisations, les socialistes disent : on ne s'est pas mis d'accord ; c'est nous qui avons raison : nous ne céderons pas. Mais quand le P.C. vire à droite sur la force de frappe, tout ce qu'on propose c'est de le suivre mais moins vite, en mettant un frein !

■ On a avancé aussi l'argument de la « réversibilité » : pour que la décision appartienne aux Français et que le débat soit vraiment ouvert, il faut que rien de définitif ne soit fait dans le sens de la destruction de la force de frappe. Moi je pense que quand on a une verrue, on la coupe ; on ne va pas en garder la moitié en se disant : comme ça, si je décide de ne pas me soigner, elle pourra repousser. Si on est vraiment contre la force de frappe, si on pense que c'est une duperie et un danger, il faut s'en débarrasser ; si on est ensuite mis en minorité sur ce point par le peuple français, on est battu, et c'est la droite qui la reconstruira, mais ce n'est pas à nous à nous déterminer d'après une telle hypothèse.

Patrick VIVERET

J'aurais souhaité tout à fait que la situation permette de rédiger une motion antinucléaire plus nette et qu'elle obtienne la majorité à l'intérieur du P.S. ! Ce serait beaucoup plus satisfaisant pour les antinucléaires d'avoir

à l'intérieur de la gauche un rapport de forces tel qu'ils n'aient même pas à entrer dans les problématiques des anti-nucléaires. Seulement on a bien été obligé de constater que, lors du virage du P.C., la capacité de protestation des antinucléaires a été faible. Bien sûr, il y a eu un important mouvement de protestation extérieur aux deux partis : l'initiative de « Questions à la gauche », des communiqués et des libres opinions dans « Le Monde », etc... Mais faire pression sur un appareil politique, c'est une autre affaire ! Et la meilleure démonstration en a été donnée par le parti communiste lui-même : chaque fois qu'il y a un sondage sur l'électorat communiste, ou même sur ses militants, on s'aperçoit que les deux tiers restent opposés à la force de frappe. Cela n'a pas empêché la direction du P.C. de maintenir totalement son point de vue, et même d'en faire un élément du désaccord fondamental à l'intérieur de la gauche. Quand nous menons une bataille politique, nous sommes obligés de choisir notre terrain de telle sorte que les batailles à venir restent possibles. Je prétends simplement et très modestement que la bataille actuelle à l'intérieur du PS autour de l'amendement vise à préserver l'avenir.

Alors qu'on attendait, à l'intérieur du PS, un texte pro-nucléaire net (un texte Hernu, en somme), ce texte n'est pas venu. Les camarades du CERES avaient préparé un texte qu'ils n'ont même pas osé soumettre au vote : le début de contre-offensive des anti-nucléaires était tel qu'ils avaient peur de n'être même pas suivis par leur propre base.

La situation créée par l'accord de juillet avec le PC mettait les antinucléaires du PS devant un choix difficile :

- ou bien maintenir le choix antinucléaire net, et créer ainsi toutes les conditions d'une rupture de la gauche totale et définitive ;
- ou bien chercher à sauver l'union de la gauche et accepter le compromis de la force de frappe « maintenue en état ».

Pour casser cette logique-là où on voulait nous enfermer, il était nécessaire de partir du texte de l'accord des quinze, pour montrer que **son interprétation pronucléaire n'était pas la seule possible**. C'est ce que nous avons fait, en affirmant qu'on peut aussi l'interpréter

dans le sens d'une transition débouchant sur une alternative au nucléaire.

Si l'amendement antinucléaire était accepté par le parti socialiste (2), l'interprétation qui en serait donnée par les commentateurs politiques serait qu'un coup d'arrêt a été donné à l'orientation pronucléaire de la gauche. Le maintien en l'état ne pourrait être conçu autrement que comme un « gel » de l'armement nucléaire : ce n'est pas parce que nous acceptons ce « maintien en état » pour les raisons que je viens d'expliquer que nous croyons à la dissuasion ! Le « maintien en état » n'a donc d'autre rôle que de donner une assise à une offensive diplomatique et de donner à un gouvernement de gauche la durée nécessaire pour faire naître l'autre alternative.

Si nous avons fait un amendement tel que 10 à 15 % des militants du PS seulement ait voté pour, ç'aurait été un « baroud d'honneur ». On aurait dit que, Dieu merci, il y a quand même quelques anti-nucléaires dans le parti, et c'est tout. On aurait pu ensuite faire des tas d'analyses politiques sur une nouvelle trahison de la gauche, mais la bataille aurait continué uniquement dans des mouvements comme ceux qui sont ici. Ç'aurait été important, mais sans poids sur les deux grands appareils politiques de la gauche.

(2) En fait, il ne l'a pas été. Voir l'article précédent.

Pour une stratégie de «TRANSARMEMENT»

En avril 1976, nous avons consacré notre numéro 15-16 au document que le MAN venait de rédiger sous le titre : Pour le socialisme autogestionnaire, UNE NON VIOLENCE POLITIQUE. Ce texte a été ensuite édité sous forme de brochure, puis plusieurs fois réédité. On peut toujours se le procurer pour 8 F (+ port) au secrétariat du MAN, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis (CCP 7185 A La Source).

Une des nouveautés de ce texte était la présentation d'une stratégie de « Transarmement ». Ce terme nouveau, emprunté au chercheur allemand Th. Ebert, veut désigner une stratégie qui essaie de prendre en compte la transition entre l'état actuel (le surarmement) et le but visé (le désarmement). Le MAN a profité d'une récente réédition de son texte pour « actualiser » et développer les pages consacrées à ces propositions.

Voici donc ce texte, qui remplace celui des pages 115 (après le titre) 116 et 117 du numéro 15-16 d'ANV. Si nous les publions, ce n'est pas seulement pour permettre à nos lecteurs de mettre à jour leur texte, c'est aussi parce que la notion même de « transarmement » mérite un débat dans la mesure où elle est nouvelle et déjà controversée. Ces pages sont donc un premier élément d'information pour un tel débat...

Tout en traçant les grandes lignes de ce que pourrait être une DPNV, il est nécessaire de garder présentes à l'esprit les réalités **actuelles** de la militarisation et de la course aux armements (cf. chap. I). Et cette confrontation entre ce qui existe et ce que nous proposons fait ressortir immédiatement deux évidences :

- le dépérissement du système militaire, la mise en œuvre d'une DPNV ne peuvent pas se faire du jour au lendemain ;

- il ne s'agit pas seulement de « deux outils » de défense, mais de deux conceptions qui n'ont rien de commun : il y aura donc nécessairement une lutte longue et difficile pour que la DPNV s'impose.

Ces deux évidences, celle d'un **temps** de transition et celle d'une **lutte** nécessaire, posent très concrètement le problème d'une **stratégie de passage à la DPNV**, liée (tant dans son rythme que dans les forces qui la soutiendront) à la stratégie de passage au socialisme autogestionnaire. Pour désigner cette stratégie, nous proposons d'introduire un mot nouveau dans notre vocabulaire politique, celui de « transarmement ». De quoi s'agit-il ?

Tout d'abord, il ne s'agit pas seulement de **désarmement**. Certes, nous partageons profondément les motivations de ceux qui, devant la folie de la course aux armements, ont la réaction instinctive de pousser un cri d'alarme : « Arrêtons tous, tout de suite ! ». Mais une réaction instinctive ne constitue pas une stratégie de changement : le problème reste entier de savoir **comment** désarmer... Or la proposition de « désarmement unilatéral immédiat » n'a vraiment aucune chance de trouver audience dans l'opinion en dehors de cercles assez restreints. On nous a, en effet, tellement conditionnés à identifier « défense » et « armée » que même la mise en évidence de l'issue catastrophique de la course aux armements ne peut suffire à faire accepter un désarmement unilatéral : la crainte de « rester sans défense » sera malgré tout la plus forte. Il importe donc de dissocier « défense » et « armée » à travers la pratique de luttes non-violentes, à travers la proposition de la DPNV.

En ce sens, le transarmement ne s'oppose pas au désarmement unilatéral : il est ce qui le rend possible.

D'autre part, il importe de ne pas se faire d'illusions sur la puissance de « l'opinion » pour aboutir au désarmement : l'armée ne se laissera pas supprimer par le vote d'un texte de loi ! C'est pourquoi, tout en créant dans l'opinion les conditions d'une décision **politique** de désarmement, il faut se donner les moyens **stratégiques** nécessaires pour résister à l'appareil militaro-industriel qui tentera tout pour éviter sa propre suppression. Il est donc vital que la mise en œuvre de techniques d'autodéfense populaire **précède** de tels affrontements. Là encore, c'est le transarmement qui est une condition du désarmement.

Est-il besoin de préciser que le transarmement n'est pas non plus un ralliement camouflé aux propositions de « désarmement universel simultané et contrôlé » ? Tous les Etats soutiennent ce genre de position qui leur permet de se dire « pacifiques » dans leur but lointain, tout en poursuivant leurs efforts d'armements au nom du « raisonnable » : il faut toujours attendre que ce soient « les autres » qui commencent à désarmer... Une politique du transarmement (précisément parce qu'elle rend la défense au peuple lui-même et s'inscrit dans un changement politique qui entraîne une politique étrangère nouvelle) pourrait être inaugurée unilatéralement dans notre pays.

Précisons enfin que le transarmement ne peut se définir comme la substitution progressive d'une DPNV au système actuel des forces armées. Il peut y avoir, au sein de l'institution militaire, un courant de pensée qui s'intéresse à notre projet de défense. Nous nous réjouissons de cette évolution et travaillons à l'amplifier. Cependant, nous ne nous reconnaissons pas dans une position qui voudrait retenir certains éléments de DPNV pour « compléter » un dispositif militaire défaillant. En effet, ni dans ses objectifs (**que** défendre ?) ni dans ses modes d'organisation (**qui** défend ?) ni dans ses techniques et outils (**comment** défendre ?) la DPNV n'est substituable à l'armée : c'est une **alternative**, ce qui signifie qu'elle rompt avec le système militarisé dans son ensemble et pas seulement avec les « outils » militaires. Le transarmement s'inscrit donc dans une lutte globale contre le complexe militaro-industriel, contre toute organisation militarisée de la société.

Ces précisions étant données, il faut définir plus positivement le transarmement. On peut dire que c'est une stratégie qui vise simultanément la démilitarisation de la société, la « déspecialisation » de la défense et la mise en place de groupes d'autodéfense populaire recherchant et expérimentant les moyens de lutte non armée. Ainsi le transarmement est toujours à la fois **lutte** et

proposition, l'une rendant l'autre possible : lutte pour le contrôle de tous les appareils sociaux militarisés (armée, police, production d'armements, etc.) et propositions pour la mise en œuvre de la DPNV : développement des luttes non-violentes, de l'objection de conscience politique, etc...

De même que la stratégie autogestionnaire suppose à la fois la prise de nombreux pouvoirs à la base et le contrôle des appareils d'Etat en vue de leur dépérissement, de même la stratégie de transarmement suppose la multiplication des luttes d'autodéfense non-violente et le contrôle populaire sur l'armée en vue de son dépérissement. Ce parallélisme entre ces deux stratégies est d'ailleurs tout à fait normal puisque le transarmement n'est en fin de compte rien d'autre que l'application au domaine de la défense d'une stratégie autogestionnaire qui serait totalement cohérente. Les **étapes** du transarmement ne peuvent donc être définies à l'avance : elles sont très exactement fonction de l'avancée du courant autogestionnaire et, au sein de ce courant, de l'avancée des propositions non-violentes.

C'est pourquoi le développement des luttes populaires constitue un élément essentiel du transarmement. Lorsqu'elles sont menées selon des méthodes non-violentes (que cela soit explicite comme au Larzac, ou non), elles donnent une idée, à l'échelon local, de ce que pourrait être une DPNV généralisée. C'est en effet au cours de luttes de ce type que la population apprend à prendre en main sa propre défense et expérimente les diverses techniques d'action d'une DPNV.

Un des principaux objectifs d'une stratégie de transarmement est de lutter pour un certain contrôle des travailleurs sur l'**industrie** de l'armement, avec son corollaire immédiat : le commerce des armes. En effet, l'une des conséquences les plus graves de la politique militaire actuelle du gouvernement français, et qui concerne directement les travailleurs, est la vente d'armes à l'étranger, qui ne fait qu'accroître les risques de conflit dans le monde. Il y a là, à travers la militarisation du secteur économique, un exemple frappant de l'engrenage de la violence, dans lequel est pris le pays tout entier. Derrière le prétexte, utilisé d'ailleurs par les différents ministres, de préserver le plein emploi, il est aujourd'hui impossible de ne pas soulever la question de la **finalité** de l'emploi. Certes, il faut tenir compte des difficultés que la cessation des ventes d'armes représenterait pour de très nombreux ouvriers travaillant dans les usines d'armement ; c'est précisément pour pouvoir faire face à ces difficultés et à l'éventualité d'une reconversion industrielle que les syndicats doivent exercer un contrôle réel sur la fabrication des équipements militaires. Accepter de sacrifier délibérément la liberté des peuples opprimés par des régimes auxquels nous vendons des

armes serait évidemment contradictoire avec une stratégie de transarmement qui passe, au contraire, par la voie de la solidarité internationale et, plus précisément encore, par l'internationalisme ouvrier.

Un autre élément important d'une stratégie de transarmement réside dans le développement de ce qu'on appelle « objection de conscience », selon un terme qui n'est d'ailleurs pas très exact. De quoi s'agit-il en effet ? Au moment où, dans le cadre actuel de la conscription obligatoire, les jeunes gens sont appelés à se préparer à la défense militaire du pays, il s'agit à la fois de reconnaître le **droit** fondamental de refuser toute participation à l'appareil militaire et de donner à ceux qui le désirent la possibilité d'affirmer concrètement qu'ils ne se désintéressent pas des problèmes de défense. Il faut donc obtenir, par une lutte qui est à la fois celle des objecteurs et celle de tout citoyen ayant fait le choix **politique** du transarmement, que la loi de 1963 et les décrets (dits « de Brégançon ») cessent de pénaliser les objecteurs et donnent à ceux qui le désirent la possibilité d'investir leur temps dans des recherches et des luttes correspondant à leurs motivations. Sur ce point, il faudrait que les forces de gauche (qu'elles soient dans l'opposition ou au pouvoir) cessent de considérer les objecteurs comme des cas particuliers qu'elle promet de traiter plus « humainement » que le pouvoir actuel. Car l'enjeu est bien plus important : il s'agit de savoir si elles reconnaissent que l'alternative DPNV est au moins une hypothèse intéressante en vue du socialisme à inventer.

Il suffit de se reporter à tout ce que nous avons dit de la DPNV pour comprendre qu'il serait illogique de réserver sa préparation aux seuls hommes d'une certaine classe d'âge. C'est pourquoi ce travail de recherche et de préparation concerne également tous les citoyens, sans distinction de sexe ou de classe d'âge : même ceux qui ont accompli un service armé et qui appartiennent à l'institution militaire (comme réservistes ou au titre de l'ordonnance de 1959) devraient pouvoir exercer librement le droit à l'objection de conscience. C'est pourquoi les très nombreux renvois de papiers militaires, ou leur destruction, ne sont pas seulement des gestes de protestation ; ils signifient, pour ceux qui les accomplissent, un véritable engagement à trouver des réponses positives et collectives au problème politique d'une paix aujourd'hui maintenue par l'équilibre des terreurs (*). Ainsi, l'**objection de conscience active** est un facteur important dans l'élaboration d'une stratégie de transarmement.

Toutefois, le passage du système actuel de défense

armée à une organisation populaire de masse ne s'opérera pas sans que l'appareil militaire lui-même se transforme. Largement étranger au peuple qu'il est censé défendre, le corps de l'armée doit devenir populaire au point de se dissoudre dans le peuple et finalement disparaître, en sorte que ce soit le peuple lui-même qui devienne son propre instrument de défense. Dans cette perspective, nous reconnaissons qu'une des étapes nécessaires vers le dépérissement de l'armée, c'est son contrôle et sa transformation selon les principes et les exigences de la démocratie autogestionnaire. Et le contrôle de l'armée par le peuple passe par l'organisation du **syndicalisme au sein de l'armée**. Affirmer cela, ce n'est pas, bien sûr, cautionner l'une ou l'autre des deux caricatures à travers lesquelles le syndicalisme militaire nous est présenté, tantôt comme un réformisme petit-bourgeois qui s'en tiendrait à demander l'amélioration de l'ordinaire, tantôt comme un rêve du Grand Soir mythique où les soldats retourneront leurs armes contre leurs officiers. La tâche utile et nécessaire c'est que les soldats (appelés ou de métier) se donnent la possibilité de réfléchir ensemble sur les fonctions que l'armée prétend remplir dans notre société. Il s'agit bien là d'un débat éminemment politique, hors duquel il est insensé de vouloir maintenir l'institution militaire.

A court terme, l'un des objectifs urgents est d'obtenir que la France renonce au moins aux armes nucléaires. Car si la militarisation doit être combattue dans son ensemble, il reste que certains de ses aspects sont plus dangereux que d'autres. Chaque année qui passe, en renforçant la résignation au « fait accompli » rend plus difficile le renoncement à la stratégie nucléaire. Sur cet objectif, comme d'ailleurs sur quelques autres, il est urgent de réunir sans exclusive tous ceux qui refusent la folie nucléaire, même s'ils restent partisans d'autres types de défense armée. Ce n'est pas un secret que beaucoup, parmi les militants des partis d'union de la gauche, refusent de suivre la « conversion au nucléaire » de certains de leurs dirigeants.

Cet exemple permet de mesurer combien les avancées ou les reculs du transarmement dépendent aussi de **décisions politiques** : le contrôle politique de l'Etat est un facteur important pour mettre en route une politique de désarmement. Encore faut-il préciser les toutes premières mesures qu'un gouvernement de gauche pourrait et devrait prendre pour amorcer une telle politique. Nous proposons donc une liste que nous limitons très volontairement à quelques mesures qui sont **possibles** dans le court terme. Car il va de soi que la poursuite du transarmement exigerait des modifications politiques et culturelles d'une toute autre ampleur qu'une simple victoire électorale...

(*) Coordination des renvois de papiers militaires : O. VIAL, B.P. 44, 74300 CLUSES.

— renonciation à la force de dissuasion nucléaire ; moratoire sur le programme nucléaire civil ; soutien à tout effort visant à empêcher la dissémination de l'arme atomique, notamment par la participation aux différentes conférences internationales sur le désarmement ;

— reconnaissance du droit syndical pour les militaires ;

— abrogation des ordonnances de 1959 ; interdiction de toute ingérence de l'armée dans les conflits du travail ;

— reconnaissance de l'intégralité des droits syndicaux pour les travailleurs des établissements publics de production d'armements ;

— réduction progressive des exportations d'armements, en commençant par les pays totalitaires (Afrique du Sud et Amérique du Sud notamment) ;

— renonciation nette et définitive à toute extension des camps militaires ;

— levée du secret sur tout ce qui est aujourd'hui « domaine réservé » du Président de la République ; organisation de vrais débats sur la Défense au Parlement, dans les assemblées régionales et dans l'ensemble de l'opinion ;

— suppression des tribunaux militaires et de la Cour de Sécurité de l'Etat ;

— allocation de crédits aux organismes de recherche sur les formes de défense non armées ; respect de l'autonomie de ces organismes quant aux méthodes et aux objectifs de leurs recherches.

— reconnaissance du droit à l'objection de conscience, y compris pour motif politique, à tout âge de la vie, conformément à l'article 9 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme ; rétablissement de la liberté d'affectation des objecteurs de conscience dans des organismes à caractère social, à condition qu'ils ne prennent en aucun cas la place d'un salarié ; possibilité offerte à ceux qui le désirent de recevoir une formation théorique et pratique à des formes de défense non-violente, ou même d'être « affectés » à un organisme de recherche et de formation sur la DPNV.

Ces mesures ne seraient qu'un premier pas, modeste **mais possible**, sur la voie du transarmement ; nous sommes convaincus que ce premier pas en appellerait très vite d'autres : en rompant sur quelques points la logique de la militarisation, en démontrant que son arrêt et son inversion ne sont pas à rejeter dans l'utopie lointaine, ce premier pas rendrait espoir et imagination à ceux qui croient paresseusement à la fatalité de la course aux armements.

MOUVEMENT POUR
UNE ALTERNATIVE
NON VIOLENTE

Juin 1977.

entretien
avec

Serge-Christophe
KOLM



A.N.V. - Dans votre livre La transition socialiste (1) vous déclarez ceci dans l'introduction : « La bonne transformation profonde est ce qu'on pourrait appeler une révolution non-violente : elle ne cause pas de morts, et même elle sauve rapidement des vies, par exemples en changeant les conditions de travail. Elle ne suscite pas de contrainte de corps nouvelle et au contraire en réduite vite le nombre. Elle ne limite pas l'expression, mais à l'opposé, elle la libère, la laisse exploser. Surtout elle libère de la domination hiérarchique, de la misère, de l'astreinte résultant de la concentration de la propriété des moyens de production. C'est dire qu'elle bouleverse les droits et pouvoirs des hommes sur les hommes et notamment les structures des organisations et de la propriété. »

(1) Voir le compte rendu de ce livre à la fin de cet entretien.

C'est un passage dont on a peu parlé, une affirmation que vous ne reprenez pas dans la suite du livre qui évoque plutôt les bonnes techniques économiques possibles. Pourquoi avez-vous jugé important d'en parler dans l'introduction ? Comment, concrètement, envisagez-vous cette « révolution non-violente » ?

KOLM

J'ai en effet écrit cela. Mais la vraie réponse à la question que vous me posez ne se trouve pas dans ce livre-là, mais dans celui que je viens d'écrire, *Solutions socialistes*, et dans deux autres que j'achève : *Le capitalisme contemporain* et *La réciprocité générale*. Je suis parti en effet de la conviction qu'il est possible et nécessaire de changer nos sociétés assez profondément, notamment en ce qui concerne les rapports entre les personnes et les rapports entre les institutions et les personnes. Pour montrer cela et faire des propositions j'ai écrit plusieurs ouvrages. *La transition socialiste* n'est que le deuxième morceau d'une œuvre en trois parties :

— le capitalisme contemporain : où va-t-on avec la crise actuelle, l'inflation, le chômage ? et critique des « superstructures ».

— la transition : comment faire pour changer avec succès et dans le bon sens ?

— description de la « meilleure société possible », notamment de son aspect économique, en faisant appel à tout ce que peuvent nous apprendre l'histoire, l'anthropologie, la socio-psychologie, etc... Il s'agit à la base de savoir si l'homme est nécessairement un loup pour l'homme. C'est un sujet que le MAN a sans doute déjà traité, mais j'analyse assez loin l'aspect économique, qui est important. Je fais en somme une étude assez approfondie sur ce qui est à la fois possible et bon.

Dans les idéologies révolutionnaires, il y a une lacune totale sur ce point. Marx est quasiment muet sur cette question. Il avait d'ailleurs de bonnes raisons de ne pas s'y intéresser. On peut être séduit par certaines utopies (j'aime beaucoup par exemple *News from nowhere* de W. Morris) : elles aident à ne pas croire impossible ce qui est peut être pos-

sible et ce qu'on rend impossible parce que, le croyant tel, on n'essaye pas de le réaliser. Mais comme elles ne tiennent pas compte avec assez d'analyse, ni des contraintes ni des possibles, ça ne permet pas d'aller loin. Inversement les « socialistes scientifiques » du siècle dernier ne s'intéressent pas à ces questions de fond. Et c'est d'ailleurs explicable, étant donné la condition ouvrière au XIX^e siècle : elle était tellement horrible qu'il n'y avait vraiment pas le choix... Au XX^e siècle la condition ouvrière reste assez horrible pour un certain nombre de personnes, mais les progrès du niveau de vie, l'amélioration des conditions de travail, de durée du travail, etc... font qu'aujourd'hui on peut faire peur aux gens (y compris aux ouvriers) avec des arguments qui au XIX^e siècle n'avaient aucune prise. Aujourd'hui on peut dire : « Attention, s'il y a le chaos, ça peut être pire... », alors qu'au XIX^e ça ne pouvait de toutes façons pas être pire. On a vu d'ailleurs que cet argument marche bien de nos jours !

Les ouvriers d'usine du XIX^e pouvaient être assez convaincus que les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes, alors qu'aujourd'hui ils ne ressentent plus tous les choses comme ça... On peut bien sûr expliquer qu'ils sont victimes de l'aliénation, du conditionnement à la consommation, etc... C'est très vrai, mais il n'en reste pas moins que sur le plan politique, ça change les données : on ne peut se contenter de lutter contre le « système » ; il faut proposer un projet assez précis...

NON-VIOLENCE : UNE VOIE SOUS-UTILISEE

Là où on rejoint le problème de la non-violence, c'est quand on aborde la question de la transition vers ce projet. A la lumière de l'expérience historique, il faut d'abord refuser l'idée de « société provisoire » qui serait nécessaire pour arriver à la « bonne » société. Ça a été le grand piège de l'URSS. Je ne l'analyserai pas une fois de plus : cela a été fait souvent. Mais il faut en tirer les leçons : on ne peut pas accepter, même « provisoir-

rement » une forme de société contradictoire avec le but visé : Le chemin qui mène au socialisme doit être pavé du même roc que celui où se taille l'utopie socialiste elle-même. Il faut dès le début aller dans la bonne direction. La prétendue nécessité d'une période douloureuse avant d'arriver au Paradis, c'est mauvais, faux, dangereux. D'ailleurs, ce ne serait pas accepté, aujourd'hui, et heureusement !

Vous voyez que c'est lié à la question de la non-violence : c'est vital. Quand on parle de révolution, on sait qu'il faudra changer radicalement un certain nombre de choses ; là-dessus bien des gens sont d'accord. Mais ils ont aussi en tête cette idée : révolution = cadavres, guerre civile. On a beau dire alors : « Ce sont les gendarmes qui font les cadavres ; nous on réclame seulement du pain et notre droit », cet argument (même juste) ne satisfait personne. Il faut donc trouver autre chose et c'est pour cela que le mot « non-violence » est là, dans l'introduction à mon livre.

Cette non-violence, jusqu'où peut-elle aller ? Cela dépend du contexte historique. J'ai réfléchi sur des expériences très diverses et je pense que si la non-violence doit être respectée le plus possible, il y a des cas où on ne le peut pas. Par exemple quand une population n'y a pas été préparée et qu'une armée arrive pour envahir et massacrer, les gens n'ont pas le choix... Ce fut le cas dans l'île de Timor, par exemple. Les envahisseurs (l'armée indonésienne) ne se sont pas arrêtés au 10^e cadavre, horrifiés par ce qu'ils faisaient : ils ont continué jusqu'au 100 000^e, c'est-à-dire 1/6^e de la population. Et il peut y avoir d'autres cas du même genre. Je ne pense donc pas que je serai pour le désarmement systématique dans tous les cas. Mais, par principe, je serai pour qu'on aille le plus loin possible dans cette voie qui, à mon avis, a été sous-utilisée.

On peut se demander précisément pourquoi cette voie dans laquelle je met un grand espoir a été sous-utilisée. C'est probablement qu'une armée ça « marche » mieux, c'est plus organisé, coordonné. Il faudrait donc aborder tout le problème de la coordination...

A.N.V.

Ce que nous disons c'est qu'une révolution non-violente n'est pas seulement souhaitable (car là dessus tout le monde, ou presque, serait d'accord) mais aussi qu'elle est possible. Dans un pays comme le nôtre, une révolution armée devient une hypothèse douteuse. Face à la surmilitarisation des nations, il n'y a de possibilité, selon nous, que dans une révolution non armée, non violente. Le changement profond dont vous parliez ne peut se faire que de cette manière. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas affrontement, mais qu'il faudra créer le rapport de forces précisément là où l'adversaire n'a pas la maîtrise du terrain.

KOLM

Je suis tout à fait d'accord. J'ai parlé d'expériences historiques qu'on pouvait citer. Si on avait parlé de ce qui a été tenté au Portugal, au Chili, on trouverait cette idée d'un changement sans contrainte sur les personnes : les agents de la PIDE (Police Politique de Salazar) ont été emprisonnés, mais pas exécutés ; et un certain nombre d'entre eux est déjà sorti de prison...

Reste cependant à préciser le mot « non-violence ». Souligner par exemple qu'il ne s'agit pas de non-violence contre la propriété, mais de non-violence à l'égard des personnes.

ANV

La non-violence respecte, bien sûr, l'intégrité des personnes ; mais notre projet politique inclut la socialisation des moyens de production, la réduction des inégalités de fortune, etc... ce n'est pas de la violence à notre avis.

KOLM

Bien sûr. Mais les détenteurs de privilèges peuvent trouver que c'est de la violence ! Ils peuvent dire : « Vous êtes violents si vous me frappez, mais vous l'êtes aussi quand vous entrez chez moi ! » Supposez maintenant que « chez moi » ce soit une propriété de 200 ha avec des terres que j'utilise pour la chasse, alors que d'autres en auraient besoin pour cultiver... Vous voyez qu'il est bien nécessaire de s'entendre sur ce qu'on appellera « violence ».

LE MARCHÉ

ANV

Nous pourrions parler maintenant de deux problèmes qui tiennent une place importante dans votre réflexion : celui du « marché » et celui du système électoral... Comment voyez-vous leur transformation possible et leur éventuelle adaptation à un système socialiste ?

KOLM

La question du marché concerne à la fois la critique du système actuel et l'imagination d'un autre système. Il faut voir tout d'abord que le marché et le capitalisme ne sont pas deux choses identiques. Un idéologue yougoslave pourrait vous prouver, avec des arguments assez forts qu'il vit dans une économie qui n'est pas capitaliste ; pourtant, le rôle du marché y est plus développé qu'en France. Analyser la relation entre l'Etat et le marché est important, et c'est le sujet principal de mon livre. Mais je ne m'étendrai pas là-dessus ici.

En revanche ce qui nous intéresse, c'est ce qu'on fera du « marché » à supposer que notre société aille vers notre « utopie directrice » socialiste. Or peu de gens de gauche ont réfléchi à cette question. A l'intérieur du P.S., il y a bien des discussions à ce sujet, mais les gens qui sont pour le marché ne disent pas grand chose de convaincant, et ceux qui sont pour le plan pas grand chose de précis. Sur ce point, je puis dire que le PC a raison de dire que le PS vire à droite : moi qui ne fait que consommer les informations qui me viennent, je ne peux que constater la même chose. Il y a deux ans, j'entendais du côté du PS des propositions pour des changements beaucoup plus fondamentaux ! Un certain nombre de gens ont changé de position en changeant de vocabulaire. Ils sont passés de « A bas le capitalisme » à « vive le marché ! » en désignant le même système. Pourquoi cette évolution ? Tout simplement parce que les militants sont généralement plus extrémistes : pour avoir des militants, une partie du PS a dit « A bas le capitalisme » ; puis, pour avoir des fonds de campagne électorale, « Vive le marché »... Comme ça on a à la fois les militants et l'argent. A moins que les militants ne partent avant... Mais

on les retient en leur disant : vous n'avez pas le choix, attendez que l'on gagne et vous verrez, etc...

Qu'est-ce que le marché ? C'est une relation d'échange. Or une relation d'échange n'est pas nécessairement une relation de force. Bien sûr, il y a le « marché du travail » dont Marx a bien montré que c'est en fait une relation de force camouflée en relation d'échange, et, plus généralement, l'échange inégal et l'échange obligé. Mais il peut y avoir d'autres relations que celles d'échange ou de force. La relation d'échange, même non basée sur la force, est une relation égoïste ; j'essaie d'obtenir plus d'avantages que mon partenaire. Ce n'est donc pas le mieux. Et elle a des suites : car si je réussis cet échange à mon avantage, j'ai des moyens pour mieux réussir l'échange suivant, et ainsi de suite. Je constitue ainsi ce que Marx appelle l'accumulation primitive. J'acquiers du *pouvoir* par cette voie d'échange ; et c'est comme cela que le capitalisme émerge du marché. Si il y a à l'origine une opposition entre les personnes, si on pense que les gens sont nécessairement égoïstes, il vaut mieux un certain marché contrôlé (pour qu'il ne dégénère pas en capitalisme) plutôt que le vol, l'esclavage, etc... Mais on oublie que les relations peuvent aussi se fonder sur des bases non égoïstes : le don, la réciprocité, etc... Il y a là des possibilités, car les potentialités d'altruisme dans l'homme sont très grandes. Seulement, pour qu'elles s'expriment, il faut un certain nombre de conditions, et notamment celle de la *masse* : ça ne marche que s'il y a un certain nombre de gens qui font la même chose... J'accepterai difficilement de continuer à vous donner, si de votre côté, vous ne voulez que prendre et jamais donner. Si un certain nombre de personnes donnent, on accepte plus volontiers de donner soi-même... C'est quelque chose de bien connu des non-violents : certaines actions, pour être efficaces, exigent qu'un certain seuil numérique soit dépassé...

LES ELECTIONS

Venons-en au problème des élections. Ce qui est en jeu là c'est de savoir comment l'Etat parvient à se donner une apparence démocratique, une légitimité.

En 1852, au moment où le suffrage universel a été instauré en Angleterre, Marx a écrit dans « The Chartist » : « Le système électoral du suffrage universel, c'est le pouvoir donné au prolétariat en Angleterre, puisque c'est un système majoritaire et que les prolétaires sont les plus nombreux. » Il est assez vite revenu de cette idée ! Et d'ailleurs c'est bien parce que cette idée était fausse que le suffrage universel a pu être instauré : les gens qui ont accepté de l'instaurer ne l'ont fait que parce qu'ils ont bien vu qu'ils pouvaient le récupérer... Les premiers mouvements ouvriers s'y sont d'abord, comme Marx, laissés prendre. Le mouvement des « Chartists » anglais, qui faisait l'admiration des ouvriers du monde industriel, car il fut le premier à s'organiser et à réfléchir sur les problèmes politiques, a échoué sur ce raisonnement : Nous sommes la majorité, donc nous allons gagner. Ils ont tenu 10 ans avant de s'apercevoir que ça ne marchait pas, et le mouvement s'est dissous. Pendant plusieurs années, il n'y a plus eu de mouvement ouvrier en Angleterre. Puis ce fut la naissance du syndicalisme tel que nous le connaissons aujourd'hui avec le mouvement des « Trade-Unions » : au lieu de penser aux élections, il a mis l'accent sur les luttes pour les salaires, les conditions de travail, etc...

Dans mon livre « *Les élections sont-elles la démocratie ?* » je n'ai pas étudié cet historique, mais la *logique* du phénomène électoral. Car le point-clé, c'est de savoir comment est reconnue la légitimité de la force, de la contrainte et donc de l'Etat qui a, presque par définition, le monopole de la force légale...

ANV

Ne pourrait-on pas dire plutôt le monopole de la « violence »... ?

KOLM

Si vous utilisez le mot violence ici, vous aurez autant de difficulté à le définir que le mot « pouvoir ». Je veux parler de l'usage « légal » de la force qui fait que si une Loi est votée, et que vous la transgressez, l'Etat va user de sa force armée

pour vous contraindre, et que *tout le monde va trouver cela juste, normal*. Car c'est cela qui est intéressant à savoir : d'où vient que tout le monde trouve cela normal ?

Il y a bien sûr une première explication qui est que pour beaucoup de gens, là où il y a la force, il y a le droit. On l'a bien vu en 1940, par exemple : celui qui est au pouvoir, on n'a pas à se demander de quel droit il y est : il faut obéir. Heureusement un certain nombre de gens raisonnent un peu plus loin. Mais alors on fait intervenir un autre type d'argument : vous devez vous soumettre, car le gouvernement qui vous contraint est légitime, *puisqu'il a été élu !* Les légitimités d'héritage ou de droit divin ne fonctionnent plus ; elles sont remplacées par la légitimité démocratique. Il y a là un des phénomènes les plus importants de notre société, car ce droit domine toutes les autres relations. Le pouvoir politique, sous le couvert de cette légitimité issue des urnes, peut changer l'économie, nationaliser, exproprier, taxer, faire des transferts : le système économique est donc subordonné au système politique sur le plan du droit. Les gens vivent en permanence avec des droits qui pourraient leur être enlevés du jour au lendemain si une majorité en décidait ainsi. Tout repose sur l'acceptation générale. Et cela sans qu'on ait besoin de recourir aux gendarmes tous les jours, non seulement parce que les gens en ont peur, mais parce que le sentiment de légitimité suscite l'acceptation.

Vous voyez combien ces problèmes touchent de près à vos réflexions sur la désobéissance civile.

ANV

Bien sûr,, puisque la stratégie de désobéissance civile revient à dire : dans certaines conditions il faut désobéir à certaines lois, car si elles sont légales, elles ne sont pas forcément légitimes. Mais le problème concret demeure : comment développer ces gestes de désobéissance civile, si l'assentiment général veut qu'à partir du moment où on a voté, c'est « démocratique » et on doit obéir ?

KOLM

Comment sortir de cet assentiment ? Je crois que la première chose à faire, c'est de *démonter le système*, pour montrer que notre système électoral actuel ne respecte pas la démocratie. Et on peut faire cela même si on est d'accord sur le fond avec la légitimité de la démocratie. Un certain nombre de gens ont senti intuitivement cela mais sans jamais l'analyser vraiment ; lisez Proudhon ou Kropotkine : ce qu'ils disent sur les députés est très savoureux et pittoresque ; ce sont des « abrutis », des « vendus », etc... mais ce n'est pas analysé. Ils ont bien perçu le fonctionnement du système de légitimation (par exemple le vote a la même fonction que le « sacre » royal) mais ils n'ont pas démonté le fonctionnement du système électoral...

L'argument à décortiquer est le suivant : « Si le gouvernement fait quelque chose, il a raison, car c'est la volonté du peuple ; c'est la volonté du peuple, puisque le peuple a voté. » On peut objecter alors : « Oui, il a voté, mais ce n'est pas suffisant, puisque la « bonne solution » celle que le peuple aurait voulue n'a peut-être été présentée par personne ». On vous répond alors : « Tout le monde peut être candidat : si quelqu'un pense avoir la « bonne solution » il peut être candidat. Comme il existe toujours des gens qui ont l'ambition du pouvoir, s'ils croient qu'en présentant la « bonne solution » ils seront élus, ils se présenteront sûrement. Si une idée est celle que veut la majorité, il y aura toujours un candidat pour la présenter. D'ailleurs, vous pouvez vous-même vous présenter et la proposer. Par conséquent une idée qui n'est pas réaliste, c'est une idée que le peuple ne veut pas... »

ANV

C'est le type même du raisonnement fermé...

KOLM

Oui, mais il est logique. Il faut donc en trouver les failles, et c'est l'objet de mon livre.

Certaines de ces failles sont très apparentes. Exemple : on va me faire voter entre la Majorité et la Gauche. La Majorité est pour l'arme atomique,

et la Gauche aussi. Par conséquent, je n'ai pas le choix : que je vote pour l'un ou pour l'autre, je vote pour l'arme atomique. Je peux, bien sûr, voter au premier tour pour les écologistes ou le Front autogestionnaire, mais leurs candidats ont peu de chance d'être élus. Est-ce que ça signifie que mon choix contre l'arme atomique est minoritaire dans l'opinion ? Absolument pas. Cela signifie simplement que le système électoral ne permet pas à ce genre de choix de s'exprimer.

Autre exemple : dans tous les journaux, on a lu : « Concorde : la France dépérit s'il n'atterrit pas à New-York ! », « Concorde : la France l'a voulu », etc... Alors que Concorde a été décidé et voulu par de Gaulle. Certes, de Gaulle avait été élu par les Français, mais sur un mandat assez précis : résoudre le problème algérien. Au moment du vote, on ne parlait pas de Concorde et je ne me suis jamais prononcé à son sujet, pas plus que sur le type de défense que je voudrais, ou sur l'énergie nucléaire...

On pourrait me dire : le peuple peut voter pour d'autres que les deux grands blocs de partis. Bien sûr, mais c'est très formel, car pour avoir des chances d'être élu, il faut être connu, avoir certains moyens, savoir présenter sa pensée dans les formes requises, pouvoir transmettre ses idées : affiches, accès aux journaux, aux organisations, etc... En fait, mis à part le cas du P.C. qui est un peu spécial, on ne peut être candidat qu'en venant d'une certaine classe et que si on émet certaines idées. J'ai entendu en 2 ans des revirements extraordinaires de la part de certains socialistes : ce qu'ils disent en public sur l'armée, sur le nucléaire est parfois le contraire de ce que les ai entendu dire en privé. Ils ont eu besoin de ça pour être soutenu par leur parti...

ANV

A quelques semaines des élections, tout ce que vous dites là n'encourage guère à aller voter. Faudrait-il donc attendre qu'il y ait un contrôle populaire sur les élus ?

KOLM

Non, bien sûr. Allez voter : pour les écologistes, pour la gauche, pour le front autogestionnaire,

pour ce que vous voudrez. Ma conclusion n'est pas de refuser ces maigres possibilités qui existent. Mais je pense qu'il y a un gros échec de la pensée critique, c'est de n'avoir pas répété, chaque fois que les mots « élections nationales » étaient prononcés, « C'est un bluff, un jeu truqué », et seulement ensuite, comme une note en bas de page : « moi je voterai çà, je vous conseille d'en faire autant ». Ne pas avoir fait cela, c'est un échec majeur.

Les solutions à proposer doivent tenir compte des contraintes, et notamment de la principale d'entre elles qui est le problème de l'*information*. Car la nécessité d'une certaine délégation de pouvoir réside dans ce fait tout banal que je ne peux pas tout savoir. Seulement cette contrainte est prise comme prétexte pour introduire les systèmes de classes, les systèmes hiérarchiques, etc... Alors qu'on peut tenir compte de ces contraintes de délégation de pouvoir et de spécialisation inévitable dans un système vraiment démocratique.

D'abord en instaurant, la démocratie la plus directe possible en fonction du sujet à décider et du type de représentation : un peu comme l'auto-gestion appliquée au système politique. Ensuite en prévoyant un certain nombre de mesures : par exemple la révocabilité permanente des élus dès qu'un certain nombre de signatures d'électeurs sont réunies...

Le problème c'est que pour proposer une loi sur la révocabilité permanente des élus, il faudrait qu'un candidat se présente avec cela dans son programme ! Vous pouvez être sûr qu'il trouvera difficilement des fonds pour sa campagne électorale, et un parti pour le soutenir. De plus, il aura peu de motivation, car s'il veut être élu, c'est pour un certain pouvoir personnel, alors qu'il proposera précisément la destruction de ce pouvoir. C'est un candidat qui serait un saint ! il peut y en avoir, mais c'est plutôt rare...

« La démocratie directe » n'est que la limite extrême de la vraie décentralisation du pouvoir ; elle n'est possible intégralement que dans les petits ensembles (cependant les Athéniens en faisaient avec 10.000 citoyens). C'est pourquoi il faudrait

rendre de l'importance au pouvoir communal. Les maires ne sont pas des « professionnels de la politique » dans les petits villages, ce ne sont pas encore des notables ; et leur action est plus facilement contrôlable par les électeurs.

Reste la question du *référendum*. Ce qu'on appelle de ce nom en France est ridicule et n'a rien à voir avec ce que pourrait être une vraie consultation démocratique. Il est proposé par le Président de la République et seulement sur des sujets très particuliers. En fait c'est un outil qui permet au gouvernement d'être encore moins démocratique en court-circuitant les députés. D'ailleurs, en France, le gouvernement s'engage sur un référendum, alors que normalement l'exécutif n'est là que pour faire ce que veut le peuple. Sur ce chapitre, les Suisses auraient des choses à nous apprendre, malgré tous les défauts de leur système.

ANV

Un référendum honnête supposerait que l'information puisse venir à égalité de partout, alors que dans une société capitaliste elle passe nécessairement par les circuits d'argent...

KOLM

Bien sûr. Mais il y a aussi d'autres problèmes. L'un est que quand on vote par oui ou non, on ne tient aucun compte de l'*intensité* des préférences. Certaines personnes peuvent être très concernées, d'autres peu. Une solution serait d'organiser des référendums où l'on noterait de 0 à 5 par exemple les diverses propositions faites. C'est une solution que j'avais proposée il y a deux ans dans le journal *Le Monde* à propos du *Nucléaire*.

Dans tout choix interviennent deux éléments : la connaissance (les informations que l'on a sur le sujet) et les désirs. Dans le cas du nucléaire, pendant des années, les connaissances étaient exclusivement exprimées par des gens ayant un intérêt institutionnel très fort pour le nucléaire, essentiellement EDF. Mais dans d'autres pays, dès ce moment-là, des gens non moins « compétents » (notamment des physiciens) ont dit le contraire de ce que disait EDF chez nous. On a vu aux USA

deux physiciens célèbres, membres d'une Commission officielle sur le Nucléaire, démissionner de ce poste et écrire un livre contre le nucléaire. Chez nous, un mouvement analogue s'est amorcé, avec retard. On peut donc dire que, en ce qui concerne l'aspect « connaissances » sur le problème, les gens qui en savent le plus sont divisés ; et donc cela ne permet pas de le trancher. C'est donc les préférences sur tous les aspects qui doivent décider, et, en démocratie, celles du peuple. A cela on n'a pas le droit d'objecter que le peuple est « ignorant », puisque ceux qui « savent » ne sont pas d'accord entre eux ! Un référendum est la solution qui s'impose.

Pour ce référendum, je proposais de tenir compte des intensités de préférence, au lieu de faire répondre par Oui ou Non. Par exemple, il peut y avoir des gens hostiles au développement du nucléaire, mais désirant garder les centrales existant déjà, ou terminer ce qui est en chantier, etc... Entre le Non au nucléaire et le Programme Messmer (une centrale entre chaque château de la Loire !) il peut y avoir des solutions intermédiaires... On aurait donc pu proposer une série de programmes énergétiques et les faire noter de 0 à 5... Cette idée a été reprise un moment par quelques personnes autour de Mitterrand, mais sans précisions, et en fait sans conviction, pour concilier les militants et les industriels avant les élections.

LES VENTES D'ARMES

ANV

Dans « La transition socialiste », vous expliquez comment un des moyens de protéger une expérience socialiste en France consisterait à réduire au maximum le commerce extérieur pour se protéger contre les rétorsions commerciales et financières. Or une bonne partie de notre commerce extérieur est constitué de ventes d'armes. Ceci pose donc très directement la question de la réduction et de la suppression des exportations d'armements, et donc de la reconversion des fabrications...

KOLM

Sur la réduction du commerce extérieur, il y a deux écoles parmi les socialistes : l'une veut l'ouverture, la division internationale du travail, le libre échange, etc... l'autre veut davantage d'autarcie. A mon avis, le choix entre ces deux orientations dépend de la rapidité du changement social que l'on veut. Si l'on veut aller rapidement vers des changements sociaux assez profonds, il faut se protéger contre l'extérieur. Si on envisage quelque chose de lent, très progressif, on peut s'ouvrir largement sur l'extérieur. Prenons des exemples : si on prend la Suède comme modèle, on peut s'ouvrir sans problème et sans risque. Si on prend le Chili d'Allende ou le Portugal de l'été 1975, il faut se fermer. Au P.S. il y a des gens des deux bords...

Bien entendu, si on choisit l'autarcie, même temporaire, il faut surtout chercher des substitutions aux importations. A cause des menaces de déficit de la balance des paiements, il faut mettre beaucoup plus l'accent sur la diminution des importations que sur celle des exportations. Le problème des exportations d'armes ne sera donc pas directement concerné. Il n'empêche que, pour d'autres raisons, il faut envisager la reconversion des usines d'armements, ne serait-ce que parce que ce n'est pas une bonne chose à produire. Là dessus je dirais que ce n'est pas un problème technique important, mais un problème de volonté politique. On a fabriqué longtemps des fiacres, puis on a cessé... De même pour les armes : on pourra (si on le veut !) facilement reconvertir ces productions sans qu'un seul travailleur perde rien de son revenu. En travaillant cette question, je pourrais même vous donner un plan précis, avec des limites dans le temps...

ANV

En disant cela, est-ce que vous ne sous-estimez pas l'importance structurelle des productions d'armements dans le capitalisme d'aujourd'hui ? Je pense notamment à l'analyse souvent faite pour lier la production d'armes à la loi de la « baisse tendancielle du taux de profit » : il est indispensable, pour la survie du système, de produire des biens qui sont détruits sans être consommés...

KOLM

En effet, j'ai dit que l'arrêt des productions d'armements serait facile à faire techniquement s'il y avait la volonté politique de le faire ; mais je n'ai pas dit que ça se fera ! Pour l'instant la pression en faveur des ventes d'armes est énorme. Toute la politique étrangère d'un Chirac notamment a été basée sur le principe : « Du pétrole contre des armes ». Mais je crois que, même dans le système actuel, une forte pression populaire pourrait faire changer cette orientation.

Si je peux dire cela, c'est parce qu'à mon avis cette loi dont vous parlez sur « la baisse tendancielle du taux de profit » ne tient pas bien, et les raisonnements que certains (pas Marx) construisent sur elle sont ridicules. La baisse récente du taux de profit est plus une conséquence de la crise que la cause. Surtout les « capitalistes n'agissent pas pour « restaurer le taux de profit », car ce qu'ils veulent ce n'est pas avoir un certain « taux de profit » mais le plus de profit possible, ce qui est tout différent pour l'explication de ce qui se passe. Et c'est bien sûr pour le profit que les armes sont vendues (même pas pour le pétrole). C'est pourquoi, avec *pression populaire*, il peut y avoir fin des fabrications d'armes, sans nécessairement fin du capitalisme. Mais il est vrai que cela impliquerait des pas vers la fin du capitalisme : obstacle au règne du profit, réflexion sur la production selon d'autres critères, et peut-être fin du capitalisme dans les pays qui reçoivent ces armes. A ce propos, il y a une vente d'armes française que le public ne connaît pas et à laquelle il est urgent de s'opposer : celle à l'Indonésie, qui les utilise pour le massacre à Timor dont j'ai parlé tout à l'heure.

Propos recueillis à Paris (Décembre 77)
par Jacques SEMELIN et Lydie BONNET.



Serge-Christophe KOLM, LA TRANSITION SOCIALISTE - La politique économique de gauche.

Cerf, 1977 - 207 p.

L'objectif du livre, que révèle le sous-titre, est de montrer ce que pourrait être la « bonne » politique économique de gauche, celle qui ne s'achèverait ni par l'échec politique, ni par la trahison sociale.

Pour en arriver là, Kolm, partant du concret, s'interroge sur les conséquences qu'a eu — jusqu'ici — l'application d'une politique économique de gauche dans les pays occidentaux où elle a pu être mise en œuvre.

L'histoire offre justement deux cas récents dans des économies assez proches de celles de l'ensemble des pays occidentaux pour qu'on puisse en tirer des leçons utiles pour ceux-ci. Il s'agit du Chili du gouvernement d'unité populaire d'octobre 1970 à septembre 1973, et du Portugal à partir d'avril 1974 et surtout pendant une partie de 1975. « Ces pays et ces situations ont à la fois des points communs et des différences entre eux et avec les autres pays occidentaux et les crises révolutionnaires qui pourraient y jaillir. Aux époques indiquées, l'économie des deux pays se caractérise par l'existence du marché comme système économique de base, une autosubsistance très limitée, un secteur agricole peu important (moins de 10 % du produit national au Chili et 23 % au Portugal), un salariat très répandu (même dans l'agriculture). Le revenu moyen est certes plus bas que celui des pays occidentaux les plus riches, mais la différence est moins importante pour l'étude qui nous intéresse, que les similitudes structurelles ».

Que s'est-il exactement passé au Chili et au Portugal ?

La redistribution des revenus s'est opérée de la même manière : les salaires les plus bas ont été doublés, tous les salaires ont subi une augmentation substantielle, à l'exception des plus élevés. En ce qui concerne les prix, dans les deux cas, le système capitaliste de marché a subsisté, ce qui — on le verra — est une grossière erreur. Les prix de vente des produits restent fixés par les entreprises, mais le gouvernement, pour éviter que la hausse des prix n'efface instantanément celle des salaires, instaure le contrôle des prix. Grâce à ce contrôle, le pouvoir d'achat des travailleurs augmente en effet incontestablement au début de l'expérience.

Ensuite, les choses se compliquent car l'augmentation des revenus se traduit obligatoirement par une augmentation de la consommation. Or, l'appareil de production

n'est pas prêt à répondre à la demande. Les structures ne sont pas en effet principalement axées sur la fabrication de biens de consommation (la production de biens d'équipement y tient une place importante). Or, construire une usine pour pouvoir produire tous les biens de consommation demandés par les travailleurs requiert un certain temps, quelques années.

La seule solution, par conséquent, réside dans l'importation ou dans la mise en circuit intérieur de produits destinés à l'exportation. Augmentation des importations, diminution des exportations entraînent (ou aggravent) le déficit de la balance commerciale. Quand les réserves d'or et de dollars sont épuisées, comment combler ce déficit sinon par des emprunts à l'étranger? C'est ainsi qu'on se met vite entre les mains des prêteurs internationaux et qu'on doit satisfaire à leurs exigences. Au Portugal, la condition imposée par le gouvernement d'Helmut Schmidt était de « respecter le pluralisme politique », en clair, de donner le pouvoir au parti « socialiste » de Mario Soares. En cas de refus, les crédits sont coupés et la demande intérieure ne peut plus être satisfaite, ce qui entraîne un défaut d'approvisionnement en biens de consommation.

Le gouvernement se trouve alors placé devant l'alternative suivante: faire subir des restrictions à la population, ou laisser monter les prix de telle sorte que les consommateurs ne puissent plus se les procurer. Dans l'une ou l'autre de ces hypothèses, le pouvoir d'achat accordé aux travailleurs est annulé.

Tout se concentre un moment donné sur le problème des prix. Au Chili, comme au Portugal, le système de gestion est resté privé pour l'essentiel. Les entreprises ont vu leurs coûts salariaux augmenter alors que le contrôle des prix les empêchait de faire subir aux prix de vente une hausse proportionnelle. Elles ont donc tout fait pour faire sauter ce contrôle. Et la cause de l'échec de l'expérience socialiste, selon Kolm, réside justement dans la contradiction entre la forte redistribution des revenus — ce qui constitue tout de même pour la gauche un minimum — et la permanence des structures capitalistes au sein desquelles le « marché » continue de régler la vie économique.

Le scénario ci-dessus peut très bien trouver sa place en France. Dans son livre (écrit avant la désunion de la gauche), Kolm montre à quoi aurait conduit le Programme commun de gouvernement de 1972, dans ses interprétations « minimaliste » et « maximaliste » qui se distinguent notamment par l'intensité de la hausse des salaires. Si la référence au programme commun

semble maintenant appartenir au passé, deux points restent cependant très actuels dans la démonstration :

1°) Kolm montre qu'il y a deux lectures possibles (au moins) du « Programme Commun » ;

2°) dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche aux législatives, on peut penser que la cause principale du scénario décrit plus haut existera : à savoir la conjugaison d'une augmentation substantielle des bas revenus et la liberté pour les entreprises produisant des biens de consommation de fixer leurs prix (même si certains sont soumis à un contrôle).

Et le fait que certaines entreprises soient nationalisées ne change pas grand chose à l'affaire. Il ne faut pas oublier en effet, que si les entreprises nationalisées ne cherchent plus à maximiser leurs profits, et de ce fait, ne poussent pas à la hausse des prix, le pouvoir des travailleurs particulièrement important dans le secteur public et nationalisé, fera que la hausse des salaires sera maximum dans ce secteur ; même sans volonté de maintenir un profit élevé, les entreprises nationalisées seront donc amenées à augmenter leurs prix de vente de façon à préserver une certaine capacité d'investissement.

Alors que faire pour éviter l'échec politique? Kolm ne voit que deux solutions : ou se contenter de redistribution mineure, ou engager aussitôt une politique toute différente. Il opte clairement pour la seconde solution, et préconise une série de mesures spécifiques.

D'abord la distribution : il faut distribuer moins par les revenus et plus selon les besoins, **en nature plutôt qu'en monnaie**, par services collectifs plutôt que privatisés. Kolm explique que les revenus peuvent être distribués de trois manières : l'une « communiste » (selon les besoins), l'autre « socialiste » (selon le travail : qualification, type de travail, etc.), le troisième « capitaliste » (en quelque sorte une participation aux bénéfices). Avec le temps devrait se produire un glissement des volumes relatifs des trois morceaux, des derniers vers les premiers.

D'autre part, si ce n'est plus l'entreprise collectrice de travail qui distribue l'accroissement de revenu, elle ne subit plus cette pression sur ses coûts (et donc sur ses prix) qui déclenche le processus d'inflation et conduit, entre autres, à arrêter tout investissement. Cela est possible si l'accroissement de revenu ne se traduit plus par une allocation supplémentaire d'argent, mais, par exemple, par l'offre d'un certain nombre de services collectifs gratuits. « Pour supprimer la hausse des prix, dit Kolm, il est un moyen plus radical que de supprimer la hausse, c'est de supprimer les prix. » C'est-

à-dire allouer un certain nombre de biens et services autrement que par le marché. En particulier, distribuer en nature plutôt qu'en monnaie.

Kolm insiste beaucoup sur « l'échéancier dans le temps de ces mesures », qui doit être modulé selon les caractéristiques du pays (structure de la production, liens avec l'étranger... etc.) et qui permet d'assurer la cohérence entre les fins et les moyens. « Il faut savoir distinguer les mesures qui vont profondément dans le bon sens mais mettent le présent en danger, et d'autres souvent plus « réalistes » qui aident à la survie mais n'améliorent guère la société au fond ». D'autres encore peuvent à la fois sauver le processus de transformation et le faire aller dans la bonne direction. « Ces dernières sont presque toujours les mesures de moyen terme (1 à 3 ans), c'est-à-dire que les mesures qui permettent au processus de passer avec succès le cap du moyen terme sont souvent aussi celles qui établissent vite les traits de la bonne société ». Or pour toute une série de raisons, il s'avère que la meilleure ou la seule protection contre les mauvais caps du moyen terme est d'aller très vite, dans le court terme, vers des traits de société qui correspondent bien aux finalités. Par exemple, transférer le pouvoir de décision aux travailleurs dans l'entreprise et la vie économique peut être la meilleure ou la seule façon d'éviter certaines réactions très graves du vieux pouvoir dans une situation nouvelle (par exemple, les licenciements, hausses des prix de vente et cessation de l'investissement en réponse aux hausses des salaires) ; faire cela très vite peut être la seule façon d'éviter les sabotages de l'appareil de production, fuites des capitaux, lock-outs, stockages spéculatifs, etc...

Reste à trouver la bonne stratégie de passage. Un élément clef de cette stratégie, au début de la transition, qui doit permettre une essentielle coordination économique d'ensemble, peut être « la systématisation des contrats à long ou moyen terme, entre des unités de production qu'on essaie de décentraliser au maximum. Ces contrats qui porteraient sur la livraison de biens et de services, indiqueraient ce qui serait fourni, à telle date, et à quels prix. »

Les entreprises font ainsi des plans de production et leurs investissements actuels correspondent à des débouchés, demandes et besoins assurés. En outre, la fixation à l'avance des prix restreint l'inflation.

Ce système est à la fois un Plan et un Marché. On peut en effet appeler plan l'ensemble de ces contrats et projets, mais c'est un plan décentralisé et contractuel qui est peu rigide. Mais d'autre part, ce plan n'est pas autre chose qu'un ensemble de marchés à terme. Passer

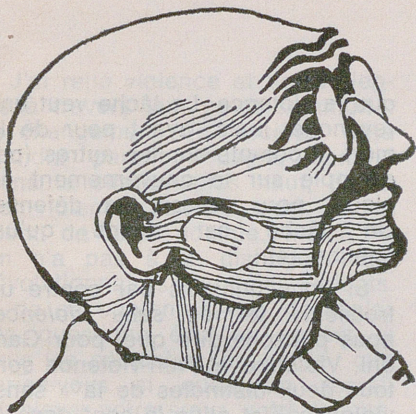
de tels marchés devient cependant obligatoire, alors qu'ils ne s'établissent qu'extrêmement rarement de façon spontanée. Cette obligation est justifiée par le fait que ne pas passer de marchés à terme dans des conditions par ailleurs non parfaitement concurrentielles, conduit à imposer des coûts à d'autres personnes : chômage, inflation, conséquences du gaspillage d'investissements mal choisis, etc..

Cette planification contractuelle entre unités autogérées a bien des points communs avec le système que la Yougoslavie tente d'instaurer actuellement, et que Kolm expose brièvement dans son livre.

Il faudrait discuter en détail maintes propositions de ce livre et compléter certains points faibles (on aurait aimé en particulier que la question de « mobilisation populaire » permettant d'appliquer ces techniques économiques soit plus approfondie) ; mais on doit souligner l'intérêt d'une analyse qui met en lumière les pièges qui guettent un gouvernement de gauche, et qui propose des solutions réalistes pour y échapper.

Lydie BONNET.

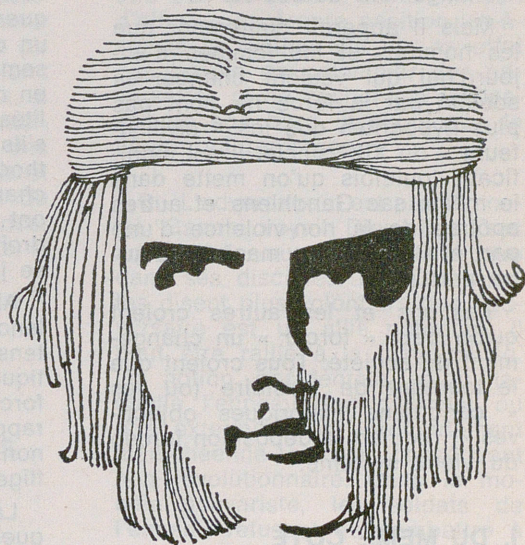




Gandhi

et

Guevara



Théodore Olsen est un militant américain qui travaille à la recherche sur la paix. En 1958 il a fait plusieurs mois de prison à la suite d'une manifestation contre un établissement nucléaire de l'armée US.

Le changement de société est le grand mot d'ordre historique de notre siècle. Armé du mot d'ordre de leur temps, les marchands et les militaires du siècle dernier ont réorganisé le monde pour le bien, disaient-ils, à la fois des pays « civilisés » et des pays « bougnoules ». Répandre les « bienfaits de la civilisation » ne demande plus, n'avalise plus, ne justifie plus l'utilisation de la violence. C'est vrai ; nous nous amusons beaucoup des bons mots

inspirés de la mentalité coloniale. Le plus souvent, nous supposons qu'ils étaient des hypocrites qui masquaient leur rapacité sous l'étiquette de la « Civilisation » ou de l'évidence de leur mission. Mais il ne faut pas négliger l'importance de ce sentiment d'avoir réellement reçu de l'Histoire une mission à accomplir, d'avoir à promouvoir des droits... etc. Ceux qui firent « avancer la civilisation » au siècle dernier n'étaient pas si souvent que cela

des hypocrites ; ils se croyaient investis de leur tâche par l'Histoire elle-même.

Pour notre siècle, l'équivalent de cette « mission historique », c'est le *changement de société*. C'est cela qui demande, avalise et justifie l'usage de la force ou de la violence.

Naturellement, ceux qui ont bénéficié le plus directement de la « mission » du siècle dernier sont ceux qui, maintenant, s'opposent

le plus fortement au changement de société. Ils accusent les Marxistes, les Panthères noires, les étudiants, les Gandhiens et les nationalistes du tiers-monde d'être des hypocrites, de rechercher des avantages personnels égoïstes sous le couvert de l'étiquette « changement de société ».

Mais il apparaît clairement que les hommes et les femmes d'aujourd'hui qui veulent changer la société par la force ne sont pas plus hypocrites que les « civilisateurs » du XIX^e siècle. Il est significatif toutefois qu'on mette dans le même sac Gandhiens et autres apôtres de la non-violence d'une part et Guevaristes, maoïstes d'autre part (1).

Les uns et les autres croient qu'on peut « forcer » un changement de société. Tous croient que le tournant de l'histoire (ou les « conditions historiques objectives ») requiert la déposition forcée du vieux système.

I. DU MEME COTE DE LA BARRIERE

L'assertion habituelle des pacifistes, « l'ennemi n'est pas l'ennemi, c'est la violence qui est l'ennemi » tend à masquer cette vérité fondamentale : les partisans d'un changement de société sont d'un côté et ceux qui veulent l'empêcher de l'autre côté de la barrière.

1) Cet article suppose que le lecteur connaît dans ses grandes lignes la vie et la pensée de Gandhi ainsi que les principaux événements de la révolution cubaine sur lesquels s'appuie la réflexion « guevariste ».

Comme en bien d'autres matières, Gandhi va plus loin ici que ses disciples : « Il vaut mieux être violent s'il y a de la violence en nous, que de se draper dans les plis de la non-violence pour cacher son impuissance » (2). Il y a là bien plus qu'un constat de psychologie sociale ; cela montre que intrinsèquement, ceux qui œuvrent pour un changement radical de société semblables et unis, sont des frères en matière de perception des réalités et de priorité des objectifs, s'ils ne le sont pas dans leurs méthodes. Et ceux qui sont contre le changement social (ou ceux qui ont peur des frais) n'ont pas le droit d'invoquer la « morale » pour se justifier.

Ailleurs, Gandhi rapproche Violence et Non-Violence dans une tension plus profondément didactique : « Homme pour homme, la force de la non-violence est en rapport exact avec le pouvoir (mais non le vouloir) du non-violent d'infliger la violence » (3).

La proposition facile selon laquelle violence et non-violence sont diamétralement opposées ne durera pas. Une telle vue de l'esprit mettrait dans le même sac tous les refus de la violence et justifierait ainsi amplement la confusion encore largement répandue entre non-violence et lâcheté.

Nous ne nous rapprochons pas de la non-violence simplement en nous éloignant de la violence. « La lâcheté est une impuissance pire

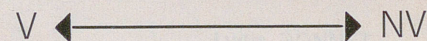
(2) Harijan, 21 octobre 1939. Cité dans G. Dhawan, *The political Philosophy of Mahatma Gandhi*, Ahmedabad, Navajivan, 1957, p. 772.

(3) Cité dans Dhawan (voir note 2).

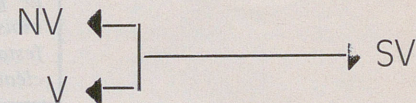
que la violence. Le lâche veut une revanche, mais, ayant peur de la mort, il compte sur les autres (par exemple sur le gouvernement en place) pour assurer sa défense. Un lâche est moins qu'un homme (4).

Si nous utilisons par contre un troisième terme : *sans violence*, nous pouvons dire que, pour Gandhi, Violence et Non-violence sont tous deux distinctes de la « sans-violence » et elles *le sont dans le même sens* : toutes deux sont pour les courageux. Il existe une liaison plus étroite entre violence et non-violence qu'entre chacune des deux et la « sans-violence ».

Et le schéma habituel,



... pour tenir compte de cette importante vérité, se modifie ainsi :



(4) Cité dans Dhawan (voir note 2). Ces citations sont d'une époque où la lutte indienne était particulièrement intense. Elles ne sont ni théoriques ni abstraites. En même temps il faut souligner que Gandhi rejetait tout lien simpliste entre la non-violence et la capacité de violence. Au moment de la campagne de sabotage contre les Anglais, un compagnon de Gandhi avait exprimé l'opinion suivante : « Nous avons trouvé qu'une personne qui a été formée à l'action violente s'approche davantage de la vraie non-violence que quelqu'un qui n'a pas fait une telle expérience ». Et Gandhi avait répondu : « Cela ne peut être vrai que dans le sens où à force d'avoir essayé la violence indéfiniment, on a réalisé son inefficacité ». (Ma non-violence) Gandhi a toujours échappé aux tentatives des penseurs non-dialectiques de fixer sa pensée dans un schéma unique.

J'ai relié violence et non-violence à travers leur point commun : le changement de société. Déjà Gandhi parlait souvent, comme dans la citation plus haut, de la non-violence comme d'un instrument de lutte sociale. Même là on n'a pas à le distinguer des révolutionnaires marxistes violents. Il ne se contentait pas de régler les questions éculées posées à tous les pacifistes (du genre : que feriez-vous si quelqu'un tentait d'enlever votre sœur, votre femme, votre grand-mère ?) ou celles relatives à un état non-violent hypothétique. Il était réaliste quant aux ennemis du progrès social. Il reste peut-être un caractère apologétique dans la conception marxiste du changement de société dans la mesure où il se décrit comme réaction défensive. Mais les gandhiens et les militants non-violents occidentaux ont souvent fait l'expérience d'une réaction particulièrement féroce, d'une réponse vraiment brutale à leur façon de pousser au changement de société. Les deux façons (la gandhienne et la marxiste) ont le même genre de relation à la distinction attaque/défense.

Le fait-même que l'action non-violente évoque souvent une violence particulièrement brutale révèle leur liaison dialectique très serrée.

Chacun, dans son cœur, comprend l'autre. Mais une part de cette compréhension est la reconnaissance que chacun est le plus sérieux rival de l'autre. Comme Jacob et Esaü, ils ont lutté ensemble dans la même matrice, chaque frère tentant de supplanter l'autre.

Finalement, Gandhi confrontait les deux alternatives d'une façon qui n'a rien d'académique : il parlait et agissait comme un homme puissant qui aurait pu, s'il avait voulu, déchaîner des foules furieuses ou faire couler des fleuves de sang. Il parlait près de sa fin comme un conquérant qui aurait pu dicter sa volonté à ses principaux adversaires. Il parlait comme quelqu'un qui, d'un mot, aurait pu avoir des armées à sa disposition ; et il savait pourquoi il refusait. Il n'y avait pas là un théoricien pacifiste occidental, bien à l'abri des tentations du pouvoir. Il parlait et agissait au contact immédiat du sang, du pouvoir et de la violence. Et ce qu'il fit dans ce contexte, il le baptisa Non-violence.

II. AU MOINS HUIT POINTS COMMUNS

Ce qu'il fit est peu relié aux guerres traditionnelles d'Europe, d'Asie ou du Moyen-Orient. Mais dans son style et son analyse des problèmes réels de la mobilisation sociale au service du changement, il était en consonnance réelle et continue avec l'approche guévariste de l'usage de la violence révolutionnaire.

1 - Tous deux, Gandhi et Guevara, voient clairement qu'une mobilisation révolutionnaire ne peut se faire qu'au service de la Justice. Le peuple ne fera pas les

sacrifices nécessaires si le résultat n'est qu'un avantage de courte durée ou quelque réformette.

2 - La vérité est par conséquent une arme de toute première importance. Pour Gandhi, c'était un absolu. Dans le modèle Guévariste, la vérité, si elle n'est peut-être pas un absolu, est un moyen d'affirmer sa propre position vis-à-vis de la Justice. On n'a en effet pas besoin de calomnier ses adversaires ni de cacher les faiblesses de son bord. Il n'y a que la vérité qui renforce.

3 - L'adversaire n'est pas l'ennemi. Gandhi voyait Dieu dans ses adversaires aussi facilement que dans ses disciples. Les Guévaristes disent plus volontiers que l'adversaire est un allié potentiel. Il peut être rallié à la juste cause. La notion occidentale selon laquelle l'ennemi doit capituler ou être exterminé est profondément manichéenne et par conséquent non révolutionnaire. Dans le modèle guévariste, les soldats de l'ennemi refusent de combattre à un certain moment, ayant acquis la conviction que l'Histoire donnera raison aux révolutionnaires, que la Justice est vraiment de leur côté. C'est là le moment de la victoire. Les luttes non-violentes occidentales et quelques campagnes d'action de Gandhi ont le même modèle tactique à l'esprit.

4 - Cela veut dire que, dans les deux stratégies gandhienne et guévariste, la vérité est une arme offensive. Elle doit être présentée à l'adversaire, non pas sous forme de reproches acerbes mais avec

les nuances qui permettent aux adversaires désireux de l'entendre de se libérer, de devenir neutres dans le différend, ou même de passer dans le camp des révolutionnaires.

5 - Même au point capital, au centre névralgique de la Non-violence, dans son refus de devenir, comme on dit, prisonnière du cercle vicieux de la violence-appelant-la-violence — même ici, le style non-violent est étrangement proche de la démarche guévariste. Aucun des deux ne se contente de réagir aux initiatives ou aux prétentions, aux provocations de l'ennemi. Aucun des deux ne veut laisser à l'adversaire le choix du champ de bataille. Chacun entreprend de dévier la lutte hors du contexte prévu par l'ennemi, de s'emparer de l'initiative pour déterminer lui-même les termes, le style et les tactiques du conflit, en accord avec sa propre analyse et ses objectifs prioritaires.

6 - Tous les deux demandent une extraordinaire fermeté et une ténacité sans faille. Un courage physique poussé au-delà du raisonnable (5). Fermeté face à la défaite ou l'impasse persistante, et tout spécialement face aux déformations mensongères, à la calomnie publique ou à la démission des appuis. Fermeté contre ses propres sentiments de fatigue, parfois de futilité et contre ses propres doutes quant au réalisme et

(5) Vers la fin de sa vie, Gandhi déclarait : « Non-violence et faiblesse sont une contradiction dans les termes ».

au sérieux des buts de l'aventure (6).

7 - La plus sûre protection contre ces erreurs, le signe du sérieux de ses objectifs (le repère pour se distinguer du simple libéralisme) c'est l'organisation et la discipline. Personne ne peut entreprendre les actions de Gandhi ou de Guevara sans auto-discipline. Et, à cause de la nature de la lutte, cette auto-discipline ne peut subsister hors de la discipline de groupe. Cette discipline de groupe doit être acceptée librement ; personne n'a jamais été transformé de force en révolutionnaire. Mais une fois acceptées librement, la discipline et les tactiques ne sont pas sujets à fantaisie personnelle. L'autre face de cette insistance sur la discipline et l'organisation se trouve dans la confiance que le groupe met dans l'individu. Il n'est pas considéré comme l'exécuteur passif des ordres, ni comme un pion interchangeable sur l'échiquier. La sûreté et le succès du groupe dépendent à la fois de l'initiative et de la fidélité de chaque individu.

8 - Finalement Gandhi et les Guévaristes pensent les uns comme les autres que les sept points précédents ne peuvent pas constituer un programme. Personne ne peut prétendre faire la révolution

(6) Les écrits gandhiens sont remplis d'exemples de cette ténacité extraordinaire dans la tactique et la foi gandhiennes. Le drame de la période 1946-1948 (clairement visible dans les écrits de Gandhi à cette époque) vient de ce que c'est juste au moment où cette ténacité avait été victorieuse que de nouveaux événements conduisirent beaucoup de ses disciples à s'éloigner de son mouvement pour fonder ce que Gandhi considéra comme un Etat-nation supplémentaire...

à partir d'un manuel scolaire. Gandhi considérait le travail de sa vie comme une série « d'expérimentations de la vérité ». Et Régis Debray avertit ceux qui voudraient synthétiser et systématiser Mao, Giap ou le Che que « la guerre latino-américaine évolue dans des conditions tout à fait spéciales et profondément distinctes, et qui ne peuvent être découvertes qu'à travers l'expérience pratique.

En somme, tous les ouvrages théoriques faits sur la guerre du peuple font autant de mal que de bien. On les a appelés les livres de syntaxe de la guerre. Mais une langue étrangère s'apprend plus vite dans le pays où on *doit* la parler que chez soi avec une méthode assimil. » (7).

Le trait frappant de la ressemblance entre les modèles Gandhien et Guévariste est sur leur radicalisme révolutionnaire. Des programmes peuvent être tirés des écrits de Gandhi ou du Che. Les deux hommes tentèrent différentes expériences. Mais tous deux demeurèrent remarquablement libres d'attachement à quelque programme que ce soit. En ce sens, ils constituent un contraste instructif avec Marx et Engels, avec les révolutionnaires nationalistes ou bourgeois, et avec beaucoup de libérateurs du Tiers Monde. L'engagement de Gandhi ou de Guevara ne s'est pas fait autour d'un Programme mais autour de ce qui est nécessaire à la création d'une *vraie* révolution.

Chacun est conscient, d'une ma-

(7) R. Debray, *Révolution dans la Révolution*.

nière différente, du problème de la fin et des moyens et est déterminé à éviter de piéger la révolution dans des moyens, aussi bien que dans des concepts qui ont montré dans le passé qu'ils trahissaient la Révolution. Ni la pensée gandhienne, ni la pensée guévariste ne sont vraiment originales. Toutes deux ont beaucoup emprunté à d'autres ou au passé. Mais toutes deux peuvent emprunter très largement et cependant produire un résultat radical, précisément parce que leur vision des priorités est très claire et nouvelle.

III. ACCEPTER D'ÊTRE VULNERABLE

Les différences entre ces deux sortes de révolution ne sont pas aussi nombreuses que leurs similitudes. Et cependant ces différences-là, bien réelles, ont conduit ces deux écoles sur deux routes bien différentes.

Deux voies d'une remarquable similitude de style et d'analyse mais finalement assez différentes dans leur position par rapport à ce *qui est à faire*. Les différences se voient le plus clairement sur la question de l'usage de la force d'intervention (8). En m'arrêtant là-dessus comme point fondamental, je prétends que, s'il est évident que les guévaristes ne parlent pas

(8) « Force d'intervention » traduit ici l'anglais « strike force » dont l'équivalent serait « force de frappe »... Cette expression évoquant tout à fait autre chose en français, il a fallu se résoudre à cette petite inexactitude.

de démocratie parlementaire, c'est également vrai pour Gandhi. Bien qu'il ait invoqué et parfois réalisé une organisation démocratique à l'échelon du groupe ou de la petite zone géographique, la force d'intervention révolutionnaire n'était pas démocratiquement manœuvrée...

La différence capitale entre Gandhi et Guévara ne peut pas être réduite à une opposition simpliste du genre démocratie/dictature. Elle porte plutôt sur l'usage qu'ils font de la force d'intervention. Dans le modèle guévariste, tout tourne autour de la conservation de cette force en état et prête à l'offensive. Toutes les critiques que Debray fait aussi aux modèles marxistes orthodoxes, trotskystes, maoïstes et vietnamiens partent de la nécessité aiguë de garder opérationnel le « foco ». Il aura certainement à supporter des situations difficiles ; mais il *devra* le faire si cela permet de conserver l'initiative de l'action. Tous les autres côtés de la Révolution (les objectifs chers à tous les cœurs révolutionnaires, comme de mettre en valeur une zone libérée) doivent être sacrifiés au maintien d'une force d'intervention mobile.

« La révolution socialiste est le résultat d'une lutte armée contre le pouvoir armé de l'Etat bourgeois » (9). « En Amérique latine aujourd'hui, une ligne politique qui, tenant compte de ses propres conséquences, n'est pas capable d'aboutir à une ligne militaire sérieuse et consistante, ne peut pas

(9) R. Debray, *Révolution dans la Révolution*.

être considérée révolutionnaire. Toute ligne qui se prétend révolutionnaire doit donner une réponse concrète à la question : « comment renverser l'Etat capitaliste, c'est-à-dire comment lui briser l'échine : son armée ? » (10). Le « foco » ne doit pas être gaspillé dans les tâches traditionnelles et hautement séduisantes, comme protéger la population des représailles. « La protection de la population dépend de la destruction progressive des potentiels militaires ennemis ».

Le modèle gandhien considère ce problème assez différemment. Comme le modèle guévariste, il se défend de reculer devant l'effusion de sang par sentimentalité. Mais il s'y oppose sur le point suivant : le sang *de qui* ? Dans le modèle gandhien classique, la force d'intervention est importante ; elle n'est ni mobile ni clandestine : elle se recrute largement dans les populations, et elle peut être risquée en totalité. Elle est vulnérable, *par principe*.

La concordance extraordinaire entre les modèles guévaristes et gandhiens sur tellement d'aspects produit ici des stratégies diamétralement opposées.

La stratégie gandhienne repose sur une distribution massive d'actions offensives non-armées. Elle vise à laisser à l'ennemi liberté complète de manœuvre en accord avec sa propre perception, son expérience et son armement. Ce qui ne veut en aucun cas dire abandon de l'initiative à l'ennemi.

(10) Id.

Le caractère clé du modèle gandhien est ici très clair : c'est précisément en laissant l'ennemi libre de faire le pire que nous nous libérons pour lui donner la possibilité de faire *volontairement* autre chose que le pire. Notre liberté est reliée de façon cruciale à la sienne. Quand l'ennemi ne *veut* plus payer la facture de l'oppression et de la répression, nous avons gagné. Nous avons gagné davantage encore que notre liberté : nous avons aidé l'ennemi à se situer lui-même comme n'étant plus notre ennemi dans le sens où il l'était au départ. Nous l'avons dégagé aussi bien que nous-mêmes du cercle vicieux de la violence-appelant-la-violence qui est bien, selon les Gandhiens, le véritable ennemi.

Cette lutte ne peut être menée qu'en se reposant sur les masses, à visage découvert et dans la vulnérabilité délibérément acceptée. Il peut arriver que la force d'intervention gandhienne soit défaite, brisée, dispersée. Cela peut arriver à n'importe quelle force dans le processus normal de recherche d'un rapport de force vis-à-vis de l'ennemi. Mais dans la stratégie gandhienne, cela reste toujours une possibilité si l'ennemi entame l'escalade de la violence. Toutefois si la lutte est fondée concrètement sur la Justice, la Vérité et d'autres idéaux énumérés plus haut, de nouvelles forces peuvent être suscitées, car elles dépendent de conditions objectives qui génèrent de nouvelles forces. La force d'intervention gandhienne classique est destinée à être dépensée, non épargnée. Elle est dépensée dans une lutte de volon-

tés où elle est préparée à accepter des pertes désastreuses dans le but de susciter le processus politique et psychologique qui peut conduire l'ennemi à se désengager finalement de la lutte. Une lutte qui ne peut pas être gagnée sur ces bases et avec ces méthodes est une lutte pour laquelle les conditions historiques ne sont pas objectivement prêtes (11).

IV. RESTER OUVERT A L'EXPERIENCE

Les deux modèles gandhien et guévariste diffèrent radicalement des mouvements réformistes et de ce que sont devenus les modèles révolutionnaires traditionnels. Ils diffèrent aussi des théories de guerre de positions de la révolution communiste asiatique. Tous deux sont radicalement polarisés sur le changement de société sans l'enfermer dans les détails et les programmes. C'est-à-dire qu'ils sont fondamentalement expérimentaux et ouverts aux enseignements des réalités futures.

Cette ouverture doit être reliée à une certaine confiance en l'His-

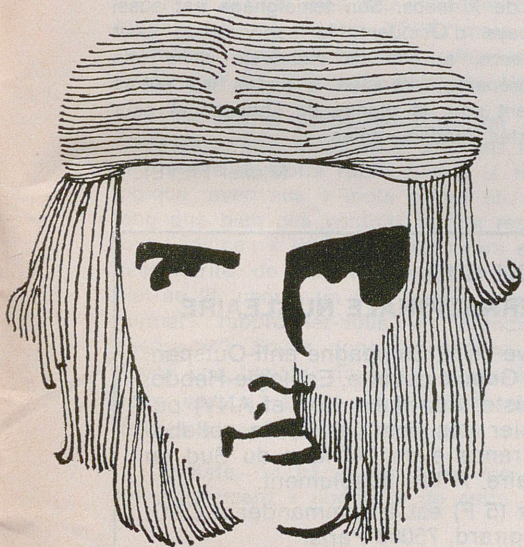
(11) D'autres différences importantes tiennent au « globalisme » inhérent au modèle guévariste : la logique de la stratégie du « foco » (la guérilla révolutionnaire vise à la guerre totale en combinant sous son hégémonie toutes les formes de lutte en tous les points du territoire) s'oppose à la stratégie gandhienne : limiter d'abord soigneusement les objectifs des engagements à ce que l'ennemi *peut* céder sans compromettre totalement sa position ; ensuite lui laisser le temps, entre chaque épreuve de force, d'assimiler la leçon de l'action précédente.

toire et dans les peuples. Est-ce que cette ouverture et cette expérimentation jaillissent d'une identification totale avec *Le Peuple* ? de la conviction que le peuple a toujours raison ? On pourrait le penser étant donnée l'acception emphatique du « peuple », dans les écrits gandhiens et guévaristes. Mais en sens inverse, il y a dans ces deux traditions une insistance sur le rôle de l'élite. La force d'intervention, le « foco » ou les « satyagrahis », ne naissent pas spontanément. Pas plus qu'on arrive si facilement à mettre une stratégie en place. La discipline dans la force d'intervention est volontairement acceptée dans un groupe de volontaires, mais cette auto-discipline ne se génère pas d'elle-même. Une élite dirigeante est nécessaire.

Cette élite doit être capable de porter, d'incarner et de manier l'autorité. N'ayant pas d'appareil d'Etat à sa disposition, elle doit faire accepter son autorité sans recourir à la coercition. D'où provient cette autorité et comment se fait-elle accepter ? Elle ne provient pas du peuple directement, car les intérêts pressentis par le peuple (se protéger des forces gouvernementales par exemple) ont parfois à s'effacer. Cette autorité ne peut pas non plus provenir d'une meilleure compréhension par le peuple de ses intérêts à long terme. Une telle compréhension ne peut naître que d'une perception exacte, ou d'analyses approfondies des « conditions historiques objectives », comme diraient les Marxistes, ou de la « vérité », comme traduirait Gandhi. Ce sont ceux qui peuvent faire de telles analyses et

qui s'engagent pour cette vérité qui constituent l'élite révolutionnaire...

Un point important des analyses de R. Debray est un avertissement; une précaution élémentaire: s'assurer que les conditions historiques sont objectivement prêtes. Une bonne doctrine n'est pas suffisante. L'efficacité grandissante des unités anti-guérillas entraînées et équipées aux USA a beaucoup entamé le nombre des possibilités locales en Amérique latine, au moins pour le proche avenir. D'aucuns diront qu'il s'agit là d'une phase passagère, d'une capacité transitoire à laisser le couvercle sur la marmite jusqu'à ce que la pression, qui monte inexorablement, le fasse sauter. Et Debray serait probablement des derniers à nier que des conditions authentiquement et longuement altérées pourraient bien requérir une stra-

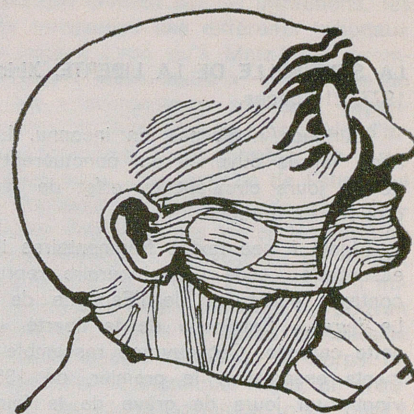


tégie différente de celle qu'il a avancée à partir de l'expérience des dix dernières années.

La situation est la même du côté de Gandhi. J'ai essayé dans ces pages de définir l'expérience gandhienne classique. Mais elle est lourdement conditionnée par l'histoire indienne: type bien particulier de peuple, type bien particulier d'opresseur, coïncidences historiques uniques, y compris l'irruption du Pakistan au cœur de l'Inde « britannique » à un instant critique de la lutte d'indépendance.

En Occident, le radicalisme gandhien a toujours été appliqué au travers du libéralisme bourgeois quand il n'a pas été récupéré par des groupuscules sectaires et isolés. Comme les événements ont discrédité le libéralisme, ainsi en a-t-il été du « gandhianisme » tel qu'il a été compris. Mais est-ce que la tradition révolutionnaire gandhienne dans sa nature radicale a perdu de sa valeur? Je pense qu'on ne l'a même pas essayée. Je ne commencerai pas de polémique à propos de la phase peut-être nécessaire dont parle FANON: les compréhensions démodées et les méthodes vieillottes doivent être « vomies »... Les Noirs, les Porto-ricains, les Chicacos et autres minorités ethniques d'Amérique du Nord doivent vomir un gandhianisme qui est prisonnier du Libéralisme qu'ils craignent et haïssent autant que leur oppresseur physique.

Mais l'essentiel de Gandhi, du vrai Gandhi, on ne peut pas le mettre de côté si facilement que



cela. Le problème de l'Amérique du Nord n'est pas d'expulser un occupant étranger ou de remplacer une oligarchie et ses sous-fifres. Quoiqu'il adienne en Amérique du Nord et dans le monde occidental, les vainqueurs et les vaincus vont avoir à vivre côte à côte. Et une société technologique moderne ne peut pas vivre en état de mutinerie perpétuelle ou de guerre civile latente. S'il faut une épreuve de force pour changer la société en Amérique du Nord, par delà des solutions considérées maintenant comme cruciales, le modèle gandhien pourrait bien être le plus adapté aux conditions historiques objectives (12).

Théodore OLSON

traduction Bernard Magnouloux.

(12) L'original anglais de cet article comporte une quinzaine d'autres notes qui ne présentent d'intérêts (surtout bibliographique) que dans la perspective d'une recherche assez spécialisée. ANV se fera un plaisir d'en envoyer photocopie (moyennant 5 F) à quiconque en fera la demande.

nous avons lu...

LA SENTINELLE DE LA LIBERTE, Xirinacs, Ed. Ouvrières, 1977, 214 pages.

Xirinacs n'est pas un inconnu. Les appels, déclarations, lettres ouvertes qui ponctuèrent son premier jeûne de 21 jours circulent en effet de région en région, de groupes en groupes.

Mais à ces textes fragmentaires il manquait la trame essentielle : celle d'un itinéraire repris et situé dans le contexte particulier de l'Espagne de 1970 à nos jours. Le livre « **Sentinelle de la liberté** » permet de pallier cette carence. Cet ouvrage rassemble en fait deux documents essentiels : le premier, de 135 pages, relate les vingt-et-un jours de grève de la faim pour appeler les Catalans « à prendre leurs responsabilités historiques » et à cesser de soutenir le régime en vigueur. Le deuxième document qui fait le reste du livre retrace six années de lutte qui laissent l'auteur en faction devant la prison modèle de Barcelone, en vue d'obtenir une amnistie totale de tous les prisonniers. Geste symbolique sur lequel le livre se clôt ; geste qui rejoint bien le premier jeûne de Xirinacs et le fait exister, surtout depuis 1970, comme une vigile permanente toujours postée aux points chauds de son pays pour la liberté et la dignité des hommes.

L'originalité de sa faction et de son combat est de s'inscrire dans une non-violence déclarée, imaginative, rendue populaire à force de ténacité, d'à propos et de risques calculés. Cet homme qui paraît seul fait basculer la « justice », le pouvoir, l'organisation cléricale ; cet homme qui s'en vient à son oppresseur les mains nues, dans la difficile certitude de son droit, pose les questions si élémentaires et si inattendues que l'Etat bascule, se ridiculise et perd à tout coup.

Grève de la faim, action de désobéissance civile, grève complète des relations administratives en prison, nouvelles grèves de la faim, va et vient devant la prison..., tous ces gestes, qui marquent sa chair et sa pensée, manifestent le refus de trente années de fausse paix du franquisme, de trente années de compromissions intolérables du clergé et de nombreux citoyens face à l'Etat.

Mais si Xirinacs assume, seul, ses engagements (grève de la faim prolongée, refus des aides médicales qui altéreraient son jeûne), il fait en sorte qu'ils trouvent l'écho chez les autres et éveillent chez eux le sens de leurs responsabilités.

C'est ainsi qu'inlassablement il reçoit (même quand il se sent épuisé par vingt-et-un jours de grève totale de la faim), il explique ; inlassablement il reprend le dialogue avec les autorités ecclésiastiques desquelles il dépend ; inlassablement il renoue la discussion avec ses oppresseurs : gens de prison, juges, politiciens car eux aussi ont besoin de savoir et de comprendre. Avec lui, les jeux ne sont jamais faits : la parole, l'écrit, le geste se conjuguent pour donner plus de poids au message. De tout bois il fait flèche : de toute structure (année sainte, fête de Noël, 1^{er} mai, etc...), il se sert à bon escient. Et tout cela est dit et réalisé avec la modestie de celui qui se sait puissant de son humble pouvoir, de celui qui sait que la non-violence peut être contagieuse, et qu'elle est finalement seule capable de faire taire et tomber les armes de l'oppresser.

Pour Xirinacs, cette non-violence est combat et lutte ; elle est résistance et elle coûte la faim, la détresse, l'isolement et parfois l'incompréhension et le mépris. Comme pour Martin-Luther King et Gandhi, cette non-violence se fait victorieuse dans l'inachevé, dans le provisoire : car le combat reste toujours à reprendre. C'est sur cette tonalité d'incessant recommencement que se termine le livre de Xirinacs. Son témoignage est aussi la preuve qu'en pays d'Occident, la non-violence peut prendre sens et force, si elle se manifeste dans une résistance réelle, préparée, articulée à toutes les autres résistances qui luttent pour la dignité de l'homme et pour le droit à ses libertés fondamentales.

Michel FIEVET.

L'AFRIQUE DU SUD DANS L'INTERNATIONALE NUCLEAIRE

A l'initiative de la Campagne anti-Outspan, 5 journaux (La Gueule ouverte, Ecologie-Hebdo, Tribune socialiste, Apartheid Non et ANV) publient un dossier très complet sur la collaboration de la France avec l'Afrique du Sud en matière nucléaire. A lire absolument.

Le dossier (5 F) est à commander à CAO, 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

Mireille DEBARD et Jean-Luc HENNIG,

LES JUGES KAKI,

éd. A. Moreau 1977, 300 p., 34 F.

« Existe-t-il des tribunaux de plombiers-zingueurs en chef pour juger des simples plombiers-zingueurs ? » interroge Cabu sur la couverture du livre. Non, mais il existe des tribunaux militaires en chef pour juger de simples soldats. Et cela paraît « normal » à beaucoup de gens...

Il y en a, heureusement, à qui cette « justice » ne paraît pas normale ; depuis bientôt quatre ans, ils ont entrepris de faire connaître son fonctionnement quotidien pour mieux la dénoncer : assistance systématique aux séances des TPFA (Tribunaux Permanents des Forces Armées), élaborations de tableaux statistiques, publications de chroniques régulières dans **Libération**, popularisation de procès d'insoumis, réflexion avec des avocats, des magistrats, etc... Résultat : depuis quelques temps les Tribunaux Militaires sont sur la sellette...

Il manquait néanmoins un outil à ceux qui veulent informer le public sur la réalité de la justice militaire. Certes, il existait bien déjà quelques brochures, quelques études sur tel ou tel TPFA, mais pas d'ouvrage de synthèse : voilà qui est fait maintenant, grâce au travail de Mireille Debard et de Jean-Luc Hennig.

Une bonne partie de l'ouvrage nous rapporte des comptes rendus d'audience, pris sur le vif : on y assiste au théâtre de cette répression à la fois pénale et idéologique, avec ses « mots » qui en disent parfois plus long que bien des verdicts sur le ressort qui sous-tend tout l'édifice : « Vos frères et sœurs sont normaux, vous avez hérité de mauvais chromosomes. Vous avez fait pipi au lit jusqu'à un âge avancé. Vous n'êtes donc pas normal : rapprochez-vous du Français moyen ». Ou encore : « Soyez donc un citoyen loyal et efficace ! Payez vos impôts, travaillez, soyez à l'heure, et faites votre service ! Le service militaire est honorable, c'est le seul service qui soit honorable. »

Ensuite, on passe en revue les divers aspects du fonctionnement « normal » de cette justice d'exception.

Des tableaux donnent des chiffres sur les infractions, les peines, les sévérités comparées des différents tribunaux (il vaut mieux être jugé à Lyon qu'à Metz ! par exemple...). Sur la répression « disciplinaire », sur le rôle de la psychiatrie, sur les « accidents », sur la « dépendance » de cette justice, le livre apporte une foule d'informations souvent méconnues. Il se termine par quelques entretiens dont un avec Jean-Jacques de Felice qui est devenu un des meilleurs connaisseurs de cette justice, à force de défendre depuis 25 ans toutes les variétés d'insoumis, objecteurs, déserteurs, renvoyeurs de livrets, soldats... Laissons-lui le mot de la fin : « L'institution militaire était tout de même une institution dont on pouvait saisir le contour autrefois : c'était le corps de bataille qui allait à Verdun pour arrêter l'ennemi ; le corps de bataille maintenant c'est l'arme atomique. Alors, un groupement humain autour de l'arme atomique, c'est quoi ? Quelle institution est-ce ? qu'est-ce que représente l'honneur de tout cela ? cet outil-là, capable d'anéantir des villes et des pays entiers ? L'outil n'est plus du tout ce qu'il était autrefois, alors les valeurs ne peuvent plus être les mêmes. La juridiction militaire veut, au fond, tenir un discours d'autrefois, protéger des valeurs d'autrefois, mais n'être pas reconnue aujourd'hui comme une partie de l'outil-défense... Le discours des présidents retrouve cette insécurité, cette incertitude. Les gens avaient peur de cette justice autrefois. Ils sont passés de la peur à la grimace, ils vont arriver au sourire, au rire. Cette institution ne fera même plus peur. C'est si vrai qu'elle est ressentie comme démodée, anachronique et inutile. C'est précisément au moment où elle est le plus mal vécue, le plus mal reconnue qu'elle développe des tas de procès pour injures à elle-même ou pour renvois de livrets militaires... »

Que les Tribunaux militaires deviennent inutiles et fassent plus rire que craindre... J.J. de Felice est optimiste. Espérons que l'avenir lui donnera raison... Mais tant qu'ils existeront, ridicules ou pas, les Ordonnances de 1959 peuvent du jour au lendemain en faire la juridiction qui pourrait **nous** juger, tous. Raison de plus pour lire ce livre !

Christian MELLON.

Th. Jund, LE NUCLEAIRE CONTRE L'ALSACE

Coll. « Points chauds », Ed. Syros, 163 pages, 18,00 F.

Ce petit livre rédigé par des militants PSU du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, apporte à la fois une analyse très claire du problème nucléaire dans ses conséquences politiques, sociales, économiques et techniques, et un exemple de ce que peut être l'aménagement du territoire — où le nucléaire tient une place de choix — dans un système capitaliste.

Il est vrai que l'exemple de l'Alsace est, de ce point de vue, particulièrement significatif.

C'est en 1967 qu'un conseil interministériel décide l'implantation de deux réacteurs de 750 MW à Fessenheim. A l'époque, on parle encore de filière graphite-gaz. Mais en 1972, quand EDF commencera les travaux sur le site, ce sera pour construire la première centrale à uranium enrichi française (selon le procédé américain PWR) de 2x925 MW.

Ceci, après une parodie de consultation qui va mécontenter nombre d'Alsaciens. Petit à petit se met en place une résistance non-violente (et on peut regretter que le mot ne soit pas prononcé dans le livre), liée à celle qui se développe de l'autre côté du Rhin, en Allemagne et en Suisse. Et si au début, le mouvement est surtout le fait d'instituteurs, de médecins et de scientifiques, il se popularise rapidement pour réunir agriculteurs, viticulteurs, ouvriers et également prêtres et pasteurs. Ils refusent que l'on fasse de l'Alsace la « vitrine de la France » selon l'expression de certains.

Le nucléaire est, en effet, le premier « instrument de l'aménagement de l'Alsace » (on prévoit la construction d'une vingtaine de réacteurs sur le Rhin, dont une bonne dizaine sur la branche alsacienne badoise), mais ce n'est pas le seul : pour faire de la région un « couloir européen », les aménageurs ont également prévu la construction d'autoroutes, d'un train à grande vitesse (de Genève à Bruxelles en passant par Mulhouse, Colmar et Strasbourg) et le fameux « canal à grand gabarit ». Tout ceci devant apporter, bien entendu, emplois et prospérité à la région. En fait d'aménagement, il s'agit surtout d'un renforcement des bases du capitalisme en Alsace.

Cette présentation du problème nucléaire et du « cas alsacien » est d'autant plus intéressante qu'elle est accompagnée de nombreux chiffres et données.

Un tableau résumant l'intervention des groupes industriels dans le cycle du combustible nucléaire illustre la façon dont « la relève du pétrole par le nucléaire permet une restructuration capitaliste sous l'égide des multinationales ». On voit également comment EDF s'y prend pour faire croire à la rentabilité du nucléaire : sous-estimation du coût d'investissement, idéalisation du bon fonctionnement des réacteurs, oubli des investissements annexes, sous-estimation du prix de revient de l'uranium, etc...).

Le livre se termine sur les propositions faites par le PSU pour trouver une alternative au nucléaire, en particulier au niveau régional : multiplication des contacts entre associations alsaciennes, badoises et suisses qui combattent le choix nucléaire et les syndicats et partis politiques, création de commissions d'enquête sous contrôle populaire, d'une agence populaire d'information, aides aux expériences décentralisées pour développer d'autres sources d'énergie et, en particulier, la géothermie qui offre de grandes possibilités en Alsace.

Lydie BONNET.

Bernard CLAVEL, **Ecrit sur la neige**, éd. Stock, 1977, 300 p.

Entre deux romans, Bernard Clavel vient de confier à ses lecteurs, comme à des amis, l'histoire de sa vie, de ses expériences, des gens qui l'ont marqué, des choix qu'il a faits. Cela nous vaut, outre la découverte d'un homme attachant dans sa simplicité, de très belles pages sur Louis Lecoq et un plaidoyer ardent pour la non-violence. L'auteur du **Silence des armes** et de la **Lettre à un képi blanc** soutient toutes les luttes qui sont les nôtres : contre la peine de mort, pour l'objection de conscience, contre l'arme nucléaire, le commerce des armes, pour le Larzac, etc... et il met au service de ces causes trop souvent minoritaires l'audience très large et très populaire qui est la sienne.

nouvelles brèves...

IRLANDE. — D'après un article du 4 novembre 1977 de « Peace News », journal des non-violents anglais, il semble que le Mouvement « Peace People » d'Irlande du Nord soit entré dans un débat politique intéressant. On sait qu'à ses débuts ce mouvement portait des ambiguïtés assez graves, condamnant davantage la violence de l'IRA que celle de l'armée anglaise, notamment. Ses options semblent évoluer : le Congrès de Belfast a débattu (sans arriver à conclure pour le moment) de propositions reconnaissant la dimension politique inévitable de la lutte pour la Paix en Irlande du Nord. Tout en cherchant les voies d'une politique qui ne soit pas celle des partis (inévitables liés à des « clans ») le Peace People refuse qu'une solution soit imposée à l'Irlande du Nord par les Anglais ou les Irlandais du sud. Il voudrait « transformer les relations des Nord-Irlandais de manière à éliminer les méfiances et faire décider les Nord-Irlandais eux-mêmes de leur destin. »

CAMPAGNE DROITS HUMAINS 78

A l'appel du « Servicio », réseau de groupes non-violents d'Amérique du Sud (voir ANV 19), est lancée pour l'année 1978 une grande campagne d'opinion pour le respect des droits de l'homme dans ce continent et dans le monde entier. Cette campagne organisera une collecte de signatures pour demander aux Nations Unies de créer un « haut commissariat aux Droits Humains » et de consacrer une session spéciale exclusivement à cette question. Du 4 au 10 décembre 1978 se tiendra une « assemblée européenne des peuples » : plutôt que de dénoncer les abus en matière de droits humains, cette Assemblée sera une tribune permettant aux groupes participant à la campagne de faire connaître les multiples moyens d'action employés par eux pour transformer la société.

Parmi les nombreux groupes et organisations qui soutiennent cette campagne on trouve notamment les groupes non-violents. La coordination internationale est à Londres. Pour la France, s'adresser à Michel GROLEAUD, 71, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

CREATION D'UN SERVICE MONDIAL D'INFORMATION SUR L'ENERGIE

(W.I.S.E. : World Information Service on Energy)

L'opposition à l'énergie atomique s'organise de plus en plus à l'échelon international ; vaste mouvement d'opinion opposé à une société technocratique, centralisée, autoritaire et anti-démocratique, il trouve à la fois sa force et son originalité dans la participation directe des citoyens aux décisions qui les concernent.

Mais les forces qui poussent vers l'option nucléaire agissent déjà au niveau international. Il faut que les antinucléaires organisent donc aussi à ce niveau les échanges d'information et d'expérience pour mieux coordonner leurs luttes.

C'est le but du projet « W.I.S.E. » : diffuser des informations, promouvoir les contacts directs pour servir les mouvements antinucléaires, indépendamment de tout parti ou groupement politique.

Pour plus de précisions, contacter : Christian DUREMBERG, c/o APRE, 12, rue Neuve-du-Pâtis, 45200 Montargis.

Un ex-adepte de Moon, lecteur d'ANV, signale qu'il a rédigé et édité une plaquette de 72 pages sur son passage dans la secte : très vivant et très instructif ! A commander (15 F + 7 F de port) à B. Magnouloux, 26140 Andancette.

LIP : une coopérative pour continuer la lutte.

Après avoir décidé de « réanimer l'outil de travail », les LIP se sont donné la forme juridique de la coopérative pour poursuivre cette lutte, décidément fertile en rebondissements, en imagination, en ténacité. Ils s'en expliquent dans leur journal « L'Heure » (1 F, c/o B. Billot, 11, bd Blum, 25000 Besançon). Ils demandent aussi le soutien financier de tous ceux qui veulent la victoire de leur lutte exemplaire : adhérez à l'association « Amis de LIP ». Membre adhérent : 30 F. Membre actif : 100 F. B.P. 961, 25022 Besançon cedex.

sommaire

Editorial 1

Les leçons de MALVILLE 3

Jacques SEMELIN

Quelle Non-violence sur le LARZAC ? 12

Table ronde avec des paysans et des millavois

Le ralliement de la gauche à l'arme nucléaire (suite et fin) 21

Christian MELLON

Pour une défense populaire non nucléaire 27

Table ronde avec Patrick VIVERET, Jean-Marie MULLER,
Michel MOUSEL, Paul VIRILIO, Alain JOXE.

Pour une stratégie de « Transarmement » 37

M.A.N.

Entretien avec Serge-Christophe KOLM 40

Gandhi et Guevara 51

Théodore OLSEN

Nous avons lu . . . 58

Numéro 27
Février-Avril
1978